





Le Monde

# idées

## PROCHE-ORIENT

### La deuxième naissance d'Israël

POUR qui a toujours pensé que l'Etat d'Israël n'aurait jamais été qu'une anomalie, le jour où la paix avec les Arabes deviendrait une réalité, l'heure qui a sonné à Washington comporte plus que l'espoir, elle marque la deuxième naissance de l'Etat hébreu moderne.

Le processus qui a conduit à la signature du traité israélo-égyptien transcende de loin l'analyse politique. En reconnaissant Israël comme un Etat du Proche-Orient doté d'une pleine légitimité, le président égyptien, au nom de son peuple, met un terme à l'affrontement et démontre que la reconnaissance d'Israël par un Etat arabe n'est pas une impossibilité de principe.

Ce n'est pas d'hostilité et de refus qui avait conduit les Israéliens à une mentalité d'assiégés, à été entraîné par une brèche importante, et il est désormais évident que ses fondations mêmes finiront par s'écrouler.

En échange de cette volonté politique mise en œuvre par le traité, l'Egypte obtient la restitution de tous les territoires égyptiens occupés par Israël en 1967. Cela tend à prouver que devant une autre reconnaissance, celle des Syriens, la totalité du Golan

par GÉRARD ISRAËL (\*)

pourrait être restituée à la souveraineté de Damas, sous réserve, comme c'est le cas pour le Sinaï, de quelques dispositions de sécurité. Cela tend à prouver que devant une autre reconnaissance, celle des Jordaniens, Israël pourrait régler, à la satisfaction d'Amman, le contentieux israélo-jordanien. Cela tend surtout à prouver que devant la reconnaissance d'Israël comme Etat juif au Proche-Orient, les Israéliens pourraient ne pas élever d'objection légitime à une négociation avec les Palestiniens, organisés ou non. Cela prouve enfin que l'existence d'une patrie, d'une entité ou même d'un Etat palestinien n'est pas impossible, dans une perspective de reconnaissance d'Israël par l'O.L.P.

On a beau jeu de dénoncer un « accord séparé » et de prôner un règlement global de nature à trouver une solution immédiate à tous les aspects du conflit. Il est pourtant à penser que la paix entre Israël et l'Egypte ne fait nullement l'impossible sur la

(\*) Directeur des Nouvelles Cahiers.

question palestinienne. Au contraire, elle en amorçe la solution. Des élections libres, des négociations avec les élus, la participation des habitants de Cisjordanie et de Gaza à la fixation de leur propre avenir, autant d'actes politiques qui ne peuvent qu'ouvrir la voie à des solutions de caractère définitif allant dans le sens des aspirations des populations concernées.

Les Etats réunis actuellement autour de l'idéologie du refus d'Israël rendent eux-mêmes impossible la solution de la question palestinienne. Cela est évident. Mais ils font plus que cela. Ils montrent qu'ils sont prêts à mettre le Proche-Orient « à feu et à sang », et cela pourquoi ? Tout simplement parce que l'Egypte a reconnu Israël. Voilà la vérité de leur politique. Il faut espérer que les « refusards » finiront par comprendre que la voie ouverte par MM. Sadate et Begin est non seulement conforme aux intérêts réels de tous, mais surtout qu'elle peut empêcher toute iniquité au Proche-Orient, pour ce qui concerne tant les Israéliens que les Palestiniens.

Qui ne comprendrait, en ces jours fastes, que la tradition du judaïsme commande la justice ?

### Une paix porteuse de guerre

L'OPINION publique occidentale avait soit d'un traité de paix arabo-israélien. Un quotidien français, souligné sans doute, a cru bon titrer sur toute la « une » « La paix enfin ! ». A présent que la signature du traité a eu lieu, cette opinion devrait s'interroger sérieusement sur la réalité cachée ou masquée de cette « paix ».

Ainsi croit-on s'être débarrassé du fardeau du conflit proche-oriental qui n'a cessé de peser aussi bien sur la mauvaise conscience de l'Europe antisémite que sur l'économie qui, mal gérée, n'avait de salut que dans le maintien des prix bon marché des matières premières. L'Amérique de Carter aura toujours assez de dollars pour apaiser l'ardeur des clients de la paix et pour racheter leurs réticences.

Donc une paix qui s'annonce périlleuse et pour la conscience et pour l'économie. Pour la conscience tout d'abord, car cette paix qui a voulu prendre la forme d'un pacte politico-militaire semble s'attacher à valider des ennemis plus qu'à convaincre ses amis. Dirigée contre les mêmes

par BURHANA GHALIOUNE (\*)

peuples dont elle entend assurer la protection, la ratification de la paix inaugurerait la guerre, plutôt qu'elle n'en suppose la fin.

La légèreté avec laquelle ce pacte traite des questions primordiales comme celle des territoires occupés, sans tenir compte des décisions prises par les Nations unies ni des principes fondamentaux de liberté et d'autodétermination des peuples, au moment où on ne cesse d'évoquer les droits des minorités ici et là, témoigne de la mauvaise foi des signataires de ce pacte, nouveau dispositif de sécurité machiavélique et inhumain monté par les Américains.

Le pacte signé à Washington, loin d'apporter la stabilité tant attendue dans cette partie du monde, semble miser au contraire sur l'agressivité des uns et la passivité des autres. Une nouvelle ère de conflits est ouverte au Proche-Orient.

Entre Américains et Soviétiques d'abord : la compétition pour le contrôle des positions stratégiques n'est nullement close, mais se trouve au contraire renforcée. En témoignent aussi bien la guerre des deux Yémens que le nombre croissant des bâtiments et des conseillers militaires des deux superpuissances dans la région. L'Europe en sera, et probablement pour longtemps, exclue.

Entre Israéliens et Egyptiens, pour consolider leurs positions dans les négociations futures, et maintenir une forte pression sur le reste du monde arabe réticent, ne cessent d'accumuler les armements américains les plus perfectionnés. Certains parmi eux poussent l'absurdité des rêves de grandeur jusqu'à réclamer le rôle du « seul défenseur du monde libre » au Proche-Orient, tandis que d'autres se contentent d'être le « gendarme de la région », cette région qui devient une sorte de chasse gardée.

Entre pays arabes ensuite, qui, sous l'effet de la disparition de la Ligue des Etats arabes menacée d'écroulement, risquent de faire déboucher leurs querelles sur une véritable guerre fratricide, nourrie et inspirée par les grandes puissances.

(\*) Ecrivain syrien, auteur du Manifeste pour la démocratie.

### La terre promise

UNE veille de réflexion tenue tout récemment à l'université de Bar-Ilan (Tel-Aviv) donne à plusieurs intellectuels israéliens l'occasion d'exprimer leurs idées sur le thème « Le pays d'Israël ». Deux d'entre eux, religieux orthodoxes, retiennent particulièrement l'attention : le professeur Uriel Simon, et le professeur Ishaiahu Leibovitz, reconnu, même par ses adversaires, pour sa pensée la plus éclairée du judaïsme actuel. A défaut d'avoir réalisé un consensus général, leurs réflexions sur Israël ont d'un point de vue religieux suscité un intérêt des plus vifs ; leur écho pourrait également en avoir.

C'est un fait, le pays d'Israël n'est pas le berceau du peuple juif, pas plus qu'il n'est le ber-

ceau du judaïsme. Il est bien plutôt une œuvre à réaliser tout au long des générations. Le peuple juif n'a pas surgi en Israël ; il est, au contraire, venu en Israël, et la Torah qui fait le cœur de sa religion a été reçue en terre étrangère, au mont Sinaï.

En effet, Abraham dut quitter Ur en Chaldée pour venir dans ce pays dont Dieu lui fit la promesse ; paradoxalement, il se contenta de le traverser de long en large, et d'y creuser des puits. De plus, à la mort de sa femme Sarah, cette propriété s'était tellement peu actualisée qu'il dut se préoccuper d'acheter un lot de terrain, à Hébron, pour l'ensevelir dans cette fameuse grotte de Macpela qui divise tellement les esprits aujourd'hui.

commodements... Je donnerai à votre pays la plus en temps opportune ». (Deutéronome 11, 14).

Le précepte de résider en Israël a été amplement commenté par Rabbins, mais, bien qu'il soit abondamment attesté dans le Midrash et la Hagadah, il apparaît au folklore religieux. On

pourrait souligner, à cet égard, que la réalité concrète du judaïsme, qui est au cœur de l'histoire s'est manifestée dans l'accomplissement de la Loi, n'a jamais accordé à la terre d'Israël une place centrale, ni au plan de la pensée, ni au plan des mobiles d'action. On ne peut oublier non plus que la période d'héroïsme spirituel et de grande production intellectuelle se situa durant l'exil.

#### Terre et Sainteté

Il peut y avoir la tentation de faire de la terre un absolu, et de reporter la sainteté de Dieu sur une réalité créée, ce qui est une perversion. D'Israël, qui est saint, il peut y avoir la tentation de prendre la terre d'Israël pour un corps vivant et saint en lui-même, qui mériterait au culte de la terre ; mais changer la valeur de la terre en une valeur géographique suprême, pour la plénitude de laquelle il serait permis de verser du sang juif, reviendrait à une nouvelle forme de cananisme.

D'où le dilemme en face duquel beaucoup se trouvent perplexes : « Une terre sans sainteté, ou une sainteté sans terre ? » Le profane et le sacré appartiennent à deux ordres différents, et la signification de la terre d'Israël pour le judaïsme d'aujourd'hui est d'être tout simplement la base de l'indépendance nationale et politique.

Il est frappant que le souvenir du fait de la prise de Jérusalem par David ne s'est pas perpétué dans une fête particulière. Par contre, la Synagogue chante le Hallel pendant les huit jours de la fête de Hanoukha, qui célèbre la victoire des Maccabées, non parce qu'ils conquièrent la cité de Jérusalem, mais parce que c'était la victoire dans une guerre pour la Torah. Cette guerre fut, en fait, une guerre civile entre le parti des hellénisants et le parti des juifs. Elle est également significative que le langage religieux ne parle pas de la Torah d'Israël, mais de « Torah du Nom » (de Dieu), pas plus qu'il ne parle du peuple du pays.

(\*) Religieux.

d'Israël, mais du « peuple de la Torah ».

Ces propos n'ont pas l'heur de plaire à tout le monde, et ce n'est pas sans à-propos que le professeur Leibovitz rappelle que beaucoup de prophètes passèrent pour des traîtres aux yeux de leur peuple. Ces réflexions visaient uniquement à éclairer l'aspect religieux d'un problème dont, les faits l'attestent, tous les autres lui sont inextricablement liés. C'est ce qui fait le caractère unique du problème touchant à des lieux auxquels les hommes sont attachés avec tellement de passion, en raison des événements qui s'y sont déroulés.

Bien sûr, le lieu ne garde rien de l'événement, mais l'esprit y supplée ; et si l'histoire ne vit que dans la pensée, c'est finalement la pensée qui crée le lieu. Face à une telle passion, l'esprit s'interroge : « Quelle grande a été ce lieu dont la mémoire ne peut se défaire ? » Le premier soldat romain à apercevoir les corps des neuf cent soixante combattants de Massada, qui s'étaient suicidés collectivement pour éviter l'esclavage des légions, avait peut-être pressenti quelque chose lorsqu'il s'exclama : « Le roc et les hommes sont devenus un ».

#### Un peuple et une terre

La relation du peuple juif à sa terre est différente de celle qu'on trouve chez les autres peuples. Un élément supplémentaire lui confère son caractère spécifique. Il y a comme deux regards dans cette relation d'un peuple à sa terre : le regard des nations qui demeurent au plan naturel, et le regard juif.

Le premier est le fait d'une possession continue et limitée dans le temps. La perte de cette possession est sans retour, c'est pourquoi les nations n'ont pas la notion d'exil.

Le regard juif, au contraire, est le fait d'une possession discontinue mais perdurable. Le lien du peuple juif à sa terre nait de la promesse de Dieu, mais n'est pas conditionné par la possession actuelle, ce qui éclaire aussi le fait que la destruction du pays n'entraîne pas la destruction du peuple.

Le drame est qu'il n'y ait pas de traduction directe de la possession juive en possession naturelle.

reille. Il y a là comme deux plans différents, indissolubles à des comportements différents. Il n'est que de voir comment Abraham, qui venait juste de recevoir la promesse de cette terre, non seulement n'en chassa pas les Cananéens, mais proposa à son cousin d'en partager la jouissance, lorsqu'il devint évident que « le pays ne suffisait plus à leur installation commune » (Genèse 13, 6). C'était déjà une « concession territoriale »... et droit juif n'en fut nullement atteint, devait dire le grand commentateur que fut Rashbi.

Si l'on en vient au droit, il n'y a pas à strictement parler de droit à une terre particulière, pour aucun peuple. Le droit était une donnée juridique et non pas objective, il ne peut y avoir de loi fixant le droit d'un peuple à une terre. Le lien entre un peuple et une terre n'est pas inscrit dans la loi, mais dans la conscience, et la conscience n'a pas de pouvoir légal.

#### Un moyen et une fin

Que l'intention de la promesse n'ait pas été nécessairement une propriété continue, la Torah le prouve et les faits le confirment. C'est ainsi qu'il y eut un premier retour d'exil après l'Egypte, un second retour d'exil après Babylone, et que l'Etat d'Israël constitue le troisième retour après un exil qui fut aussi une dispersion.

A s'en tenir à un plan strictement religieux, le pays ne fut jamais une fin en soi, mais un moyen pour le peuple de remplir sa vocation qui était de vivre selon la Torah, avec tout ce que cela impliquait d'exigence morale. Le passage d'Egypte, où la nature était combante en raison de la prospérité que procuraient la régularité et l'abondance des eaux du Nil, vers les pauvres terres de Canaan où l'on dépendait de « la pluie du ciel » dont on n'était jamais sûr, illustrait cette dépendance à Dieu qui seule avait valeur de finalité pour le peuple.

Les promesses n'avaient du reste aucun automatisme, du fait

que leur accomplissement dépendait de la poursuite de cette finalité qui prit le visage de l' Alliance. « Si vous obéissez à mes

Le Monde

Service des Abonnements  
5, rue des Italiens  
75401 PARIS - CEDEX 09  
C.C.P. Paris 4297-33

ABONNEMENTS  
3 mois 5 mois 9 mois 12 mois

FRANCE - DOM - TOM  
125 F 225 F 325 F 425 F

POUR PAYS ÉTRANGERS  
PAR VOIE NORMALE  
225 F 425 F 525 F 625 F

ÉTRANGER  
(par mandat postal)  
I. - BELGIQUE-LUXEMBOURG  
125 F 225 F 325 F 425 F  
II. - SUISSE - TUNISIE  
225 F 325 F 425 F 525 F

Par voie aérienne  
Envoi sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois virements) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont priés de nous en faire part par lettre ou par carte postale, demandant une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de régler tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Le Monde  
dossiers et documents

Numéro d'avril

LE PORTUGAL

LES CHEMINS DE FER EN FRANCE

Le numéro : 3 F

Abonnement un an (10 numéros) : 30 F

### Israël entre l'indépendance et la paix

par CLAUDE VIGÉE (\*)

ALORS que l'Etat d'Israël moderne entre dans la quatrième décennie de son indépendance nationale, il convient d'acquiescer à la signature du traité de paix avec l'Egypte avec une circonspection où se mêlent l'espoir, l'inquiétude, le doute aussi.

La situation actuelle au Proche-Orient, après les événements en Iran et leurs effets menaçants pour Israël aussi bien que pour l'Occident tout entier, n'autorise pas l'optimisme sans bornes. Et pourtant, même si les effets réels de ce traité demeurent hypothétiques, la perspective soudaine d'une compréhension mutuelle, d'un rapprochement possible de ces deux grands peuples, donne espoir et courage, en chacun de nous, à cette part révéce et meurtrière de notre être qui refuse de renoncer à l'avenir humain, et veut croire aux naissances, aux nouveaux commencements de la vie.

Une raison fragile d'avoir foi en l'homme nous est donnée, une chance offerte à notre monde miné de toutes parts, déjà presque partout en proie à l'écroulement ; pour qui contemple avec quelque recul la scène universelle en cette fin de siècle, les nations paraissent condamnées à la destruction totale qu'entraîne leur aveuglement, leur lâcheté, et leur méchanceté fondrière, quelque innovée l'effet de cette-ci se multiplie par mille, à la suite des progrès d'une science et d'une technique qui se retournent contre leurs créateurs, comme une parodie ironique et terrifiante du destin.

Le savoir de l'homme actuel lui taille autant de degrés pour descendre l'escalier en spirale qui le lance dans l'abîme, et rien ne semble pouvoir ralentir son mouvement vertigineux, sa course à la mort absolue.

Dans une pareille optique, cette paix tant souhaitée, négociée sur un

fil, suspendue à un fil, qui est peut-être celui du rasoir, signifie avant tout, à mes yeux, un temps d'arrêt imposé en extrême à la politique du pire. C'est le coup de frein donné au dernier moment à la tentation suicidaire d'un affrontement global, dont le conflit du Proche-Orient risquerait un jour proche de devenir le détonateur.

Quelles que soient les craintes, les réticences fort justifiées devant les dangers, les incertitudes de la situation nouvelle, l'événement actuel peut être lu aussi comme un signe timide et malaisé du bien qui tente de se faire jour quelquefois parmi les hommes : d'un bien qui travaille, non sans erreurs ni faiblesses, à l'encontre des forces de la mort, de la haine forcée, partout à l'œuvre à l'entour du peuple d'Israël depuis ses origines les plus lointaines.

Mais cette lecture positive de l'événement extraordinaire que nous venons de vivre, cette prise de conscience du potentiel bénéfique qu'il recèlerait pour tous, sur une terre promise déchirée entre ses habitants, doivent être tempérées par le souvenir du passé sanglant, si proche ; par le sens de la précarité extrême d'une paix encore partielle, qui a eu tant de mal à naître, et par la nécessité d'une vigilance accrue devant les fascinations de la violence meurtrière, si facile à rallumer dans le contexte tourmenté du Proche-Orient de notre temps.

Les yeux d'Israël grande ouverte sur les fluctuations inévitables et les menaces de l'heure seront les meilleurs garants d'une paix effective, d'une entente à laquelle n'appliquerait pas, demain, la parole terrible du prophète Jérémie : « Ils disent : la paix, la paix, et il n'y a pas de paix ».

(\*) Ecrivain, universitaire en Israël.

### Le lieutenant-colonel O... un libéral formé en

Le lieutenant-colonel O... est un homme d'exception. Il a été formé en France, à l'école de Saint-Cyr, et a servi dans l'armée française pendant de nombreuses années. Il est maintenant en Israël, où il a une position importante. Il est un libéral formé en France.

### CORRESPONDANCE

La situation au Tchad et les heures des étudiants.

Le lieutenant-colonel O... est un homme d'exception. Il a été formé en France, à l'école de Saint-Cyr, et a servi dans l'armée française pendant de nombreuses années. Il est maintenant en Israël, où il a une position importante. Il est un libéral formé en France.

فكرنا من الأصل



## Iran

## Six militaires, dont deux généraux ont été fusillés à Téhéran

en effet sans appel et immédiatement exécutoires.

## Une mise en garde contre les super-puissances

D'autre part, l'ayatollah Khomeiny a lancé une mise en garde aux « super-puissances » devant « cent mille personnes » qui l'ont acclamé vendredi à Qom. « Nous sommes toujours en guerre contre les super-puissances », a-t-il déclaré. Les États-Unis ont réprimé leurs provocations contre l'Iran.

Devant la foule qui l'ovationnait et scandait des mots d'ordre saluant la victoire de l'Égypte, le référendum, l'ayatollah Khomeiny a dénoncé « ceux qui créent des problèmes » et les « États-Unis du monde », les qualifiant de « polets des Américains ». « Notre révolution restait posée », a-t-il déclaré.

## Protestations dans le monde après la pendaison de Solomon Mahlangu

[illegible]

SAÏE 45: 5  
 Mais l'Éternel, et il n'y en a point  
 autres, Hors moi il n'y a point de  
 Dieu.

ISRAËL 18: 4  
 Et, toutes les âmes sont à moi;  
 et le fils comme l'âme du père,  
 et l'autre sont à moi; l'âme qui  
 est, c'est celle qui mourra.

APRÉHENS 3: 12  
 Et qui nous avons, par la foi en lui,  
 hérité de nous approcher de Dieu

**PSAUME 24: 20**  
 que vous abandonnez l'Eternel  
 vous servirez des dieux étran-  
 gers. Il reviendra pour vous faire du  
 mal et il vous consumera après vous  
 en avoir fait du bien.

**PSAUME 31: 10**  
 n'y ait au milieu de toi point de  
 étrangers! Ne te prosterne pas  
 devant des dieux étrangers!

Dieu a fait ainsi le monde qu'il  
sant sans fin unique, afin que  
comme écrit en lui ne puisse point,  
qu'il ait la vie éternelle.

**LES 2: 5**

Il y a un seul Dieu, et aussi un seul  
sauveur entre Dieu et les hommes,  
— Christ homme, qui s'est donné  
néante en rançon pour tous.

**LES 4: 12**

Il y a de salut en aucun autre; car  
y a sous le ciel aucun autre nom  
qui ait été donné parmi les hommes,  
lequel nous devions être sauvés.



## ASIE

### Le gouverneur de Hongkong s'est entretenu en Chine du problème posé par l'afflux de réfugiés

Hongkong. — M. Deng Xiaoping fait dire aux capitalistes qui investissent à Hongkong qu'ils peuvent avoir l'âme païse, car les autorités de Pékin sont conscientes de l'utilité de la colonie britannique, en raison du rôle qu'elle peut jouer dans le développement de la Chine. Ce message du vice-premier ministre chinois a été divulgué au cours d'une conférence de presse, vendredi 6 avril, par Sir Murray Maclehoose, de retour d'une visite officielle de onze jours en Chine, la première jamais faite par un gouverneur de Hongkong dans ce pays depuis 1949.

Sir Murray arrivait de Canton où il avait inauguré la première liaison ferroviaire directe entre la métropole économique du sud de la Chine et Hongkong. Apparaissant, les voyageurs devaient changer de train à la frontière. Selon les personnalités chinoises qui ont accompagné le gouverneur dans son wagon, la réouverture de la ligne directe témoigne de la « volonté d'unité entre la Chine et la Grande-Bretagne ». Le ressort des déclarations de Sir Murray est la question la plus délicate soulevée pendant sa visite : celle des immigrants chinois dans la colonie. Leur afflux n'a jamais été aussi important depuis le mois de mai 1962, quand, à cause de la famine, cinquante mille Chinois franchirent clandestinement la frontière. Depuis janvier, les immigrants légaux arrivent au rythme d'environ trois cents par jour. Selon leurs déclarations, les autorités locales sans intervention de Pékin. On explique maintenant en Chine que si ces autorisations étaient moins nombreuses autrefois, c'était à cause de la « bande des quatre » qui s'opposait à la réunion des familles.

La convention de Pékin de 1898

#### Le conflit sino-vietnamien

#### PÉKIN ACCÈTE D'ENVOYER UN NÉGOCIATEUR A HANOÏ TOUT EN MAINTENANT SES ACCUSATIONS

De violents combats se poursuivent près de la frontière thaïlandaise entre les Khmers rouges et les forces khmériennes. Le régime de Phnom-Penh. Près de deux cents soldats des deux camps ont cherché asile en Thaïlande. Les Khmers rouges auraient repéré le poste frontière de Poipet qu'ils avaient occupé dans la nuit de jeudi à vendredi 6 avril. D'autre part, le gouvernement de Bangkok a démenti officiellement vendredi les informations en provenance de Phnom-Penh et de Hanoi selon lesquelles M. Pol Pot se serait réfugié en Thaïlande. — (A.F.P., A.P.)

(De notre correspondant.)

Pékin. — Le vice-ministre chinois des affaires étrangères, M. Han Nianlong, a déclaré à Hanoi le 14 avril 1979 pour y entamer avec les autorités vietnamiennes des négociations en vue d'un règlement frontalier entre les deux pays. La note chinoise, vendredi 6 avril, qui annonce ce geste positif, porte cependant de telles accusations contre le Vietnam qu'il est permis de s'interroger sur les chances réelles d'une ouverture des pourparlers.

La Chine reproche notamment à Hanoi d'avoir « effrontément déformé » la précédente note chinoise en date du 31 mars, d'une « manière qui dépasse l'imaginable ». Elle refuse formellement l'interprétation vietnamienne de ce document, selon laquelle Pékin aurait admis que des troupes chinoises se trouvaient encore en certains points du territoire du Vietnam (le Monde du 5 avril). Elle en profite pour accuser à nouveau les autorités vietnamiennes de « colonialisme », pour dénoncer leur « politique d'hostilité à la Chine », ainsi que d'« agression et d'expansion contre d'autres pays » et leurs « provocations armées » à la frontière.

On tel langage n'a, comme on voit, rien de très conciliant et la note chinoise ne cherche pas précisément à arrondir les angles lorsqu'elle observe que la patrie vietnamienne renonce à « la condition préalable déraisonnable » qu'elle posait à l'ouverture de négociations. Enfin, elle pose elle-même une condition au début des pourparlers en indiquant que M. Han Nianlong ne se rendra à Hanoi qu'à la partie vietnamienne s'abstient de « créer de nouvelles complications ».

ALAIN JACOB.

#### LE MONDE

met chaque jour à la disposition de ses lecteurs des rubriques d'annonces immobilières. Vous y trouverez peut-être LES BUREAUX que vous recherchez.

#### De notre envoyé spécial

relative à la cession des nouveaux territoires à la Grande-Bretagne stipule que « les ressortissants chinois en Hongkong jouiront de la même situation juridique et mentale que celle d'habitants de Hongkong ». En principe, depuis la révolution, la plupart des Chinois autorisés à quitter leur pays vont « visiter des parents », mais, a précisé Sir Murray, seulement 2 % de ceux qui arrivent à Hongkong sous ce prétexte retournent ensuite en Chine. Les autorités chinoises ont promis de faciliter les mouvements de population, mais elles ont aussi fait valoir que c'était à la police de Hongkong de retourner les personnes qui s'établissent définitivement dans la colonie, ce qui, a dit le gouverneur, est en fait impossible dans les circonstances actuelles.

Plus de sept mille immigrants

légaux ont été interceptés depuis janvier et livrés aux autorités chinoises, soit presque autant que le nombre total pour l'année dernière. Ce flux augmente chaque jour.

#### Cinq mille Sino-Vietnamiens dans des camps

Le 3 avril, 418 réfugiés légaux ont été arrêtés (dont un groupe de 230 personnes, alors qu'au moins les passages se faisaient à 4 ou 5). Le 4 avril, les patrouilles sur la frontière ont intercepté encore 370 personnes. Or, on estime que pour 1 immigré illégal pris 4 parviennent à Hongkong.

Fait nouveau, certains immigrants sont des Boas (Sino-Vietnamiens) qui, venus du Vietnam, ne font que transiter par la Chine pour se diriger vers le Laos, les Philippines, ou l'Indonésie.

Plus de 5 000 Sino-Vietnamiens arrêtés attendent dans des centres de détention que le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (H.C.R.) les prenne en charge. A la différence de ce qui se passe pour les réfugiés chinois, Pékin refuse que Hongkong lui livre ces Sino-Vietnamiens hors-la-loi, ne les considérant appartenant pas comme ses ressortissants.

Aux Sino-Vietnamiens qui transitent par la Chine, s'ajoutent les réfugiés qui viennent directement du Vietnam : dont beaucoup ou passagers des cargos spécialisés dans ce genre de voyage. Plusieurs centaines de réfugiés du Vietnam — en majorité d'origine chinoise — attendent toujours un hypothétique débarquement à bord du Skyhook, ancré au large de l'île de Lamma.

Le problème des réfugiés du Vietnam ne se pose pas seulement à Hongkong. La petite enclave portugaise de Macao en abrite actuellement mille quatre cents. Les autorités britanniques de Hongkong sont conscientes de ce que peuvent avoir de « choquant » la refus de laisser débarquer les passagers du Skyhook ou la remise d'immigrants illégaux aux Chinois. Mais la survie d'un territoire déjà surpeuplé exige, à leurs yeux, des mesures de cet ordre pour contenir un afflux dont Londres ne porte pas la responsabilité.

En ce qui concerne l'immigration chinoise, Sir Murray n'a pas dit quelles mesures précises comptent prendre ses hôtes. Mais il a déclaré que ceux-ci avaient exprimé leur « compréhension » devant l'embarras de Londres. On a tellement l'habitude de vivre dans une situation surréaliste à Hongkong que peut-être ne semble remarquer ce qu'il y a de paradoxal dans le fait que la visite du gouverneur à la puissance « victimaire des tristes décrets » puisse être consacrée, en grande partie, au problème des réfugiés dans la colonie et que celui-ci suscite ce genre de « compréhension » chez les Chinois.

#### LES CHRÉTIENS ONT OBSERVÉ UNE JOURNÉE DE JEÛNE

New-Delhi (A.F.P.). — Le communisme chrétien en Inde, qui groupe plus de quinze millions de fidèles, a observé une journée de jeûne et de prières, vendredi 6 avril, la commande de la hiérarchie catholique et protestante, pour s'élever contre un projet de loi sur la « liberté de religion » réprimant les « conversions forcées ». La conférence des évêques catholiques d'Inde et le Conseil chrétien national de l'Inde (protestant) ont décidé, fin mars dernier cette action, qui avait fait dimanche 1<sup>er</sup> avril, l'objet d'une lettre pastorale de l'archevêque de New-Delhi, Mgr Angelo Fernandes.

Le premier ministre indien, M. Desai, a déjà reçu les protestations de Mère Thérèse, qui dirige depuis vingt ans une association charitable à Calcutta, de Mgr Simon Pimenta, archevêque de Bombay, et de Mgr Valerian D'Souza, évêque de Pondichéry. Des manifestations ont été organisées par les catholiques de Bombay, de Goa et de Trivandrum, dans le sud du pays.

La communauté protestante, très implantée dans les États du Nord-Est, critique aussi vivement ce projet, dont les dispositions sont déjà appliquées à Arunachal Pradesh, territoire situé aux confins de la Chine et de la Birmanie.

Le texte déposé devant le Parlement de New-Delhi en décembre dernier par M. O.P. Tyagi, député du parti Janata, au pouvoir, prévoit des sanctions contre les auteurs de « conversions forcées ».

Selon les statistiques officielles, ce sont les chrétiens, représentant seulement environ 3 % de la population indienne, qui obtiennent le plus grand nombre de conversions. Le pourcentage de chrétiens en Inde a été établi à 32,60 % en 1971, mais il pourrait atteindre 40 % pour la décennie actuelle. — (A.F.P.)

#### JEAN DE LA GUERILLÈRE.

Quarante mille personnes ont fui les régions vietnamiennes frontalières de la Chine et cherché refuge dans les montagnes du Laos, du Vietnam et du Cambodge, a annoncé vendredi 6 avril l'agence Chine nouvelle. Le départ de ces réfugiés — deux mille Vietnamiens et dix-huit mille Chinois du Vietnam — a été provoqué, selon l'agence, par l'aggravation de la « persécution » et de la « répression » poursuivies par les autorités de Hanoi. — (A.F.P.)

## AMÉRIQUES

### CHILI : la dictature installée

#### III. — Les incertitudes de l'opposition

De notre envoyé spécial THIERRY MALINIAC

Le régime militaire de Santiago démontre clairement, par son action dans les domaines politique et international, qu'il entend durer. Il peut se flatter de quelques succès en matière économique, mais la population continue de s'appauvrir (le Monde des 6 et 7 avril).

Santiago. — Face à la situation politique et économique, l'opposition chilienne est perplexe. Les déclarations sur l'imminence de la chute du régime se font rares. Ceux qui ne voient dans le régime militaire qu'un brutal intermédiaire admettent désormais qu'il ne faut pas sous-estimer la mesure, la lutte est plus difficile que prévue.

Les opposants ont, à tout le moins, gagné en réalisme. Le goût de l'unité a également grandi. Les temps de discussions et des exclusions paraissent aujourd'hui révolus. Les dirigeants de la démocratie chrétienne ne commentent plus leurs déclarations en montrant les organisations politiques qu'ils entendent écarter des coalitions futures. Les dirigeants des partis de l'unité populaire ne s'étendent plus, outre mesure, sur la « responsabilité historique » de la démocratie chrétienne dans le coup d'État militaire de 1973.

Chacun a conscience que les « contradictions secondaires » doivent passer au second plan. La démocratie chrétienne — tout en rejetant encore l'idée d'un dialogue avec l'Unité populaire en tant que bloc, au profit d'un contact séparé avec chacune de ses composantes — sait bien que les formations de l'U.P. resteront soudées tant que durera l'hiver politique. A l'inverse, la gauche a compris que ses tentatives de débauche du secteur « progressiste » de la D.C. sont vaines à l'heure. A chacun, pour le moment, d'accepter l'autre tel qu'il est.

Au sein de la démocratie chrétienne, on prêche la souplesse. « Ce qu'il faut aujourd'hui, affirment les dirigeants du parti, c'est un mouvement simple, qui s'organise en dehors des formations politiques existantes. L'opposition doit maintenant s'unir non à travers des appareils, mais, de manière plus concrète, sur un certain nombre de revendications sectorielles. Un tel mouvement peut se forger, dans le milieu syndical, parmi les universitaires, au sein des organisations

professionnelles. Ce qu'il faut prouver, c'est que le développement de ces mouvements soit entravé par les traditionnelles rivalités entre organisations politiques. »

La population chilienne, cependant, est bien plus préoccupée par le problème des salaires que par celui de la séparation des pouvoirs. Et, plus que jamais, il est évident que le régime militaire ne se définit pas par le rapport de forces entre le gouvernement et l'opposition.

#### Renouveau du syndicalisme

Ces deux dernières années, le syndicalisme chilien avait commencé à se remettre des coups qu'il avait eus lors des élections de septembre 1973. Or, assistait même à la renaissance d'un mouvement de type inter-syndical — que le régime militaire a cherché à étouffer — et « dématérialiser » de manière rigide les organisations représentatives des travailleurs.

On vit d'abord naître le « groupe des dix », réunissant des dirigeants syndicaux démocrates-chrétiens (certains devenus plus radicaux depuis 1973, tel M. Eduardo Ríos, dirigeant des travailleurs portuaires, le principal représentant du groupe), ou proches de la social-démocratie. Les « dix » ont pris contact, notamment, avec l'A.F.I.-C.I.O. américain. Vint ensuite le Front uni des travailleurs (F.U.T.), regroupant, lui aussi, des syndicalistes proches de la démocratie chrétienne. Ce fut enfin le tour, au début de 1978, de la Coordinadora nacional sindical, qui regroupa des dirigeants syndicaux d'extrême gauche, ainsi que quelques démocrates-chrétiens. Avant d'organiser des manifestations, ils ne jouissent d'aucune existence légale, mais qui entendent constituer l'embryon d'un nouveau mouvement inter-syndical.

Après une manifestation unitaire, le 1<sup>er</sup> mai dernier, les groupements commencèrent aussi à se prononcer sur les problèmes politiques. En septembre dernier, la Coordinadora nacional sindical et le F.U.T. signèrent une « lettre ouverte » au président Pinochet. Ils se prononcèrent sur le problème du retour à la démocratie,

#### Inde

Pour protester contre un projet de loi leur imputant des « conversions forcées »

#### LES CHRÉTIENS ONT OBSERVÉ UNE JOURNÉE DE JEÛNE

New-Delhi (A.F.P.). — Le communisme chrétien en Inde, qui groupe plus de quinze millions de fidèles, a observé une journée de jeûne et de prières, vendredi 6 avril, la commande de la hiérarchie catholique et protestante, pour s'élever contre un projet de loi sur la « liberté de religion » réprimant les « conversions forcées ». La conférence des évêques catholiques d'Inde et le Conseil chrétien national de l'Inde (protestant) ont décidé, fin mars dernier cette action, qui avait fait dimanche 1<sup>er</sup> avril, l'objet d'une lettre pastorale de l'archevêque de New-Delhi, Mgr Angelo Fernandes.

Le premier ministre indien, M. Desai, a déjà reçu les protestations de Mère Thérèse, qui dirige depuis vingt ans une association charitable à Calcutta, de Mgr Simon Pimenta, archevêque de Bombay, et de Mgr Valerian D'Souza, évêque de Pondichéry. Des manifestations ont été organisées par les catholiques de Bombay, de Goa et de Trivandrum, dans le sud du pays.

La communauté protestante, très implantée dans les États du Nord-Est, critique aussi vivement ce projet, dont les dispositions sont déjà appliquées à Arunachal Pradesh, territoire situé aux confins de la Chine et de la Birmanie.

Le texte déposé devant le Parlement de New-Delhi en décembre dernier par M. O.P. Tyagi, député du parti Janata, au pouvoir, prévoit des sanctions contre les auteurs de « conversions forcées ».

Selon les statistiques officielles, ce sont les chrétiens, représentant seulement environ 3 % de la population indienne, qui obtiennent le plus grand nombre de conversions. Le pourcentage de chrétiens en Inde a été établi à 32,60 % en 1971, mais il pourrait atteindre 40 % pour la décennie actuelle. — (A.F.P.)

#### JEAN DE LA GUERILLÈRE.

Quarante mille personnes ont fui les régions vietnamiennes frontalières de la Chine et cherché refuge dans les montagnes du Laos, du Vietnam et du Cambodge, a annoncé vendredi 6 avril l'agence Chine nouvelle. Le départ de ces réfugiés — deux mille Vietnamiens et dix-huit mille Chinois du Vietnam — a été provoqué, selon l'agence, par l'aggravation de la « persécution » et de la « répression » poursuivies par les autorités de Hanoi. — (A.F.P.)

#### Pakistan

### Plusieurs personnes ont été tuées au cours de manifestations à la mémoire d'Ali Bhutto

La tension continue de monter au Pakistan, où de nombreuses et violentes manifestations ont eu lieu, vendredi 6 avril, pour protester contre l'exécution de l'ancien premier ministre, Ali Bhutto. Au moins quatre personnes ont été tuées, des dizaines blessées, et la police a procédé à des centaines d'arrestations. Les manifestants arrêtés à Rawalpindi seront défilés devant un tribunal militaire. Certains d'entre eux ont déjà été condamnés à dix coups de fouet et à six mois de prison. Le secrétaire général du parti du peuple (P.P.P.) d'Ali Bhutto, M. Malik Saeed Hassan, a été condamné à un an de détention à « régime sévère » et à dix coups de fouet pour « incitation à la haine contre les forces armées » : il avait demandé à la foule de porter le deuil.

#### Pour prévenir des émeutes

Les manifestations ont pris une ampleur particulière dans plusieurs villes. A Lahore, la foule a attaqué la centrale électrique. A Karachi, de nombreux manifestants en deuil ont défilé devant un gigantesque portrait d'Ali Bhutto, en déposant des fleurs.

#### Taiwan

#### LES RELATIONS ENTRE WAÏNGTONG ET TAÏPEÏ

Le Sénat vient d'approuver le projet de loi sur l'avenir des relations entre les États-Unis et Taiwan, instituant que les classes les plus pauvres et les membres des tribus primitives, encore nombreuses en Inde, ne soient exploités par des institutions religieuses.

Selon les statistiques officielles, ce sont les chrétiens, représentant seulement environ 3 % de la population indienne, qui obtiennent le plus grand nombre de conversions. Le pourcentage de chrétiens en Inde a été établi à 32,60 % en 1971, mais il pourrait atteindre 40 % pour la décennie actuelle. — (A.F.P.)

Dans la province natale du supplicié, le Sind, entre quarante et soixante mille soldats ont dû être mis en place pour prévenir des émeutes. La presse, pourtant soumise à la censure, a donné de nombreuses informations sur ces manifestations et l'on estime à Rawalpindi que le régime militaire du général Zia pourrait tirer prétexte des troubles pour annuler à nouveau les élections générales prévues pour novembre. Enfin, dans le Cachemire indien, les partisans d'Ali Bhutto continuent de manifester, et d'attaquer les membres du parti Jamaat-Islami favorable à l'exécution de l'ancien premier ministre pakistanais. Les troubles ont déjà fait six morts. — (A.F.P., Reuters, A.P., U.P.I.)

#### LES ÉTATS-UNIS S'INQUIÈTENT DES AMBITIONS NUCLÉAIRES D'ISLAMABAD

#### DEUX MÉTHODES POUR FAIRE LA BOMBE

Une arme atomique peut utiliser soit l'uranium 235, qui existe à l'état naturel, mais qu'il faut séparer de l'uranium 238 auquel il est mélangé, soit le plutonium, qui est créé par transformation de cet uranium 238 dans des réacteurs nucléaires. Désireux de rétablir la parité avec l'Inde, qui fit exploser une bombe atomique en mai 1974, le gouvernement pakistanais semble avoir choisi successivement les deux méthodes. En février 1976, on apprenait que la France livrait au Pakistan une installation de retraitement de combustibles irradiés. Bien que l'Agence internationale de l'énergie atomique de Vienne ait donné son accord et prévu des contrôles pour surveiller l'exploitation de cette installation et garantir l'usage civil du plutonium qui en serait extrait, les motivations pakistanaises transparaissent clairement. Le plutonium n'a d'usage civil que dans les réacteurs nucléaires, mais il est aussi très importante, produite en plusieurs années par plusieurs centrales nucléaires. Or, la production pakistanaise de plutonium est bien insuffisante pour alimenter un sur-régénérateur, mais elle permettrait de construire une bombe qui n'exige que quelques kilogrammes de plutonium purifié.

#### Le Pakistan s'est donc intéressé à la seconde voie, la séparation de l'uranium 235.

Celle-ci peut se faire par diffusion d'hexafluorure d'uranium à travers des membranes perméables, mais il y a des installations gigantesques. Elle peut se faire aussi par centrifugation de l'uranium 238, plus lourde que le concentré à l'uranium 235, plus léger, s'accrochant au centre. Pour que le procédé soit économiquement rentable, il faut des ultra-centrifuges qui sont aux limites de la technologie actuelle. Mais de simples centrifuges, telles qu'en produisent plusieurs constructeurs d'appareils de laboratoire aux fins d'analyses médicales, peuvent, en quelques jours de fonctionnement continu, fournir de petites quantités d'uranium 235 assez pur pour une utilisation militaire. Le fait est d'avoir suffisamment de centrifuges, et d'y consacrer le temps nécessaire.

Le gouvernement américain n'a pas annoncé comment, et dans quel pays, le Pakistan aurait acheté des centrifuges. Il n'est pas certain que ce soit en Europe. Mais les sociétés fournisseuses sont en grand nombre, et des licences d'exportation ne sont pas exigées.

Disposer du plutonium n'est pas suffisant, il faut encore mettre au point la bombe, ce qui suppose divers moyens technologiques. Mais ce n'est pas une difficulté énorme, l'Inde l'a résolue, et il y a fort à parier que le Pakistan la résoudra. — M. A.

هكذا من الأصل



## Moscou prend la défense des droits de l'homme... en Chine

# DIPLOMATIE

**UNE VISITE  
DE M. FRANÇOIS-PONCET  
A ALGER EST ENVISAGÉE**

**L'imprescriptibilité des crimes de guerre.** — Les Pays-Bas ont signé vendredi 6 avril, à Strasbourg, la convention du Conseil de l'Europe sur l'imprescriptibilité des crimes contre l'humanité et des crimes de guerre. C'est le premier pays à signer cette convention, qui n'entrera en vigueur qu'après ratification par six pays. La France a signé ce document le 25 janvier 1974.

## Le manifeste électoral travailliste reste modéré par rapport aux revendications de la gauche du parti

**DANIEL VERNET.**

## Varsovie suit avec attention le développement des échanges entre Bonn et Moscou

**COMUNICATO DELL'AMBASCIATA D'ITALIA  
PARIGI**

Per più ampie informazioni in merito, gli interessati potranno rivolgersi al Consolato competente.

## SUCCÈS DE LA GAUCHE AUX ÉLECTIONS POUR LE PREMIER PARLEMENT GROENLANDAIS

1994

— 144 —

● LES CADAVRES DE CINQ PERSONNES, dont un dirigeant syndical, ont été découverts les 5 et 6 avril e

MM. KURON ET MICHNIK  
SUSPENDENT LEUR COURS  
A L'« UNIVERSITÉ VOLANTE »

Varsovie (A.F.P., A.P. UPI).  
M. Kuron et Michnik, les  
deux animateurs du KOR, le  
principal mouvement opposition-  
nel polonais, ont décidé d'inter-  
rompre les cours qu'ils donnaient  
dans le cadre de la faculté de  
sciences pendant les deux mois de jan-  
vier 1978 par une soixantaine de  
scientifiques et d'artistes. Cette  
décision fait suite à une série  
d'incursions violentes de « cités »  
des étudiants, appelées « villes »,  
dans les cours. Selon l'oppo-  
sition qui vient d'écrire à une  
centaine d'universitaires « offi-  
ciels » pour les alerter sur ces  
faits, « l'intégrité physique » des  
enseignants et des étudiants  
est en jeu.

Rappelons que le cardinal Wys-  
zynski, primat de Pologne, avait  
recus le 1<sup>er</sup> avril trois représen-  
tants du KOR pour les assurer  
de son soutien. *Le Monde* du



Le Monde

# politique

## LES DÉBATS DU P.S. AU CONGRÈS DE METZ

### M. Mitterrand : aucun accord ne doit être obtenu dans la confusion ou le clair-obscur

Vendredi après-midi, le débat engagé avec une intervention de M. François Mitterrand. Le premier secrétaire commence par reconnaître que, dans le passé, les socialistes ont souvent tardé à engager la discussion au fond. « Cette fois-ci, note-t-il, nous sommes à pied d'œuvre. J'ai pris une certaine part à l'élaboration des textes. J'ai vécu les moments difficiles des contradictions. Les séparations, je les ai déplorées, je les regrette encore. Cependant, à mesure que la controverse s'engageait — au fond, on peut dire qu'elle a commencé il y a plus d'un an — j'en ressentais la nécessité ».

M. Mitterrand souhaite que rien ne soit négligé, qu'aucune des contradictions ne soit laissée de côté. « Aucun accord, explique-t-il, n'est digne d'être obtenu — et il est digne d'être obtenu — ne doit être obtenu dans la confusion ou le clair-obscur. Qu'on ne fasse pas semblant, au bénéfice des habitudes de langage ou de plume, de parvenir à des documents durables qui n'aient pas subi l'épreuve de la discussion. Soyons en mesure d'élaborer des textes sur des propos ou bien que chacun sache que les choix politiques engagent plus que les paroles, que les paroles cessent d'être simplement les moments d'un duel pour s'effacer derrière les réalités politiques. » Selon le premier secrétaire, le congrès de Metz est une « épreuve de vérité » qui doit permettre d'arriver peut-être à un « accord sans exclusive ».

Il précise : « Cela ne se produira pas et nous nous faisons, si nous dissimulons, si nous faisons semblant, car il y en aura quelques-uns qui s'y refuseront et je serai de ceux-là... ». Je suis donc beaucoup d'autres disponibles pour le dialogue, pour tenter d'effacer les différences, mais aussi pour ne pas les taire, les dissimuler et elles résistent à l'épreuve du débat. M. Mitterrand rappelle ensuite que la bataille du P.S. doit être menée contre « ceux qui gouvernent au nom du grand capital » et que dans l'avenir le P.S. doit « imposer les disciplines nécessaires ». « Impossible, a-t-il souvent répété, impossible de proposer au pays deux lignes politiques à la fois. Le problème est de savoir si le P.S. est disposé à charger ses représentants de défendre une ligne politique, et laquelle. » Selon le premier secrétaire, l'essentiel demeure en 1979 celui qu'il était au début du dix-neuvième siècle, c'est-à-dire qu'il convient pour les socialistes de battre les structures économiques et les rapports de production qui condamnent l'homme à continuer de vivre sous des formes d'exploitation par d'autres hommes. Parallèlement, le P.S. doit poursuivre dans la ligne qu'il s'est fixée il y a huit ans à l'occasion de son congrès d'Épinay-sur-Seine : « Soient la maîtrise de la révolutionnaire », explique l'orateur.

#### La conquête du pouvoir politique

Citant notamment Léon Blum, le premier secrétaire explique que « tout passe d'abord par la transformation du régime économique, ce qui pose des termes clairs de la bataille ». Il rappelle la dénonciation au passage la théorie libérale qu'il présente comme « la forme ultime de la dictature de classe » dans la mesure où elle réduit les petites et moyennes entreprises au rôle de sous-traitants et détruit les dernières traces de la liberté de concurrence. Tout d'abord, il rappelle à Léon Blum, M. François Mitterrand explique que la transformation du régime économique ne peut être que le résultat de « changements catégoriques », d'une « rupture de continuité ». S'appuyant à présent sur Jean Jaurès, il explique que le prolétariat doit, dès son arrivée au pouvoir, réaliser « la grande réforme sociale de la propriété », et ne pas laisser à la réaction le temps d'écarter ou de violenter les masses.

Répondant, toujours sans le nommer, aux thèses de M. Michel

#### M. FITERMAN (P.C.) : le congrès de la confusion et de l'illusion.

M. Charles Fiterman, membre du secrétariat du parti communiste, a déclaré vendredi 6 avril que le congrès de Metz est « une épreuve de vérité » et « se présente comme le congrès de la confusion et de l'illusion ». « La seule querelle à laquelle il donne lieu porte, en effet, sur la question de savoir quelle équipe dirigera le parti socialiste, a-t-il noté. Mais derrière les manœuvres et les tracasseries, une seule et même orientation existe : celle que François Mitterrand applique depuis des années et qui consiste à renforcer le parti socialiste au détriment du parti communiste pour se placer dans la position d'aller au pouvoir les mains libres en vue d'y assurer la poursuite de la politique d'austérité et d'intégration européenne. »

Rocard, le premier secrétaire insiste ensuite sur la nécessité de la conquête du pouvoir politique. « Je suis de ceux, déclare-t-il, qui pensent que la conquête du pouvoir politique passe notamment par le moyen des luttes, par notre présence sur le terrain. Elle passe aussi par le suffrage universel. Prendre le chemin qui consiste, innovation par innovation, à adopter l'attitude de Pénélope, à reprier sans cesse sans s'attaquer directement aux motifs et aux causes de l'exploitation, c'est peut-être réaliser un centrage (1), ce n'est pas celui que je propose », explique-t-il, sous les applaudissements. Le premier secrétaire insiste ensuite sur la nécessité d'une planification non pas contraignante, mais suffisamment directive. Il refuse de laisser l'économie être régie par « les fausses joies d'un marché constamment invoqué qui laisse à la France incapable de résister aux pressions extérieures dans le cadre du Marché commun ».

Après avoir repoussé la conception d'un « socialisme d'État », le premier secrétaire en vient au problème de la « rigueur économique ». « Nous devons l'appliquer », dit-il, « pour augmenter le SMIG, de nous en prendre à l'éventail des salaires, de nous en prendre à l'impôt, au capital... ».

Après avoir repoussé la conception d'un « socialisme d'État », le premier secrétaire en vient au problème de la « rigueur économique ». « Nous devons l'appliquer », dit-il, « pour augmenter le SMIG, de nous en prendre à l'éventail des salaires, de nous en prendre à l'impôt, au capital... ».

#### M. Rocard : le double danger de l'unanimité et du sectarisme.

M. Jean Natties (CERES) explique que, « si la volonté politique existe », un accord est possible entre la motion des minoritaires socialistes et celle du premier secrétaire. M. Jacques Guyard (courant Plerret) plaide notamment en faveur d'un fonctionnement plus démocratique du P.S. M. Rocard explique ensuite que le congrès est une importance exceptionnelle. D'une part, parce que c'est le premier que le P.S. tient depuis l'échec électoral de mai 1968 et qu'il doit redonner à la France « l'image d'un parti socialiste démocratique capable enfin d'être victorieux », mais aussi parce que c'est le premier congrès qui fonctionne avec un nouveau règlement intérieur, ce qui, selon le député des Yvelines, traduit « la volonté de passer du stade de rassemblement autour d'un homme au stade de l'action en commun, à la suite de délibérations en commun ».

M. Michel Rocard brosse ensuite un rapide panorama de la situation mondiale. Il relève que la démocratie recule et que, de partout, « le fait totalitaire nous assaille ». Il met également l'accent sur des « dangers plus subtils », comme l'instabilité monétaire et l'appauvrissement énergétique. Selon lui, deux crises sont particulièrement significatives, celle de l'État et celle de la pensée économique. En ce qui concerne l'État, M. Rocard croit que les difficultés qui viennent de son propre territoire et le blocage, d'autre part, de toute coopération efficace entre les États, dénoncent la crise de la démocratie. La planification des administrations qui « négligent les autonomies » et s'élève également contre la décision de tout centre de décision tant soit peu efficace aux niveaux local, régional ou professionnel. La planification telle qu'elle fonctionne dans les pays socialistes lui semble inefficace. Quant aux économies occidentales, elles se montrent de plus en plus incapables d'assurer le plein emploi et la stabilité monétaire. M. Rocard interroge : « Avons-nous, nous socialistes, les réponses ? ».

Nous avons des réponses sur la distribution des richesses, mais sur la production, c'est une autre affaire. Il considère que l'accession au pouvoir par l'appropriation

de la salle. Quant au débat idéologique avec le parti communiste, quant à la recherche d'un accord sur les finalités entre le P.C. et le P.S., M. Mitterrand estime qu'il renverrait « aux calendes grecques » l'union de la gauche. Le devoir du P.S., estime-t-il, est de grandir et de s'affirmer en posant à ses partenaires toutes les questions nécessaires, qu'elles portent sur les causes de la rupture de l'union de la gauche, sur la conception de l'État, des entreprises ou du parti.

M. Mitterrand aborde enfin le problème de la dimension internationale du parti socialiste. Il rappelle l'attachement du P.S. à la construction européenne. Il précise : « Nous voulons l'Europe pour faire une autre Europe, de nous en prendre à l'impôt, au capital... ».

Après avoir repoussé la conception d'un « socialisme d'État », le premier secrétaire en vient au problème de la « rigueur économique ». « Nous devons l'appliquer », dit-il, « pour augmenter le SMIG, de nous en prendre à l'éventail des salaires, de nous en prendre à l'impôt, au capital... ».

Après avoir repoussé la conception d'un « socialisme d'État », le premier secrétaire en vient au problème de la « rigueur économique ». « Nous devons l'appliquer », dit-il, « pour augmenter le SMIG, de nous en prendre à l'éventail des salaires, de nous en prendre à l'impôt, au capital... ».

#### M. Rocard : le double danger de l'unanimité et du sectarisme.

M. Jean Natties (CERES) explique que, « si la volonté politique existe », un accord est possible entre la motion des minoritaires socialistes et celle du premier secrétaire. M. Jacques Guyard (courant Plerret) plaide notamment en faveur d'un fonctionnement plus démocratique du P.S. M. Rocard explique ensuite que le congrès est une importance exceptionnelle. D'une part, parce que c'est le premier que le P.S. tient depuis l'échec électoral de mai 1968 et qu'il doit redonner à la France « l'image d'un parti socialiste démocratique capable enfin d'être victorieux », mais aussi parce que c'est le premier congrès qui fonctionne avec un nouveau règlement intérieur, ce qui, selon le député des Yvelines, traduit « la volonté de passer du stade de rassemblement autour d'un homme au stade de l'action en commun, à la suite de délibérations en commun ».

M. Michel Rocard brosse ensuite un rapide panorama de la situation mondiale. Il relève que la démocratie recule et que, de partout, « le fait totalitaire nous assaille ». Il met également l'accent sur des « dangers plus subtils », comme l'instabilité monétaire et l'appauvrissement énergétique. Selon lui, deux crises sont particulièrement significatives, celle de l'État et celle de la pensée économique. En ce qui concerne l'État, M. Rocard croit que les difficultés qui viennent de son propre territoire et le blocage, d'autre part, de toute coopération efficace entre les États, dénoncent la crise de la démocratie. La planification des administrations qui « négligent les autonomies » et s'élève également contre la décision de tout centre de décision tant soit peu efficace aux niveaux local, régional ou professionnel. La planification telle qu'elle fonctionne dans les pays socialistes lui semble inefficace. Quant aux économies occidentales, elles se montrent de plus en plus incapables d'assurer le plein emploi et la stabilité monétaire. M. Rocard interroge : « Avons-nous, nous socialistes, les réponses ? ».

Nous avons des réponses sur la distribution des richesses, mais sur la production, c'est une autre affaire. Il considère que l'accession au pouvoir par l'appropriation

traditionnelle des rapports entre majorité et minorité, estime possible une solution de consensus qui permettrait à tous les courants d'être représentés à la direction des fédérations départementales et au bureau exécutif, qui deviendrait le véritable lieu de la décision politique au P.S. En contrepartie, il admet que puisse subsister un secrétariat national homogène. Il explique que des synthèses différentes sont possibles selon les sujets abordés. Par exemple sur l'Europe, l'accord peut se faire entre partisans de M. Mitterrand, Mauroy et Rocard, tandis qu'à la lecture des textes l'accord se fera plutôt au sujet du fonctionnement interne du P.S. entre partisans de M. Mitterrand, Rocard, Delfante, Plerret et le CERES. Plus qu'une synthèse, Michel Rocard souhaite une autre forme d'animation du parti socialiste, et il met en garde les congressistes contre les deux dangers de l'unanimité et du sectarisme.

Après M. Amiet (CERES), M. Pierre Guillon, député de l'Aude, et lui aussi animateur du CERES, explique qu'il ne s'agit pas de choisir entre deux cultures, mais que la question essentielle est d'aboutir à « une meilleure compréhension de ce que sont les conditions du développement du socialisme », compte tenu de l'histoire de la société française. Il rappelle que le CERES souhaite un accord politique et, s'adressant aux signataires de la motion de M. Mitterrand, il demande : « Oui ou non, pensons-nous que nous 1978 marque un échec si grave qu'il soit désormais nécessaire de repenser notre stratégie et ses fondements idéologiques ? Si l'on pense que non, on sait entre qui se fera la synthèse. »

M. Jean Popere, député du Rhône, signataire de la motion Mitterrand, s'empare de la question sur les thèses de M. Rocard : « Nous ne sommes pas, nous, pour les nationalisations », mais pour les « nationalisations », mais pour la « destruction des moyens de coercition de l'État ». Nous sommes sans réserve, sans fioriture, sans balancement, pour ces transformations de structures et pour l'abolition des moyens de coercition de l'État. Nous sommes sans réserve, sans fioriture, sans balancement, pour ces transformations de structures et pour l'abolition des moyens de coercition de l'État. Nous sommes sans réserve, sans fioriture, sans balancement, pour ces transformations de structures et pour l'abolition des moyens de coercition de l'État.

J.-M. C. et T. P.

### La course contre la mort

(Suite de la première page.)

Et, chez les socialistes, il est vrai que des hommes espèrent pouvoir un jour transformer le P.C. en simple réservoir de voix pour le second tour.

Pour M. Jacques Chirac, l'évolution la plus préoccupante est celle de la gauche. Elle a déjà, une fois, refusé au niveau du scrutin fatidique de 15 %. M. Jacques Chaban-Delmas n'avait recueilli, lors du scrutin présidentiel de 1974, que 14,55 % des voix et l'actuel président du R.F.P. avait contribué à cette élection. Le R.F.P. doit éviter de régresser vers ce seuil lors du scrutin européen. A plus long terme, M. Chirac ne peut ni se laisser engager dans le gauchisme ni se laisser progressivement digérer. Pour résister, il a choisi d'apparaître comme l'homme du recours et ce à deux niveaux.

En premier lieu, comme à la veille du scrutin législatif, il dramatise la situation électorale de la majorité en se présentant comme le seul capable de sauver le pays.

Dans le même temps, il cherche à transformer le scrutin européen en une sorte de référendum sur l'action de l'exécutif dans l'espoir de faire apparaître que la politique, inspirée par le chef de l'État, est rejetée par le corps électoral. Au nom du respect de la démocratie, il lui serait dès lors plus facile de justifier une éventuelle rupture de la solidarité majoritaire.

En second lieu, il laisse, en effet, planer sur le chef de l'État la menace permanente

### Le partage du pouvoir

(Suite de la première page.)

Décidé à renvoyer dos à dos M. Mitterrand et Rocard, dont l'inflexibilité le hâsse, le maire de Lille entendait obtenir des concessions concrètes du premier secrétaire, sinon il était décidé à entrer lui aussi dans l'opposition, mais sans se fonder toutefois avec les amis de M. Rocard.

Le député des Yvelines a, quant à lui, déjà proposé une conception dynamique et offensive de l'opposition au sein du P.S. en suggérant que le bureau exécutif redéfinisse le véritable gouvernement du parti. S'il accepte que le secrétariat national soit homogène, il demande qu'au niveau des directions des fédérations départementales, comme au bureau exécutif, la règle de la représentation proportionnelle soit intégralement appliquée et permette à chacun de participer à l'élaboration des décisions. Ainsi le parti pourrait-il, selon l'union, garder des deux dangers qui le menacent : l'unanimité et le sectarisme.

Les auteurs soulignent que le « décrochage » de M. Mitterrand dans l'opposition est opéré en trois temps. Premièrement, au lendemain de l'échec de l'actualisation du programme commun (septembre 1977). Le premier secrétaire recule dans toutes les familles politiques et notamment chez les communistes — un mouvement analogue, mais légèrement moins marqué, affecte également M. Rocard et Mauroy. Le second temps correspond à l'échec électoral de la gauche. Le premier secrétaire recule sensiblement dans l'opinion de gauche, y compris socialiste, mais à partir de mai 1978, il se rapproche de la droite. M. Rocard progresse. Il est le seul dirigeant de gauche dans ce cas. Bien plus, note M. Parodi, le P.S. a été élu en mai 1978, mais le P.S. n'a pas plus par rapport à la structure bipolaire de l'opinion.

Il accente, en effet, sa progression chez les sympathisants gauchistes et gauchistes et recule chez dans la famille communiste. Le troisième temps, d'octobre

La première séance du congrès de Metz a ainsi mis en relief l'affrontement entre les deux principaux pôles du P.S. Le troisième courant national, le CERES, s'est, par là même, quelque peu écarté de la discussion alors que depuis cinq ans les débats au sein du P.S. se concentraient pour l'essentiel à un affrontement entre ses porte-parole et le premier secrétaire.

En conclusion au congrès, M. Mitterrand devait s'employer, quelle que soit la composition de la majorité, à faire l'inventaire des moyens nécessaires pour transformer le parti socialiste en un « parti fort ». Il devait notamment s'interroger sur les modifications à apporter aussi bien à son mode d'organisation qu'à son fonctionnement pour lui permettre de gagner en efficacité et de rejoindre ses cadres, avant de s'adresser au pays pour tracer des perspectives d'un « nouvel élan pour le P.S. ».

JEAN-MARIE COLOMBANI  
et THIERRY PFISTER.

### Une étude de la revue « Projet » sur le parti socialiste

MM. Jean-Luc Parodi et Pascal Ferréol reviennent, dans le numéro d'avril de la revue *Projet*, sur l'évolution de la popularité de M. François Mitterrand et Michel Rocard telle qu'elle a été mesurée par les sondages de 1968 à 1978. Après avoir montré que la cote des dirigeants de ce premier lieu tributaire de l'histoire de la gauche et de ses aléas, ils constatent que, jusqu'en 1977, l'union fondait la popularité des leaders socialistes. Depuis, la « différence » fait reculer. Dès lors, M. Rocard, qui jusqu'à cette date, suivait, loin derrière, les fluctuations de M. Mitterrand, tout en réduisant peu à peu l'écart des échéances électorales, se rapproche, rejoint le premier secrétaire du P.S.

Les auteurs soulignent que le « décrochage » de M. Mitterrand dans l'opposition est opéré en trois temps. Premièrement, au lendemain de l'échec de l'actualisation du programme commun (septembre 1977). Le premier secrétaire recule dans toutes les familles politiques et notamment chez les communistes — un mouvement analogue, mais légèrement moins marqué, affecte également M. Rocard et Mauroy. Le second temps correspond à l'échec électoral de la gauche. Le premier secrétaire recule sensiblement dans l'opinion de gauche, y compris socialiste, mais à partir de mai 1978, il se rapproche de la droite. M. Rocard progresse. Il est le seul dirigeant de gauche dans ce cas. Bien plus, note M. Parodi, le P.S. a été élu en mai 1978, mais le P.S. n'a pas plus par rapport à la structure bipolaire de l'opinion.

Il accente, en effet, sa progression chez les sympathisants gauchistes et gauchistes et recule chez dans la famille communiste. Le troisième temps, d'octobre

1978 à février 1979, correspond au débat au sein du P.S. « Le tassement de la cote de Mitterrand », notent les auteurs, « s'est fait au fait du « peuple de gauche » déçu par la tendance plutôt à rependre : « 2 dans les deux familles de gauche à gauche, les gauchistes pathétiques giscardiens et gauchistes (— 12 dans chacune des deux familles), ralliés un temps à l'usage d'un Mitterrand « présidentialiste » et qui semblent reporter désormais sur Rocard cette propension favorable ».

C'est le caractère spectaculaire de la progression de l'impact du député des Yvelines dans les familles politiques de droite depuis mai 1977 qui explique la restructuration politique profonde de son image dans l'opinion. A l'inverse, M. Mitterrand, en dépit de son recul, a conservé une image dont la structure ne s'est pas sensiblement modifiée.

Les auteurs concluent : « Tout commence avec le phénomène de dé-présidentialisation qui frappe Mitterrand : alors que les lendemains de l'élection présidentielle l'avaient vu, malgré son échec, battre son record de popularité, il puge au printemps 1978 l'échec de l'Union de la gauche qu'il incarne depuis si longtemps. Cette dé-présidentialisation, qui le ramène au niveau de 1973 (ou avril 1968), est loin d'être catastrophique : en mars 1974, à la veille de la mort de Pompidou, ce niveau aurait même presque semblé avoir été atteint ».

Durant ce temps, Rocard poursuit une lente et régulière ascension qui, équilibre en sa subtile manœuvre le souvenir d'une situation de gauche héritée du P.S.U. et le brillant contrôle de valeurs prises de la droite, compétence, technicité, le conduit au printemps 1978 au point le plus haut qu'il ait atteint jusqu'alors. La conséquence de cette double et contradictoire évolution va faire passer Mitterrand d'un état de monopole à une situation de concurrence, et cette mise en concurrence va accentuer à son tour sa régression. De même que dans les années 1968-1971, la forte présence de Georges Pompidou avait, qu'il l'ait voulu ou non, été défavorable au général de Gaulle, désormais doté d'un successeur potentiel, de même, dix ans plus tard, l'apparition d'un « adversaire » aux premiers rangs des leaders politiques venus, moins intimidable, Mitterrand aux yeux de l'opinion.

Le phénomène se renforce encore du fait que le léger avantage pris par Rocard dans l'opinion de gauche s'accompagne d'une prise nette dans celle de droite. Les partisans du premier secrétaire ont généralement mis l'accent sur ce dernier point alors que ceux de l'ancien leader du P.S.U. insistent sur la progression dans tous les électors, mais les deux phénomènes coexistent ».

(1) *Projet*, avril 1979, 14, rue d'Assas, 75006 Paris. Le numéro 13 F.

**Le Monde**  
doctes et documents

Numéro d'essai

**LE PORTUGAL**

**LES CHEMINS DE FER EN FRANCE**

Le numéro : 5 F  
Abonnement un an (six numéros) : 30 F

مكتبة من الأصل



502210101

## A LA RÉUNION

### M. Marchais présente un plan pour les DOM

De notre correspondant

#### Le pouvoir

La première séance du conseil régional de la Réunion, sous la présidence de M. Georges Marchais, secrétaire général du P.C.F., a été ouverte, vendredi 6 avril, par un voyage de cinq jours à la Réunion, à l'invitation du parti communiste réunionnais et de son secrétaire général, M. Paul Vergès. Arrivé lundi à l'aéroport de Gillot par plusieurs milliers de personnes, M. Marchais a tenu trois grands meetings, à Sainte-Suzanne (où venait d'être élu un conseiller communiste), Saint-Louis et Le Port. Dans cette dernière ville, dont M. Vergès est le maire, une foule de plus de dix mille personnes est venue, jeudi soir, écouter M. Marchais parler de l'Europe.

Estimant que l'intégration européenne aggraverait la situation de la Réunion dans tous les domaines, le secrétaire général du P.C.F. a présenté un plan en quatre points pour les départements d'outre-mer : élaboration d'accords contractuels pour les productions agricoles des D.O.M. ; exonération des prélèvements communautaires et du tarif douanier commun ; action résolue contre les groupes de pression hétérogènes des vieilles traditions du village colonial ; par exemple, ceux qui détiennent un monopole de pavillon et les commissionnaires métropolitains ; ces décisions, enfin, doivent être prises après « une série d'assemblées locales et des organisations représentatives, notamment syndicales ».

Le voyage de M. Marchais a été un succès qui a permis au P.C.F. de retrouver un dynamisme qu'il avait perdu. Au-delà des meetings et des rencontres sur le terrain avec les ouvriers et les planteurs, l'événement marquant de cette tournée aura peut-être été l'interview que M. Marchais a donnée à l'« R.P.R. ».

La première fois depuis 1969, date à laquelle le fédéralisme réunionnais du P.C.F. était devenu le P.C.F. réunionnais, le secrétaire général du P.C.F. a insisté sur le fait que la Réunion, si elle devenait autonome, resterait liée à la République française. En vingt et un discours, le secrétaire général du P.C.F. a insisté sur le fait que la Réunion, si elle devenait autonome, resterait liée à la République française.

Le séjour de M. Marchais aura été marqué par la solidarité que le P.C.F. a voulu marquer d'une manière étonnante à l'égard de la République française. En vingt et un discours, le secrétaire général du P.C.F. a insisté sur le fait que la Réunion, si elle devenait autonome, resterait liée à la République française.

Le P.C.F. a voulu marquer d'une manière étonnante à l'égard de la République française. En vingt et un discours, le secrétaire général du P.C.F. a insisté sur le fait que la Réunion, si elle devenait autonome, resterait liée à la République française.

Le P.C.F. a voulu marquer d'une manière étonnante à l'égard de la République française. En vingt et un discours, le secrétaire général du P.C.F. a insisté sur le fait que la Réunion, si elle devenait autonome, resterait liée à la République française.

Le P.C.F. a voulu marquer d'une manière étonnante à l'égard de la République française. En vingt et un discours, le secrétaire général du P.C.F. a insisté sur le fait que la Réunion, si elle devenait autonome, resterait liée à la République française.

Le P.C.F. a voulu marquer d'une manière étonnante à l'égard de la République française. En vingt et un discours, le secrétaire général du P.C.F. a insisté sur le fait que la Réunion, si elle devenait autonome, resterait liée à la République française.

Le P.C.F. a voulu marquer d'une manière étonnante à l'égard de la République française. En vingt et un discours, le secrétaire général du P.C.F. a insisté sur le fait que la Réunion, si elle devenait autonome, resterait liée à la République française.

Le P.C.F. a voulu marquer d'une manière étonnante à l'égard de la République française. En vingt et un discours, le secrétaire général du P.C.F. a insisté sur le fait que la Réunion, si elle devenait autonome, resterait liée à la République française.

Le P.C.F. a voulu marquer d'une manière étonnante à l'égard de la République française. En vingt et un discours, le secrétaire général du P.C.F. a insisté sur le fait que la Réunion, si elle devenait autonome, resterait liée à la République française.

Le P.C.F. a voulu marquer d'une manière étonnante à l'égard de la République française. En vingt et un discours, le secrétaire général du P.C.F. a insisté sur le fait que la Réunion, si elle devenait autonome, resterait liée à la République française.

Le P.C.F. a voulu marquer d'une manière étonnante à l'égard de la République française. En vingt et un discours, le secrétaire général du P.C.F. a insisté sur le fait que la Réunion, si elle devenait autonome, resterait liée à la République française.

Le P.C.F. a voulu marquer d'une manière étonnante à l'égard de la République française. En vingt et un discours, le secrétaire général du P.C.F. a insisté sur le fait que la Réunion, si elle devenait autonome, resterait liée à la République française.

Le P.C.F. a voulu marquer d'une manière étonnante à l'égard de la République française. En vingt et un discours, le secrétaire général du P.C.F. a insisté sur le fait que la Réunion, si elle devenait autonome, resterait liée à la République française.

Le P.C.F. a voulu marquer d'une manière étonnante à l'égard de la République française. En vingt et un discours, le secrétaire général du P.C.F. a insisté sur le fait que la Réunion, si elle devenait autonome, resterait liée à la République française.

Le P.C.F. a voulu marquer d'une manière étonnante à l'égard de la République française. En vingt et un discours, le secrétaire général du P.C.F. a insisté sur le fait que la Réunion, si elle devenait autonome, resterait liée à la République française.

Le P.C.F. a voulu marquer d'une manière étonnante à l'égard de la République française. En vingt et un discours, le secrétaire général du P.C.F. a insisté sur le fait que la Réunion, si elle devenait autonome, resterait liée à la République française.

Le P.C.F. a voulu marquer d'une manière étonnante à l'égard de la République française. En vingt et un discours, le secrétaire général du P.C.F. a insisté sur le fait que la Réunion, si elle devenait autonome, resterait liée à la République française.

Le P.C.F. a voulu marquer d'une manière étonnante à l'égard de la République française. En vingt et un discours, le secrétaire général du P.C.F. a insisté sur le fait que la Réunion, si elle devenait autonome, resterait liée à la République française.

Le P.C.F. a voulu marquer d'une manière étonnante à l'égard de la République française. En vingt et un discours, le secrétaire général du P.C.F. a insisté sur le fait que la Réunion, si elle devenait autonome, resterait liée à la République française.

Le P.C.F. a voulu marquer d'une manière étonnante à l'égard de la République française. En vingt et un discours, le secrétaire général du P.C.F. a insisté sur le fait que la Réunion, si elle devenait autonome, resterait liée à la République française.

Le P.C.F. a voulu marquer d'une manière étonnante à l'égard de la République française. En vingt et un discours, le secrétaire général du P.C.F. a insisté sur le fait que la Réunion, si elle devenait autonome, resterait liée à la République française.

Le P.C.F. a voulu marquer d'une manière étonnante à l'égard de la République française. En vingt et un discours, le secrétaire général du P.C.F. a insisté sur le fait que la Réunion, si elle devenait autonome, resterait liée à la République française.

Le P.C.F. a voulu marquer d'une manière étonnante à l'égard de la République française. En vingt et un discours, le secrétaire général du P.C.F. a insisté sur le fait que la Réunion, si elle devenait autonome, resterait liée à la République française.

Le P.C.F. a voulu marquer d'une manière étonnante à l'égard de la République française. En vingt et un discours, le secrétaire général du P.C.F. a insisté sur le fait que la Réunion, si elle devenait autonome, resterait liée à la République française.

Le P.C.F. a voulu marquer d'une manière étonnante à l'égard de la République française. En vingt et un discours, le secrétaire général du P.C.F. a insisté sur le fait que la Réunion, si elle devenait autonome, resterait liée à la République française.

Le P.C.F. a voulu marquer d'une manière étonnante à l'égard de la République française. En vingt et un discours, le secrétaire général du P.C.F. a insisté sur le fait que la Réunion, si elle devenait autonome, resterait liée à la République française.

Le P.C.F. a voulu marquer d'une manière étonnante à l'égard de la République française. En vingt et un discours, le secrétaire général du P.C.F. a insisté sur le fait que la Réunion, si elle devenait autonome, resterait liée à la République française.

Le P.C.F. a voulu marquer d'une manière étonnante à l'égard de la République française. En vingt et un discours, le secrétaire général du P.C.F. a insisté sur le fait que la Réunion, si elle devenait autonome, resterait liée à la République française.

Le P.C.F. a voulu marquer d'une manière étonnante à l'égard de la République française. En vingt et un discours, le secrétaire général du P.C.F. a insisté sur le fait que la Réunion, si elle devenait autonome, resterait liée à la République française.

Le P.C.F. a voulu marquer d'une manière étonnante à l'égard de la République française. En vingt et un discours, le secrétaire général du P.C.F. a insisté sur le fait que la Réunion, si elle devenait autonome, resterait liée à la République française.

Le P.C.F. a voulu marquer d'une manière étonnante à l'égard de la République française. En vingt et un discours, le secrétaire général du P.C.F. a insisté sur le fait que la Réunion, si elle devenait autonome, resterait liée à la République française.

Le P.C.F. a voulu marquer d'une manière étonnante à l'égard de la République française. En vingt et un discours, le secrétaire général du P.C.F. a insisté sur le fait que la Réunion, si elle devenait autonome, resterait liée à la République française.

Le P.C.F. a voulu marquer d'une manière étonnante à l'égard de la République française. En vingt et un discours, le secrétaire général du P.C.F. a insisté sur le fait que la Réunion, si elle devenait autonome, resterait liée à la République française.

Le P.C.F. a voulu marquer d'une manière étonnante à l'égard de la République française. En vingt et un discours, le secrétaire général du P.C.F. a insisté sur le fait que la Réunion, si elle devenait autonome, resterait liée à la République française.

Le P.C.F. a voulu marquer d'une manière étonnante à l'égard de la République française. En vingt et un discours, le secrétaire général du P.C.F. a insisté sur le fait que la Réunion, si elle devenait autonome, resterait liée à la République française.

Le P.C.F. a voulu marquer d'une manière étonnante à l'égard de la République française. En vingt et un discours, le secrétaire général du P.C.F. a insisté sur le fait que la Réunion, si elle devenait autonome, resterait liée à la République française.

## A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

### M. Davignon est mis personnellement en cause

par M. Ansart (P.C.)

Vendredi 6 avril, à l'Assemblée nationale, au cours de la séance consacrée aux questions orales sans débat, les sujets suivants sont notamment abordés :

#### LE PLAN DAVIGNON

M. ANSART (P.C., Nord) demande qu'un débat, sanctionné par un vote, ait lieu afin que le Parlement puisse s'opposer au plan élaboré à Bruxelles, dit « plan Davignon », qui, estime-t-il, « porte gravement atteinte à notre économie et à notre indépendance en amputant notre sidérurgie ».

M. GIRAUD, ministre de l'Industrie, lui répond : « Il est faux de dire que c'est en application du plan Davignon que notre capacité de production doit être réduite de 25 %. Ce plan comporte deux parties : la première engage les États et contient des mesures pour maintenir les prix de l'acier, mortel pour le marché et limiter l'introduction d'acier étranger, mesures non seulement acceptées, mais demandées par le gouvernement français. La deuxième partie ne contient que des prévisions qui ne sont pas

contraignantes. » « Rien n'a été fait en France, poursuit-il, pour diminuer la production d'acier qui, au contraire, augmentera. Mais la seule chance pour la sidérurgie française de se développer à nouveau passe par une restructuration approuvée par le Parlement lors de la dernière session. »

« Jamais, affirme M. Ansart, le plan Davignon n'est venu en discussion. » « Rélevant que la sidérurgie allemande a commencé à réintégrer, et notamment la firme de la Ruhr, qui compte parmi ses principaux actionnaires M. Julien Davignon, frère du vicomte », le député se demande si, « compte tenu des intérêts liés à l'industrie de la famille, M. Davignon est bien qualifié pour décider de l'avenir de la sidérurgie européenne ». « Le gouvernement insiste-t-il, doit rester ses positions ? »

Le ministre reprend la parole et déclare : « Vous avez attaqué la famille d'un fonctionnaire européen. Vous n'en avez pas le droit, et le gouvernement ne tolérera pas une telle attitude. Vous dites que le plan Davignon limite nos capacités de production. Je persiste à affirmer que c'est faux. »

#### L'INNOVATION TECHNOLOGIQUE

M. DAILLET (U.D.F., Manche) ayant relevé la diminution régulière du nombre de brevets pris en France, le ministre de l'Industrie lui a répondu : « La situation est dramatique et déclare : « La tendance à la baisse semble se stabiliser et le nombre des brevets d'origine française est resté relativement stable depuis trois ans. La diminution du nombre total des brevets en France en 1978 tient à la diminution des brevets d'origine étrangère, qui s'explique par la situation des pays industrialisés, dont l'Allemagne fédérale et le Japon, et ce qui prouve l'absence de relation directe entre le dynamisme industriel et cet indicateur technique. » « Ce qui importe, explique-t-il, c'est le dynamisme de l'industrie et de la société tout entière. »

Dans une seconde intervention, M. Daillet plaide la cause des inventeurs isolés.

#### LA FISCALITÉ LOCALE

M. ALAIN RICHARD (P.S., Val-d'Oise) suppléant M. Santrot (P.S., Vienne), absent, relève les conditions « anormales » dans lesquelles les élus locaux de la région Ile-de-France ont été amenés à établir leur budget pour 1979.

M. MONORY, ministre de l'Économie, suppléant le ministre du budget, lui précise que dans les départements, les communes et les régions, les collectivités ont toutes les collectivités ont été informées. En région parisienne, où existe un régime particulier de répartition, les répartitions sont en cours de finalisation. Pour éviter toute difficulté de trésorerie, les trésoriers payeurs généraux verseront aux communes des avances provisoires sur la base de 100 % des sommes correspondantes perçues au titre des divers versements maintenus réunis dans la dotation globale. La répartition de la taxe de l'équipement de répartition de la taxe professionnelle, M. Monory précise, qu'à quelques exceptions près, les communes disposent actuellement des éléments leur permettant d'arrêter leur décision.

#### LA SITUATION DES ANCIENS COMBATTANTS

M. TOURNERIE (P.C., Pyrénées-Orientales) demande que le Parlement soit saisi, avant la fin mai, du projet de budget pour 1980. Il rappelle le contentieux existant entre les anciens combattants et le gouvernement, puis estime inacceptable « une réforme brutale du coût des pensions ».

M. PLANTIER, secrétaire d'État aux anciens combattants, rappelle que c'est au gouvernement qu'il appartient d'élaborer le projet de budget qui est ensuite présenté au Parlement. En ce qui concerne le contentieux existant entre les anciens combattants et le gouvernement, il rappelle que le rapport Constant est actuellement appliqué.

Puis, il ajoute : « Le gouvernement n'a absolument pas l'intention de remettre en cause le droit à réparation. Il n'est pas question de faciliter, même une partie, de la pension d'invalidité, ni d'interdire son cumul avec un salaire ou un autre revenu du travail. Il n'est pas non plus question de toucher au statut spécial que le gouvernement a prévu pour les déportés. Il y a cependant, rarement, des abus et il faut les faire disparaître. Nous n'avons pas l'intention, insiste-t-il, de remettre en cause les pensions des invalides, des veuves et des orphelins. » — P.F.F.

## Le président de la République en Alsace les 14 et 15 mai

La présidence de la République a annoncé, vendredi 6 avril, les dates d'un certain nombre de rencontres ou de déplacements officiels de M. Giscard d'Estaing.

Le 17 avril, le chef de l'État recevra M. Robert McNamara, président de la Banque mondiale, qui déjeunera à l'Élysée. Après la visite en France de M. Tsatsos, président de la République hellénique (du 23 au 26 avril), M. Giscard d'Estaing se rendra, du 26 au 28, en Union soviétique.

Le 8 mai, il assistera, à Orléans, aux cérémonies commémorant le centenaire de la libération de la ville par Jeanne d'Arc (8 mai 1429). Le 14 et le 15, il se rendra en Alsace, et c'est à l'occasion de ce voyage qu'il prononcera un discours sur l'Europe.

Les 21 et 22 mai, le président de la République assistera à la conférence franco-africaine qui se tiendra cette année à Kigali, capitale du Rwanda. A cette occasion, il devra également effectuer une visite officielle au Rwanda, à l'aller ou au retour, faire escale à Kigali ; ce point de l'emploi du temps présidentiel n'a toutefois pas été officiellement annoncé. L'escalade de la réalisation d'un projet datant de plusieurs semaines et visant à un meilleur contact avec l'opinion publique.

#### Les sondages de popularité

##### MM. GISCARD D'ESTAING BARRE ET MITTERRAND PROGRESSENT

Le dernier sondage de popularité réalisé par la Sofres, entre le 23 et le 28 mars, auprès d'un échantillon de mille personnes, et publié samedi 7 avril dans l'« Éclair », fait apparaître une remontée de la « cote » de M. Valéry Giscard d'Estaing, 54 % des personnes interrogées, contre 41 % selon le sondage publié par ce journal au mois de mars, font ressortir les problèmes qui se posent en France actuellement : 40 % (contre 43 %) ne lui font pas confiance.

L'indice de confiance de M. Raymond Barre progresse d'un point (57 % contre 56 %), mais la proportion de mécontents demeure à 57 %.

Parmi les personnalités dont les Français souhaitent qu'elles jouent « un rôle important » dans l'avenir, M. Jean-Marie Le Pen figure 7 points (57 % contre 50 %). M. Barre 1 point (38 % contre 35 %). M. Jean Lecanuet 3 points (34 % contre 33 %). M. Jacques Chaban-Delmas et Edgar Faure 2 points (26 % contre 24 %). M. Jacques Chirac perd 1 point (28 % contre 29 %).

Dans l'opinion, M. François Mitterrand passe de 35 % à 40 %. M. Georges Marchais de 22 % à 25 % et M. Michel Crépeau de 10 % à 12 %. M. Pierre Mauroy et Robert Fabre ont un indice identique à celui du mois précédent (29 % et 28 %). M. Michel Rocard perd un point (47 % contre 48 %).

M. Yves Galland, président de la fédération de Paris du parti radical, et qui dirige une revue, a déclaré vendredi 6 avril : « L'U.D.F. aux élections européennes — a déclaré, jeudi 5 avril : « Toutes les prises de position publiques de M. Jacques Chirac font de lui un candidat idéal pour la présidence de la République, le premier ministre, M. Raymond Barre, a déclaré, jeudi 5 avril : « L'U.D.F. aux élections européennes — a déclaré, jeudi 5 avril : « Toutes les prises de position publiques de M. Jacques Chirac font de lui un candidat idéal pour la présidence de la République, le premier ministre, M. Raymond Barre, a déclaré, jeudi 5 avril : « L'U.D.F. aux élections européennes — a déclaré, jeudi 5 avril : « Toutes les prises de position publiques de M. Jacques Chirac font de lui un candidat idéal pour la présidence de la République, le premier ministre, M. Raymond Barre, a déclaré, jeudi 5 avril : « L'U.D.F. aux élections européennes — a déclaré, jeudi 5 avril : « Toutes les prises de position publiques de M. Jacques Chirac font de lui un candidat idéal pour la présidence de la République, le premier ministre, M. Raymond Barre, a déclaré, jeudi 5 avril : « L'U.D.F. aux élections européennes — a déclaré, jeudi 5 avril : « Toutes les prises de position publiques de M. Jacques Chirac font de lui un candidat idéal pour la présidence de la République, le premier ministre, M. Raymond Barre, a déclaré, jeudi 5 avril : « L'U.D.F. aux élections européennes — a déclaré, jeudi 5 avril : « Toutes les prises de position publiques de M. Jacques Chirac font de lui un candidat idéal pour la présidence de la République, le premier ministre, M. Raymond Barre, a déclaré, jeudi 5 avril : « L'U.D.F. aux élections européennes — a déclaré, jeudi 5 avril : « Toutes les prises de position publiques de M. Jacques Chirac font de lui un candidat idéal pour la présidence de la République, le premier ministre, M. Raymond Barre, a déclaré, jeudi 5 avril : « L'U.D.F. aux élections européennes — a déclaré, jeudi 5 avril : « Toutes les prises de position publiques de M. Jacques Chirac font de lui un candidat idéal pour la présidence de la République, le premier ministre, M. Raymond Barre, a déclaré, jeudi 5 avril : « L'U.D.F. aux élections européennes — a déclaré, jeudi 5 avril : « Toutes les prises de position publiques de M. Jacques Chirac font de lui un candidat idéal pour la présidence de la République, le premier ministre, M. Raymond Barre, a déclaré, jeudi 5 avril : « L'U.D.F. aux élections européennes — a déclaré, jeudi 5 avril : « Toutes les prises de position publiques de M. Jacques Chirac font de lui un candidat idéal pour la présidence de la République, le premier ministre, M. Raymond Barre, a déclaré, jeudi 5 avril : « L'U.D.F. aux élections européennes — a déclaré, jeudi 5 avril : « Toutes les prises de position publiques de M. Jacques Chirac font de lui un candidat idéal pour la présidence de la République, le premier ministre, M. Raymond Barre, a déclaré, jeudi 5 avril : « L'U.D.F. aux élections européennes — a déclaré, jeudi 5 avril : « Toutes les prises de position publiques de M. Jacques Chirac font de lui un candidat idéal pour la présidence de la République, le premier ministre, M. Raymond Barre, a déclaré, jeudi 5 avril : « L'U.D.F. aux élections européennes — a déclaré, jeudi 5 avril : « Toutes les prises de position publiques de M. Jacques Chirac font de lui un candidat idéal pour la présidence de la République, le premier ministre, M. Raymond Barre, a déclaré, jeudi 5 avril : « L'U.D.F. aux élections européennes — a déclaré, jeudi 5 avril : « Toutes les prises de position publiques de M. Jacques Chirac font de lui un candidat idéal pour la présidence de la République, le premier ministre, M. Raymond Barre, a déclaré, jeudi 5 avril : « L'U.D.F. aux élections européennes — a déclaré, jeudi 5 avril : « Toutes les prises de position publiques de M. Jacques Chirac font de lui un candidat idéal pour la présidence de la République, le premier ministre, M. Raymond Barre, a déclaré, jeudi 5 avril : « L'U.D.F. aux élections européennes — a déclaré, jeudi 5 avril : « Toutes les prises de position publiques de M. Jacques Chirac font de lui un candidat idéal pour la présidence de la République, le premier ministre, M. Raymond Barre, a déclaré, jeudi 5 avril : « L'U.D.F. aux élections européennes — a déclaré, jeudi 5 avril : « Toutes les prises de position publiques de M. Jacques Chirac font de lui un candidat idéal pour la présidence de la République, le premier ministre, M. Raymond Barre, a déclaré, jeudi 5 avril : « L'U.D.F. aux élections européennes — a déclaré, jeudi 5 avril : « Toutes les prises de position publiques de M. Jacques Chirac font de lui un candidat idéal pour la présidence de la République, le premier ministre, M. Raymond Barre, a déclaré, jeudi 5 avril : « L'U.D.F. aux élections européennes — a déclaré, jeudi 5 avril : « Toutes les prises de position publiques de M. Jacques Chirac font de lui un candidat idéal pour la présidence de la République, le premier ministre, M. Raymond Barre, a déclaré, jeudi 5 avril : « L'U.D.F. aux élections européennes — a déclaré, jeudi 5 avril : « Toutes les prises de position publiques de M. Jacques Chirac font de lui un candidat idéal pour la présidence de la République, le premier ministre, M. Raymond Barre, a déclaré, jeudi 5 avril : « L'U.D.F. aux élections européennes — a déclaré, jeudi 5 avril : « Toutes les prises de position publiques de M. Jacques Chirac font de lui un candidat idéal pour la présidence de la République, le premier ministre, M. Raymond Barre, a déclaré, jeudi 5 avril : « L'U.D.F. aux élections européennes — a déclaré, jeudi 5 avril : « Toutes les prises de position publiques de M. Jacques Chirac font de lui un candidat idéal pour la présidence de la République, le premier ministre, M. Raymond Barre, a déclaré, jeudi 5 avril : « L'U.D.F. aux élections européennes — a déclaré, jeudi 5 avril : « Toutes les prises de position publiques de M. Jacques Chirac font de lui un candidat idéal pour la présidence de la République, le premier ministre, M. Raymond Barre, a déclaré, jeudi 5 avril : « L'U.D.F. aux élections européennes — a déclaré, jeudi 5 avril : « Toutes les prises de position publiques de M. Jacques Chirac font de lui un candidat idéal pour la présidence de la République, le premier ministre, M. Raymond Barre, a déclaré, jeudi 5 avril : « L'U.D.F. aux élections européennes — a déclaré, jeudi 5 avril : « Toutes les prises de position publiques de M. Jacques Chirac font de lui un candidat idéal pour la présidence de la République, le premier ministre, M. Raymond Barre, a déclaré, jeudi 5 avril : « L'U.D.F. aux élections européennes — a déclaré, jeudi 5 avril : « Toutes les prises de position publiques de M. Jacques Chirac font de lui un candidat idéal pour la présidence de la République, le premier ministre, M. Raymond Barre, a déclaré, jeudi 5 avril : « L'U.D.F. aux élections européennes — a déclaré, jeudi 5 avril : « Toutes les prises de position publiques de M. Jacques Chirac font de lui un candidat idéal pour la présidence de la République, le premier ministre, M. Raymond Barre, a déclaré, jeudi 5 avril : « L'U.D.F. aux élections européennes — a déclaré, jeudi 5 avril : « Toutes les prises de position publiques de M. Jacques Chirac font de lui un candidat idéal pour la présidence de la République, le premier ministre, M. Raymond Barre, a déclaré, jeudi 5 avril : « L'U.D.F. aux élections européennes — a déclaré, jeudi 5 avril : « Toutes les prises de position publiques de M. Jacques Chirac font de lui un candidat idéal pour la présidence de la République, le premier ministre, M. Raymond Barre, a déclaré, jeudi 5 avril : « L'U.D.F. aux élections européennes — a déclaré, jeudi 5 avril : « Toutes les prises de position publiques de M. Jacques Chirac font de lui un candidat idéal pour la présidence de la République, le premier ministre, M. Raymond Barre, a déclaré, jeudi 5 avril : « L'U.D.F. aux élections européennes — a déclaré, jeudi 5 avril : « Toutes les prises de position publiques de M. Jacques Chirac font de lui un candidat idéal pour la présidence de la République, le premier ministre, M. Raymond Barre, a déclaré, jeudi 5 avril : « L'U.D.F. aux élections européennes — a déclaré, jeudi 5 avril : « Toutes les prises de position publiques de M. Jacques Chirac font de lui un candidat idéal pour la présidence de la République, le premier ministre, M. Raymond Barre, a déclaré, jeudi 5 avril : « L'U.D.F. aux élections européennes — a déclaré, jeudi 5 avril : « Toutes les prises de position publiques de M. Jacques Chirac font de lui un candidat idéal pour la présidence de la République, le premier ministre, M. Raymond Barre, a déclaré, jeudi 5 avril : « L'U.D.F. aux élections européennes — a déclaré, jeudi 5 avril : « Toutes les prises de position publiques de M. Jacques Chirac font de lui un candidat idéal pour la présidence de la République, le premier ministre, M. Raymond Barre, a déclaré, jeudi 5 avril : « L'U.D.F. aux élections européennes — a déclaré, jeudi 5 avril : « Toutes les prises de position publiques de M. Jacques Chirac font de lui un candidat idéal pour la présidence de la République, le premier ministre, M. Raymond Barre, a déclaré, jeudi 5 avril : « L'U.D.F. aux élections européennes — a déclaré, jeudi 5 avril : « Toutes les prises de position publiques de M. Jacques Chirac font de lui un candidat idéal pour la présidence de la République, le premier ministre, M. Raymond Barre, a déclaré, jeudi 5 avril : « L'U.D.F. aux élections européennes — a déclaré, jeudi 5 avril : « Toutes les prises de position publiques de M. Jacques Chirac font de lui un candidat idéal pour la présidence de la République, le premier ministre, M. Raymond Barre, a déclaré, jeudi 5 avril : « L'U.D.F. aux élections européennes — a déclaré, jeudi 5 avril : « Toutes les prises de position publiques de M. Jacques Chirac font de lui un candidat idéal pour la présidence de la République, le premier ministre, M. Raymond Barre, a déclaré, jeudi 5 avril : « L'U.D.F. aux élections européennes — a déclaré, jeudi 5 avril : « Toutes les prises de position publiques de M. Jacques Chirac font de lui un candidat idéal pour la présidence de la République, le premier ministre, M. Raymond Barre, a déclaré, jeudi 5 avril : « L'U.D.F. aux élections européennes — a déclaré, jeudi 5 avril : « Toutes les prises de position publiques de M. Jacques Chirac font de lui un candidat idéal pour la présidence de la République, le premier ministre, M. Raymond Barre, a déclaré, jeudi 5 avril : « L'U.D.F. aux élections européennes — a déclaré, jeudi 5 avril : « Toutes les prises de position publiques de M. Jacques Chirac font de lui un candidat idéal pour la présidence de la République, le premier ministre, M. Raymond Barre, a déclaré, jeudi 5 avril : « L'U.D.F. aux élections européennes — a déclaré, jeudi 5 avril : « Toutes les prises de position publiques de M. Jacques Chirac font de lui un candidat idéal pour la présidence de la République, le premier ministre, M. Raymond Barre, a déclaré, jeudi 5 avril : « L'U.D.F. aux élections européennes — a déclaré, jeudi 5 avril : « Toutes les prises de position publiques de M. Jacques Chirac font de lui un candidat idéal pour la présidence de la République, le premier ministre, M. Raymond Barre, a déclaré, jeudi 5 avril : « L'U.D.F. aux élections européennes — a déclaré, jeudi 5 avril : « Toutes les prises de position publiques de M. Jacques Chirac font de lui un candidat idéal pour la présidence de la République, le premier ministre, M. Raymond Barre, a déclaré, jeudi 5 avril : « L'U.D.F. aux élections européennes — a déclaré, jeudi 5 avril : « Toutes les prises de position publiques de M. Jacques Chirac font de lui un candidat idéal pour la présidence de la République, le premier ministre, M. Raymond Barre, a déclaré, jeudi 5 avril : « L'U.D.F. aux élections européennes — a déclaré, jeudi 5 avril : « Toutes les prises de position publiques de M. Jacques Chirac font de lui un candidat idéal pour la présidence de la République, le premier ministre, M. Raymond Barre, a déclaré, jeudi 5 avril : « L'U.D.F. aux élections européennes — a déclaré, jeudi 5 avril : « Toutes les prises de position publiques de M. Jacques Chirac font de lui un candidat idéal pour la présidence de la République, le premier ministre, M. Raymond Barre, a déclaré, jeudi 5 avril : « L'U.D.F. aux élections européennes — a déclaré, jeudi 5 avril : « Toutes les prises de position publiques de M. Jacques Chirac font de lui un candidat idéal pour la présidence de la République, le premier ministre, M. Raymond Barre, a déclaré, jeudi 5 avril : « L'U.D.F. aux élections européennes — a déclaré, jeudi 5 avril : « Toutes les prises de position publiques de M. Jacques Chirac font de lui un candidat idéal pour la présidence de la République, le premier ministre, M. Raymond Barre, a déclaré, jeudi 5 avril : « L'U.D.F. aux élections européennes — a déclaré, jeudi 5 avril : « Toutes les prises de position publiques de M. Jacques Chirac font de lui un candidat idéal pour la présidence de la République, le premier ministre, M. Raymond Barre, a déclaré, jeudi 5 avril : « L'U.D.F. aux élections européennes — a déclaré, jeudi 5 avril : « Toutes les prises de position publiques de M. Jacques Chirac font de lui un candidat idéal pour la présidence de la République, le premier ministre, M. Raymond Barre, a déclaré, jeudi 5 avril : « L'U.D.F. aux élections européennes — a déclaré, jeudi 5 avril : « Toutes les prises de position publiques de M. Jacques Chirac font de lui un candidat idéal pour la présidence de la République, le premier ministre, M. Raymond Barre, a déclaré, jeudi 5 avril : « L'U.D.F. aux élections européennes — a déclaré, jeudi 5 avril : « Toutes les prises de position publiques de M. Jacques Chirac font de lui un candidat idéal pour la présidence de la République, le premier ministre, M. Raymond Barre, a déclaré, jeudi 5 avril : « L'U.D.F. aux élections européennes — a déclaré, jeudi 5 avril : « Toutes les prises de position publiques de M. Jacques Chirac font de lui un candidat idéal pour la présidence de la République, le premier ministre, M. Raymond Barre, a déclaré, jeudi 5 avril : « L'U.D.F. aux élections européennes — a déclaré, jeudi 5 avril : « Toutes les prises de position publiques de M. Jacques Chirac font de lui un candidat idéal pour la présidence de la République, le premier ministre, M. Raymond Barre, a déclaré, jeudi 5 avril : « L'U.D.F. aux élections européennes — a déclaré, jeudi 5 avril : « Toutes les prises de position publiques de M. Jacques Chirac font de lui un candidat idéal pour la présidence de la République, le premier ministre, M. Raymond Barre, a déclaré, jeudi 5 avril : « L'U.D.F. aux élections européennes — a déclaré, jeudi 5 avril : « Toutes les prises de position publiques de M. Jacques Chirac font de lui un candidat idéal pour la présidence de la République, le premier ministre, M. Raymond Barre, a déclaré, jeudi 5 avril : « L'U.D.F. aux élections européennes — a déclaré, jeudi 5 avril : « Toutes les prises de position publiques de M. Jacques Chirac font de lui un candidat idéal pour la présidence de la République, le premier ministre, M. Raymond Barre, a déclaré, jeudi 5 avril : « L'U.D.F. aux élections européennes — a déclaré, jeudi 5 avril : « Toutes les prises de position publiques de M. Jacques Chirac font de lui un candidat idéal pour la présidence de la République, le premier ministre, M. Raymond Barre, a déclaré, jeudi 5 avril : « L'U.D.F. aux élections européennes — a déclaré, jeudi 5 avril : « Toutes les prises de position publiques de M. Jacques Chirac font de lui un candidat idéal pour la présidence de la République, le premier ministre, M. Raymond Barre, a déclaré, jeudi 5 avril : « L'U.D.F. aux élections européennes — a déclaré, jeudi 5 avril : « Toutes les prises de position publiques de M. Jacques Chirac font de lui un candidat idéal pour la présidence de la République, le premier ministre, M. Raymond Barre, a déclaré, jeudi 5 avril : « L'U.D.F. aux élections européennes — a déclaré, jeudi 5 avril : « Toutes les prises de position publiques de M. Jacques Chirac font de lui un candidat idéal pour la présidence de la République, le premier ministre, M. Raymond Barre, a déclaré, jeudi 5 avril : « L'U.D.F. aux élections européennes — a déclaré, jeudi 5 avril : « Toutes les prises de position publiques de M. Jacques Chirac font de lui un candidat idéal pour la présidence de la République, le premier ministre, M. Raymond Barre, a déclaré, jeudi 5 avril : « L'U.D.F. aux élections européennes — a déclaré, jeudi 5 avril : « Toutes les prises de position publiques de M. Jacques Chirac font de lui un candidat idéal pour la présidence de la République, le premier ministre, M. Raymond Barre, a déclaré, jeudi 5 avril : « L'U.D.F. aux élections européennes — a déclaré, jeudi 5 avril : « Toutes les prises de position publiques de M. Jacques Chirac font de lui un candidat idéal pour la présidence de la République, le premier ministre, M. Raymond Barre, a déclaré, jeudi 5 avril : « L'U.D.F. aux élections européennes — a déclaré, jeudi 5 avril : « Toutes les prises de position publiques de M. Jacques Chirac font de lui un candidat idéal pour la présidence de la République, le premier ministre, M. Raymond Barre, a déclaré, jeudi 5 avril : « L'U.D.F. aux élections européennes — a déclaré, jeudi 5 avril : « Toutes les prises de position publiques de M. Jacques Chirac font de lui un candidat idéal pour la présidence de la République, le premier ministre, M. Raymond Barre, a déclaré, jeudi 5 avril : « L'U.D.F. aux élections européennes — a déclaré, jeudi 5 avril : « Toutes les prises de position publiques de M. Jacques Chirac font de lui un candidat idéal pour la présidence de la République, le premier ministre, M. Raymond Barre, a déclaré, jeudi 5 avril : « L'U.D.F. aux élections européennes — a déclaré, jeudi 5 avril : « Toutes les prises de position publiques de M. Jacques Chirac font de lui un candidat idéal pour la présidence de la République, le premier ministre, M. Raymond Barre, a déclaré, jeudi 5 avril : « L'U.D.F. aux élections européennes — a déclaré, jeudi 5 avril : « Toutes les prises de position publiques de M. Jacques Chirac font de lui un candidat idéal pour la présidence de la République, le premier ministre, M. Raymond Barre, a déclaré, jeudi 5 avril : « L'U.D.F. aux élections européennes — a déclaré, jeudi 5 avril : « Toutes les prises de position publiques de M. Jacques Chirac font de lui un candidat idéal pour la présidence de la République, le premier ministre, M. Raymond Barre, a déclaré, jeudi 5 avril : « L'U.D.F. aux élections européennes — a déclaré, jeudi 5 avril : « Toutes les prises de position publiques de M. Jacques Chirac font de lui un candidat idéal pour la présidence de la République, le premier ministre, M. Raymond Barre, a déclaré, jeudi 5 avril : « L'U.D.F. aux élections européennes — a déclaré, jeudi 5 avril : « Toutes les prises de position publiques de M. Jacques Chirac font de lui un candidat idéal pour la présidence de la République, le premier ministre, M. Raymond Barre, a déclaré, jeudi 5 avril : « L'U.D.F. aux élections européennes — a déclaré, jeudi 5 avril : « Toutes les prises de position publiques de M. Jacques Chirac font de lui un candidat idéal pour la présidence de la République, le premier ministre, M. Raymond Barre, a déclaré, jeudi 5 avril : « L'U.D.F. aux élections européennes — a déclaré, jeudi 5 avril : « Toutes les prises de position publiques de M. Jacques Chirac font de lui un candidat idéal pour la présidence de la République, le premier ministre, M. Raymond Barre, a déclaré, jeudi 5 avril : « L'U.D.F. aux élections européennes — a déclaré, jeudi 5 avril : « Toutes les prises de position publiques de M. Jacques Chirac font de lui un candidat idéal pour la présidence de la République, le premier ministre, M. Raymond Barre, a déclaré, jeudi 5 avril : « L'U.D.F. aux élections européennes — a déclaré, jeudi 5 avril : « Toutes les prises de position publiques de M. Jacques Chirac font de lui un candidat idéal pour la présidence de la République, le premier ministre, M. Raymond Barre, a déclaré, jeudi 5 avril : « L'U.D.F. aux élections européennes — a déclaré, jeudi 5 avril : « Toutes les prises de position publiques de M. Jacques Chirac font de lui un candidat idéal pour la présidence de la République, le premier ministre, M. Raymond Barre, a déclaré, jeudi 5 avril :



# Le Monde

# société

## ÉDUCATION

ACHEVANT SON CONGRÈS A BORDEAUX

### Le SNES décide une grève nationale au début du troisième trimestre

Bordeaux. — Le Syndicat national des enseignants du second degré (SNES) organisera au mois de mai une action nationale de grève et de manifestation, qu'il espère étendre aux autres syndicats de la Fédération de l'éducation nationale, ainsi qu'aux parents d'élèves de la Fédération Cornet. La grève pourrait ne pas être limitée à une journée. Les cinq cent cinquante délégués du SNES réunis en congrès à Bordeaux du 3 au 6 avril ont adopté par 75,65 % des voix cette position présentée par la majorité Unité et Action (tendance où l'influence des communistes est prépondérante). Le texte

proposé par la tendance Ecole émancipée, rénovation syndicale (anarcho-syndicaliste), qui réclamait « l'affrontement avec le pouvoir » et la « grève générale reconductible », a recueilli 11,5 % des voix. Celui du Front unique ouvrier (trotskiste) appelant « les deux cent mille personnes du second degré à se mettre en grève et à aller en masse au ministère », 6,8 % ; celui d'Unité, Indépendance et Démocratie-Révolution (U.I.D.-R., proche du P.S.) demandant à la FEN d'organiser une journée nationale de grève à la mi-mai, 6 %.

#### De notre envoyé spécial

Certes, on a parlé de l'enseignement pour dénoncer l'apparition des contenus, réviser la distinction « traditionnelle » entre formation générale et formation professionnelle et réclamer une « école progressive », assurée d'un enseignement de qualité. Certes, on a parlé de la direction du syndicat de demander la création d'une catégorie « hors classe » pour les professeurs certifiés divers même la tendance majoritaire puisqu'un texte présenté par les représentants d'Alsace-Moselle désavouait cette initiative recueillie 36,65 % des voix.

Mais, ce qui a dominé de bout en bout le congrès, c'est tout de même la question des rapports avec la FEN dont le SNES est le deuxième syndicat par le nombre de ses adhérents. Dès l'ouverture, mardi, le ton avait été donné lorsque M. Fiebert, secrétaire général du SNES avait déclaré, faisant allusion à l'attitude de la FEN : « Nous sommes avec ceux qui sont dans les lignes à l'opposé de ceux qui les freinent, de ceux qui temporisent ». Accusation reprise encore plus vigoureusement par le secrétaire général adjoint, M. Gérard Alaphilippe : « La direction de la FEN a décidé de faire une croix sur le SNES, de l'affaiblir ».

Tout au long des débats, plusieurs orateurs ont renouvelé les attaques contre la « passivité » des dirigeants du Syndicat national des instituteurs et professeurs de collège (S.N.I.P.C.C.), dont la majorité est de même tendance que celle de la FEN, et contre la droite socialiste, au moment de la rentrée de septembre, et contre sa « récupération » de la lutte, ces derniers mois, à l'encontre du redoublement.

Le relevé de conclusion sur la formation professionnelle des jeunes, signé en commun par le ministre de l'éducation et de la FEN, a été considéré comme un texte en termes où l'expression :

Un appel aux parents d'élèves. En approuvant à une grosse majorité (75,65 % des voix) la motion de synthèse, le congrès a décidé « une action nationale de grève et de manifestation au début du troisième trimestre ». Il renouvelle son appel à la direction de la FEN ainsi qu'à tous ses syndicats nationaux et il demande à la Fédération des conseils de parents d'élèves (F.C.P.E.) présidée par M. Jean Cornet, « l'examen en commun de la meilleure articulation de cette action avec la grève scolaire des parents d'élèves ». Cette motion a été adoptée à l'unanimité.

La réponse de la FEN sera peut-être connue mardi 10 avril, après la rencontre entre son secrétaire général, M. André Henry, et le ministre de l'éducation, M. Henry, en effet prévu pour mardi 9 avril.

Le caractère menaçant de ces déclarations peut être démontré sur la base de faits bien connus. Par exemple, dans un de ces articles, on affirme que moi-même et mon ami Kozzyrev, dans notre jeunesse, nous nous sommes livrés à un acte de violence, ayant trouvé des erreurs dans le livre du grand savant Chandrasekhar. C'est un mensonge. Ni moi ni Kozzyrev, ayant publié quelques articles dans des revues scientifiques du monde, n'avons jamais publié ni exprimé de critique commune contre les livres de Chandrasekhar. D'autant plus que nous sommes des scientifiques de l'astrophysique. Il n'avait publié, à l'époque, que quelques articles de revue. Autre chose — l'orientation du travail scientifique de Chandrasekhar. Là, nous avions parfois des divergences. Cependant, Chandrasekhar a mis tant de force dans le développement de ses recherches que rien ni personne ne peut ébranler mon estime et ma reconnaissance pour lui.

Ensuite, l'auteur de l'article me connaît pour ce que j'en ai fait. Je n'ai pas pris la défense de Nazarian et d'Orlov, qui, selon nos lois, ont été jugés et condamnés pour leur activité contre notre État. Certes, si j'avais une opinion positive sur ces personnes, j'aurais entrepris d'obtenir l'allègement de la punition.

Orlov a travaillé, en effet, comme physicien en Arménie. Il y a plusieurs années, j'ai participé à son élection comme correspondant de l'Académie des sciences de l'Arménie, ayant informé la réunion des académiciens de son engagement de rester après cette élection au poste permanent dans notre République. Cependant, pressé immédiatement après son élection, il a violé son engagement et a quitté l'Arménie pour travailler à Moscou. Les espoirs de l'Académie ont

## JUSTICE

Une proposition de loi de M. Pierre Bas

### UNE PEINE DE REMPLACEMENT A LA PEINE DE MORT

Auteur d'une proposition de loi déposée en juin 1978, qui vise à abolir la peine de mort en France (le Monde du 17 juin 1978), M. Pierre Bas, député R.P.R. de Paris, propose aujourd'hui que la peine de mort soit remplacée par la peine de l'internement perpétuel. Les condamnés à cette peine ne pourraient bénéficier pendant vingt ans d'aucune des dispositions relatives aux réductions de peines et à l'aménagement de l'exécution des peines.

Dans l'exposé des motifs de sa nouvelle proposition, M. Bas rappelle notamment que la recommandation n° 103 du rapport du comité d'étude sur la violence, la criminalité et la délinquance (présidé par M. Alain Feytaud, actuel garde des sceaux) demande le remplacement de la peine de mort par une peine de sûreté qui serait prononcée dans les cas où la plus longue durée ne serait susceptible d'aucune modification, ni administrative ni judiciaire.

M. Bas propose de fixer cette durée à vingt ans. « Il faut être conscient, explique-t-il, qu'après vingt ans de détention le condamné est souvent devenu un autre homme que le meurtrier jugé en cour d'assises. Si la peine d'internement prononcée est supérieure à vingt ans de prison, précise le député, elle pourrait faire l'objet de réductions pour bonne conduite, et selon les règles habituelles suivies par l'administration pénitentiaire ».

M. Bas estime en effet impossible de créer une peine d'emprisonnement à durée indéterminée, la peine qui consisterait à faire « mourir à petit feu » les condamnés.

### Les syndicats et administrateurs judiciaires sont hostiles au projet de réforme de leurs professions

L'Association nationale des syndicats et administrateurs judiciaires de France a présenté à la presse, jeudi 5 avril, à Paris, ses critiques vigoureuses à l'égard du projet de loi relatif à ces professions qui doit être examiné par le Parlement au cours de la session de printemps (le Monde du 23 et du 24 mars). Ses responsables se sont élevés contre la campagne de dénigrement dont serait l'objet le corps des syndicats et des administrateurs, mais considérés dans l'opinion publique, vilipendés par une partie de la presse, et injustement critiqués pour leur attitude dans les affaires qui ont défrayé la chronique, Lip et Boussac notamment (1).

Pour M. Mathieu Ferrat, président de l'association, trois raisons expliquent l'attaque dont est, selon lui, victime la profession au travers de ce projet de loi : « La consécration de la part d'officiers » (de gestion des entreprises) ; la « recherche de boucs émissaires par les milieux officiels aux prises avec les problèmes sociaux nés de la crise » ; et « l'hostilité aux professions libérales de certains grands commis de l'Etat ». Ces préoccupations expliqueraient la révélation hâtive, après une longue gestation, d'un projet qui comporte d'excellentes touches techniques, mais qui est le plus souvent « très dangereux sinon inspiré par des vues de l'esprit » ou la recherche de « solutions contraires ».

« On profite de l'occasion pour essayer de dominer l'appareil judiciaire », a affirmé M. Ferrat. Et M. Alain Pernot, rapporteur général de l'association, de préciser : « Alors que jusqu'ici les juges-commissaires (tribunaux de commerce) prenaient les décisions, aidés par les mandataires et exécutants des décisions de justice (syndics et administrateurs judiciaires), les mandataires du tribunal vont passer sous le contrôle direct, absolu, du pouvoir administratif ».

#### Soumis à l'exécution

Le « pouvoir administratif » ainsi dénoncé vise les « commissions nationales » qui auraient pour tâche d'établir la liste des syndicats et des administrateurs (ces professions seraient désormais obligatoirement distinctes).

« Pour les juges-commissaires, le projet prévoit que la commission sera présidée par un magistrat de l'ordre judiciaire hors hiérarchie et composée d'un magistrat à la Cour des comptes, d'un magistrat à la Cour d'appel, deux magistrats des tribunaux de grande instance ; deux membres des tribunaux de commerce, deux membres de la Commission nationale des syndicats judiciaires ».

Pour les administrateurs judiciaires, la commission doit com-

prendre un président recruté de la même façon, un magistrat du tribunal de grande instance, un membre des tribunaux de commerce, deux personnes qualifiées et deux administrateurs judiciaires.

La proportion importante de magistrats dans ces commissions, la présence d'un magistrat du parquet faisant office auprès d'elle de commissaire du gouvernement et de ministère public quand la commission siège en tant que chambre disciplinaire et la surveillance explicitement prévue du ministère public, font craindre aux syndicats et administrateurs qu'ils ne soient l'aveugle du pouvoir exécutif, et que leurs décisions leur échappent. En assurant l'administratif et judiciaire des lois que les seuls tribunaux de commerce aident par un corps autonome de syndicats-administrateurs ne régissent pas les affaires des entreprises en difficulté en démantelant la surveillance et l'influence dont ils seraient désormais l'objet, les mandataires de justice réduisent la fin d'un monopole de fait qui, sans ces exceptions, leur faisait résoudre entre personnes privées les difficultés des entreprises.

Cette critique de l'« interventionnisme » à venir repose sur la conviction que l'organisation actuelle assure seule une bonne compréhension économique (par opposition à une vision purement juridique) des problèmes des entreprises. M. Ferrat estime que les réformes prévues au projet de loi « l'abandon des retombées punitives » (par certains chefs d'entreprise défaillants), « l'abolition des privilèges », le « retour à l'équité des créanciers » et la simplification des procédures. Au lieu de cela, les projets de réforme, que les professionnels tentent de faire amener au Parlement, leur paraissent, selon les termes de M. Pernot, « une évolution vers l'arrière, vers Balzac ». — M. K.

(1) Il existe en France deux cent quatre-vingt-deux syndicats et administrateurs judiciaires. Environ cent cinquante avaient rempli ce rôle à titre complémentaire.

## FAITS ET JUGEMENTS

### Peine aggravée pour le président de « Terre des hommes » France ».

Le cour d'appel de Reims a aggravé vendredi 6 avril les peines prononcées le 28 juillet 1978 par le tribunal correctionnel de Charleville-Mézières dans l'affaire qui oppose l'association Terre des hommes à la famille Brancu (le Monde du 30-31 juillet 1978). M. René Marty, cinquante-trois ans, président de l'association, et Mme Denise Colin, quarante ans, responsable des placements, ont été condamnés à 1 000 F d'amende chacun. Assorti de « l'interdiction de s'occuper pendant cinq ans de mineurs de toute catégorie ».

Il faut que les savants puissent développer toujours plus les relations scientifiques. En Union soviétique, on n'éprouve pas de sympathie pour des intentions dirigées contre la coopération internationale des savants. Dans notre pays, le droit à l'activité scientifique indépendante est garanti par la Constitution.

Il n'est agréable de me rappeler qu'il y a plusieurs années, à Paris, le jour où j'ai reçu le diplôme de docteur honoris causa de la Sorbonne, un des savants français m'a attribué le nom d'ami de la France. Et je ne crois pas que ceux qui appellent un boycott des relations scientifiques soviéto-françaises puissent parvenir à faire cesser notre coopération, qui est devenue une tradition entre les savants de nos deux pays.

Mes collègues étrangers, en particulier des astronomes français, dont beaucoup ont fait connaissance avec mon observatoire, savent que j'ai consacré toute ma vie à l'astrophysique et à la création de l'observatoire de Buran. En même temps, au poste de président de l'Union astronomique internationale et à celui de président du Conseil international des unions scientifiques (I.C.S.U.), j'ai essayé d'apporter ma contribution à l'organisation de la coopération entre les savants de différents pays, entre ceux de la France et de l'U.R.S.S. y compris.

### Plus de contentieux entre M.M. Chavanon et Hechter.

En réponse à l'article paru dans notre numéro du 6 avril et qui concernait le contentieux entre M. Chavanon et M. Hechter, M. Chavanon nous demande d'insérer la mise au point suivante : A la suite de la conférence de presse du 18 octobre 1978, tenue par M. Daniel Hechter, M. Chavanon avait introduit contre celui-ci une instance devant le tribunal de grande instance de Paris.

Dans une lettre adressée à M. Chavanon et communiquée au président du tribunal de grande instance, M. Hechter a précisé qu'il n'avait ni n'aurait eu aucune intention de faire amener au Parlement, leur paraissent, selon les termes de M. Pernot, « une évolution vers l'arrière, vers Balzac ». — M. K.

M. Christian Bonnet, ministre de l'Intérieur, s'est fait présenter, jeudi 5 avril, dans la cour de la préfecture de police, un « échantillon » du matériel roulant neuf en instance de livraison aux divers services de la police nationale, ainsi que les nouveaux équipements de télécommunication. Face du maintien de l'ordre mis à part, la police française compte 15 000 véhicules (6 000 voitures légères, 2 000 fourgons, 3 000 motocyclettes, 4 000 cyclomoteurs). Les matériels livrés en 1978 correspondaient à peu près au quart des véhicules à quatre roues existants, la plus grande partie d'entre eux compensant toutefois les mises à la réforme d'engins anciens. A la préfecture de police de Paris, on constate avec satisfaction que, pour la première fois depuis plusieurs années, le volume du parc de voitures légères va cesser de décroître, grâce à l'apport de 282 véhicules.

Cinq détenus de la maison d'arrêt de Nancy, qui avaient, au mois d'octobre dernier, torturé un de leurs codétenus, pour l'obliger à faire un faux témoignage, viennent d'être condamnés chacun à deux années d'emprisonnement.

### APRÈS SA RENCONTRE AVEC M. BEULLAC

### M. Guermeur se déclare optimiste sur l'application de la loi d'aide à l'enseignement privé

« Nous avons enfin vu la lumière au bout d'un tunnel qui dure depuis de longs mois. Le ministre de l'éducation est très attentif au problème de l'enseignement privé et de ses maîtres », a déclaré, le 6 avril, M. Guy Guermeur, député R.P.R. du Finistère, président de l'Association parlementaire pour la liberté de l'enseignement, après avoir été reçu par M. Christian Beullac. Les parlementaires de cette association s'inquièrent, en effet, des retards et des insuffisances dans l'application de la loi d'aide à l'enseignement privé, dite « loi Guermeur », du nom du député d'origine du texte, votée en 1977 (le Monde du 26 mars 1977).

M. Beullac a répondu favorablement au principal souci de l'association : la publication d'urgence du décret sur les retraites », a précisé M. Guermeur, en annonçant que le ministre de l'édu-

cation avait envoyé le 28 mars au ministère du budget un projet de décret permettant à tous les maîtres de l'enseignement privé, titulaires ou contractuels, des avantages déductibles d'être assimilés à des fonctionnaires de l'enseignement public. Ainsi, près de quatre-vingt mille maîtres pourraient bénéficier d'une retraite équivalente et acquise au même âge que leurs collègues de l'enseignement public. La plupart des vingt mille autres enseignants devraient être intégrés progressivement et dans les mêmes conditions que les auxiliaires du secteur public.

« Le Parlement a voulu établir la parité entre les maîtres des écoles privées et les maîtres des écoles de l'enseignement public ; cette volonté de parité doit être respectée », a conclu M. Guermeur en se déclarant optimiste quant à l'accord du ministre du budget.

## MÉDECINE

### LA JOURNÉE MONDIALE DE LA SANTÉ EST CONSACRÉE A « L'ENFANT, Avenir du monde ».

Chaque année, le 7 avril, l'Organisation mondiale de la santé (O.M.S.) célèbre l'entrée en vigueur de sa constitution par une Journée mondiale de la santé consacrée à un thème particulier. Pour participer, avec les autres membres de la « famille » des Nations unies, à l'année de l'enfant, l'O.M.S. consacre cette journée du samedi 7 avril au thème « Santé de l'enfant, avenir du monde ».

A cette occasion, on rappelle à Genève que, sur les 195 millions d'enfants nés en 1978, 13 millions n'atteindront vraisemblablement l'âge d'un an, faute de soins et de nourriture. Malgré cette hécatombe, que tous les responsables de la santé ont — ou devraient avoir — présente à l'esprit, les enfants en attendant plus du tiers de la population mondiale à la fin de ce siècle. Pour que leur avenir ne soit

pas gâché par la malnutrition et la maladie, l'O.M.S. ne cesse de prôner un certain nombre de mesures aussi simples qu'indispensables, telles que l'alimentation au sein, l'éducation nutritionnelle à base d'aliments locaux, l'hygiène collective, les campagnes de vaccination.

Dans les sociétés nées, les problèmes qui se posent à l'enfance sont bien évidemment d'un tout autre ordre. Il subsiste dans le monde développé, rappelle l'O.M.S., des foyers de misère qui coexistent avec la prospérité. Et parfois, dans ces sociétés de pléthore, l'environnement psychologique des enfants peut se révéler être d'une extrême pauvreté. L'O.M.S. attend de cette journée mondiale de l'enfant qu'elle « crée un climat socio-politique favorable à la prise de conscience des besoins et des problèmes urgents de l'enfance d'aujourd'hui ».

هكذا من الأصل

Une médecine venue du fond des âges

PIERRE VIANSSON-PONTE







ETRANGER

REFLETS DU MONDE ENTIER



Passions kazakhs

La loterie organisée en U.R.S.S. pour financer une partie des Jeux olympiques a déchaîné les passions dans une cantine d'une petite ville du Kazakhstan, raconte la KOMSOMOLSKAYA PRAVDA. Une jeune employée a voulu acheter un billet, mais elle s'est aperçue qu'elle n'avait sur elle que 35 kopecks alors que le billet coûtait 1 rouble. Elle a alors emprunté 65 kopecks à sa directrice, qui lui a dit en riant : « La moitié du lot est pour moi ! »

« On a ouvert l'enveloppe devant tout le monde, et ce fut la surprise : le billet gagnait 10 000 roubles. Le silence de mort a été interrompu par la voix sourde de la directrice : « La moitié est pour moi ! » Elle s'est alors emparée du billet et l'a mis dans son sac ! »

Après que la directrice eut rondement mené les opérations auprès de la caisse d'épargne chargée de verser l'argent, la jeune fille s'est adressée à la justice. Au parquet on est resté pantois. C'était un cas sans précédent : « Débrouillez-vous toute seule et tenez-vous en à votre droit. » La directrice a alors consenti à partager le gros lot, regrettant qu'on n'apprécie pas sa générosité puisqu'elle aurait pu revendiquer 65 % du gain (...). Mais il y a, en plus de la jeune fille, une troisième partie qui n'est pas contente : ce sont les clients de la cantine qui affirment que, ces derniers temps, les « péleménies » (sorte de ravioli de Sibirie) sont de plus en plus mauvais.



Pour le pire

Les nostalgiques du national-socialisme se trouvent actuellement confrontés à un problème assez instancien : couvrir en fusées noires. Du moins si l'on en croit l'information suivante, publiée par le quotidien belge LE SOIR :

« Le petit parti nazi danois envisage de fonder une agence matrimoniale « pour aider les nazis du monde » entier à surmonter ce qui paraît être un problème assez difficile : trouver un conjoint nazi. »

« Ce projet est présenté dans le dernier numéro de l'organe du parti, le National-Socialiste, qui promet que l'agence fournira ses services « à tout nazi déclaré n'ayant pas de maladies ou de tares héréditaires ». Le journal explique que partout l'expérience montre qu'il est difficile, sinon impossible, à un nazi d'être heureux en mariage avec un non-nazi. »

The New York Times

A « macho » macho et demi

« M. William T. Johnson, directeur du bureau des réclamations de la Ville de New-York, a formellement démenti avoir accusé les officiers de police féminins d'être des machos et de se montrer particulièrement durs dans le service, écrit le NEW YORK TIMES. »

« M. William T. Johnson aurait fait cette remarque pour expliquer l'accroissement du nombre des plaintes déposées contre des officiers de police féminins, qui sont passés en un an de dix-neuf à soixante et onze. »

« M. Johnson aurait notamment déclaré que certaines de ces dames policiers veulent ainsi démontrer qu'elles sont aussi capables que leurs collègues masculins. Il faut dire que certains automobilistes sont furieux quand une femme leur met une contravention, et celle-ci tend à réagir avec vigueur. »

« M. Johnson assure que le terme de macho qu'il a employé concernait, en fait, les hommes qui se conduisent comme tels et incitent les femmes policiers à leur démontrer qu'elles ont exactement les mêmes droits et la même autorité que leurs collègues masculins. »

afrique - nouvelle

La chasse aux sorcières est un acte incivique

L'hebdomadaire de Dakar AFRIQUE NOUVELLE se fait l'écho des inquiétudes d'un prêtre nigérien :

« Dans une communication à ses ouailles, Mgr Brian D. Usanga, évêque de Calabar, au Nigeria, a sévèrement condamné la chasse aux sorcières, la torture et l'exécution sommaire des personnes présumées sorcières, actes couramment signalés à travers ce territoire et que le prêtre a qualifiés d'immoraux, d'inciviques et d'irréligieux. De telles pratiques, a-t-il ajouté, sont injustes et sont réprouvées aussi bien par l'Eglise que par toute personne croyant en Dieu. Tous ceux qui s'y engagent sont condamnables tant par la loi morale que religieuse. »

« Mgr Usanga a fait remarquer que beaucoup de gens profitaient de ce prétexte pour éliminer leurs adversaires dans des rivalités tribales ou politiques. »

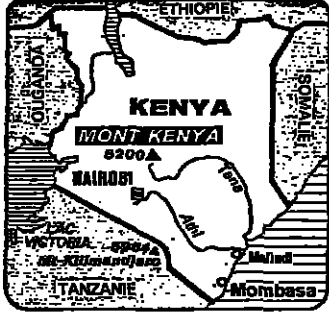
The Washington Post

Des voleurs nantis

Les commerçants américains, raconte le WASHINGTON POST, s'organisent contre les vols dont ils sont de plus en plus souvent les victimes. « L'année dernière, neuf mille deux cents personnes ont été arrêtées dans la région de Washington pour vol à l'étalage, soit 17 % de plus que l'année précédente. (...) Mais leurs efforts pour combattre ce fléau, les grands magasins enchaînent les vêtements de peau et les objets de cuir aux rayons ; ils attachent des tickets de contrôle aux vêtements ; des places sans tam sont installées sur les murs, et des inspecteurs, habillés comme des clients et inconnus même des vendeurs, patrouillent sans arrêt dans les étages. »

« Selon des enquêtes menées l'année dernière, le voleur moyen a des difficultés personnelles, mais il est généralement à l'aise financièrement. Le voleur-type, selon le ministère du Commerce de la capitale fédérale, a fait des études secondaires ou supérieures et dispose d'un revenu de 20 000 dollars par an (83 000 F). Dans les banlieues de Washington, son revenu de vie est même plus élevé. »

Lettre du mont Kenya  
Une délirante cathédrale de glace



LES brumes ont à nouveau pris possession du « couloir ». Dans une atmosphère ouatée, nous n'avons plus d'ancrage à la réalité, excepté par les quelques centimètres de métal des piolets et des crampons fichés dans une glace grise et verticale. Par instants, le coton sa déchire, un monde téneux apparaît : un gigantesque escalier baroque fait d'effrayantes colonnes de glace, tout en surplomb. Puis les cieux, comme s'ils nous en avaient déjà trop montré, se referment, nous laissant dériver dans l'insaisissable. Et maintenant le grésil tombe. C'est Noël.

Qui pourrait croire que nous sommes en Afrique ? Agrippés à la pente de glace vive, nous grimpons le Diamond-Couloir, la plus prestigieuse cascade de glace de ce continent. Six cents mètres d'un bloc. Les difficultés sont telles que toutes tentatives d'escalade ont été avortées avant que le matériel ne fasse d'énormes progrès et que la technique du cramponnage se soit affirmée. Depuis la « première », réalisée par Phil Snider en 1973, ce couloir n'avait été l'objet que d'une dizaine d'ascensions dont aucune française.

De nos jours, les terrains de jeux des alpinistes de pointe sont l'Himalaya, mais aussi les terrains qui défient les limites de la technique. La glace est l'un de ceux-ci. Un piolet ou un marteau-piolet dans chaque main, bien en équilibre sur les pointes avant des crampons — outillage à la vieille méthode française enseignée à l'Ecole nationale de ski et d'alpinisme de Chamrousse — le « glacière » d'aujourd'hui attaque les moindres couloirs, goulottes et cascades pétrifiées par le froid pourvu qu'ils soient verticaux. Particularité de l'escalade des cascades, il ne faut pas taper trop fort. Sinon l'édifice risquerait de s'effondrer. Tout est dans le doigt.

C'est pour ces raisons que nous avons choisi l'ascension du Diamond-Couloir au mont Kenya. Ce sommet à deux têtes, Nelson et Batian, s'élève, au nord de Nairobi, à quelque 5 200 mètres au-dessus de la forêt équatoriale. Il fait partie d'un parc national qui porte son nom.

LE QUÉBEC A L'ANNUAIRE

AMBASSADEUR OU DÉLÉGUÉ ?

« UNE tempête dans un verre d'eau. » M. Jean Deschamps, délégué général du Québec à Paris, essaye visiblement de minimiser l'incident provoqué par la malencontreuse inscription en caractères gras « Ambassadeur du Québec » qui figure à l'annuaire 1979 des abonnés au téléphone (le Monde du 1er mars). Là-bas, au Québec, les journalistes qui ne veulent pas que du bien à M. René Lévesque et à son gouvernement « souverainiste » ont laissé entendre que la délégation avait « payé » cette « insertion publicitaire ». Les Canadiens anglophones ont eu l'indignité, selon leur tempérament.

M. Deschamps souhaite mettre les choses au point. Il faut remonter, selon lui, pour comprendre cette ténébreuse affaire, à l'été 1977. Un fonctionnaire de la délégation rempli alors les formulaires nécessaires pour l'inscription à l'annuaire 1979. (Tels sont en effet les délais habituels.) A cette date, M. Deschamps n'est pas encore à Paris, où il ne s'est installé officiellement que dans le courant de septembre 1977. Le fonctionnaire en question, qui n'est plus actuellement en poste en France, a accompli ce travail de routine comme les années précédentes.

Malheureusement, l'agence qui sous-traite pour les P.T.T. la fabrication de l'annuaire veut rationaliser ses classifications. Le Québec est inscrit à la fois à la lettre D (délégation) et à la lettre Q (à côté de la R.D.A.) et non à la lettre C (Canada) pour des raisons que les Québécois ont amplement expliquées depuis la victoire de M. Lévesque aux élections de novembre 1976. Cette section « ambassadeur » étant désormais simplifiée, la

mention « Délégation générale du gouvernement du Québec » est transformée par la personne chargée de la mise en pages de l'annuaire en « Ambassade du Québec ». Cette inscription restera d'ailleurs telle quelle jusqu'en 1981, puisque la révision n'intervient que tous les deux ans.

« Les P.T.T. ne sont pas responsables de cette erreur. C'est l'agence concessionnaire qui a mal interprété la fiche correctement remplie par nos services », explique M. Deschamps. Une trace de cette fiche est, semble-t-il, conservée à la Délégation. Quant aux caractères gras, le délégué général reconnaît que le Québec paye pour les obtenir, mais que l'ambassade du Canada se contente de l'insertion normale (gratuite) en « minuscule ». Il le fait pour des raisons de commodité.

« Des Québécois ou des Français qui ont besoin de nous contacter nous trouvent ainsi plus rapidement », indique M. Deschamps. Beaucoup de bruit pour rien ? Cela n'est pas sûr. Les anglophones et certains libéraux québécois ont profité de cette occasion rêvée pour relancer une vieille querelle contre la « diplomatie » de M. Lévesque. Le ministre québécois des Affaires intergouvernementales (c'est-à-dire des relations avec le reste du Canada) a dû déclarer officiellement mardi 21 février qu'il s'agissait d'une « erreur technique ».

A propos du Québec, certains mots tels que « souveraineté » ou « ambassade » sont explosifs. Pourtant, quand M. Deschamps passe la douane à Orly ou à Roissy, le fonctionnaire de la police des frontières le salue très naturellement, au vu de sa carte d'identité diplomatique délivrée par le Quai d'Orsay, d'un « Bonjour, monsieur l'ambassadeur... »

DOMINIQUE DHOMBRES.

quant toute la montagne. Souvent elles charrient neige et grésil. Le soleil ne réapparaît qu'en fin d'après-midi pour plonger brusquement derrière l'horizon à 16 heures sonnantes. Après quelques jours de ce rituel, il devenait clair que la saison des pluies se prolongerait.

Mais nous étions là... Avec le temps qui passait, l'humidité commençait à s'infiltrer insidieusement dans nos résolutions. Pourqu'il ne pas aller taquiner le rocher brûlant d'Hells-Gate, merveilleuse falaise de rhyolite rouge sombre qui se dresse dans les vastes paysages alpins. Une goulotte verticale d'une glace grise et dure forme la première défense. Ensuite quelques bombements d'eau pétrifiées sont comme les marches d'un escalier royal qui viennent buter contre une cathédrale de pur style baroque, entrelacs d'arcs liquides figés. Enfin une ample pente terminale lisse

est inoubliable. Il est d'une construction inconnue dans les Alpes. Une goulotte verticale d'une glace grise et dure forme la première défense. Ensuite quelques bombements d'eau pétrifiées sont comme les marches d'un escalier royal qui viennent buter contre une cathédrale de pur style baroque, entrelacs d'arcs liquides figés. Enfin une ample pente terminale lisse

CHRISTINE DE COLOMBEL.

ISLAM

Pas de voile pour faire plaisir à l'ayatollah !

LEILA ABOU-SEIF a trente-cinq ans. C'est une belle jeune femme brune au corps souple et au regard narquois. Née dans une famille de la bourgeoisie égyptienne, docteur en art dramatique de l'université de Philadelphie, elle aurait pu rejoindre à New-York une scène désignée par le boulevard à carottes. Nulle imprégnation idéologique ne lui soufflait de choisir une autre voie.

Sans avoir jamais mis le doigt dans le moulin engrenage politique, ignorant d'instinct les organisations officielles de femmes arabes et leur rible ronron sur la parité des sexes — dans — notre — société —, elle est devenue en Egypte, en quelques années, par son attitude individuelle anticonformiste à l'égard des problèmes sociaux en général et féminins en particulier,

par son modernisme et son laïcisme, un objet de scandale pour les uns, d'admiration pour les autres. Les autorités islamiques et la censure s'en sont prises à plusieurs des pièces de théâtre qu'elle a montées. Al-Azhar a fulminé contre le Coran chanté sur musique pop, tandis que le pouvoir lui a interdit l'entrée du théâtre — un ancien caravansérail au cœur du Caire populaire — où elle faisait passer l'acteur Naguib Sourour (1) contre « les publicités de déodorants dont on submerge un peuple qui a faim ».

La vie privée de Leila Abou-Seif est aussi un défi. Devant l'absurde intransigence de l'Eglise copte-orthodoxe, au sein de laquelle elle est née, à l'égard du divorce, elle n'a pas hésité à changer de rite — elle est devenue copte-protestante — seul artifice lui permettant de retrouver sa liberté, mais sûr moyen aussi de voir sa communauté d'origine lui tourner le dos. Pour couronner le tout, contrairement à tous les usages égyptiens, elle s'est installée seule.

L'an passé, malgré toutes sortes d'embûches administratives et de problèmes financiers, Leila a tourné un film : *Où est ma liberté ?* Elle y laisse parler de leur vie neuf égyptiennes de diverses appartenances sociales et politiques. Appréhée en Amérique, cette œuvre banale mais pourtant explosive a été présentée, comme c'est l'usage en Egypte, dans maintes séances privées, avant d'affronter Anasthasie.

Au moment où la réalisatrice préparait ce nouveau combat avec la censure, les femmes iraniennes sont descendues dans la rue pour protester contre le port du tchador. Pensant trouver à Paris, où se constituait le Comité international des droits des femmes, d'autres féministes arabes — concernées s'il en est par la question du voile ! — elle est partie pour Téhéran, via la capitale française, avec la bénédiction de Colette Nabarouli. Agée de quatre-vingt-deux ans, mais assez active pour venir prendre part à Khartoum à un colloque international sur les mutilations sexuelles féminines (le Monde du 28 février et du 1er mars 1979), celle-ci fut, en 1973, avec Hoda Charaoui (disparue en 1947), la première musulmane à oser paraître dévoilée en public.

A Paris, pas la moindre militante arabe en partance, et Simone de Beauvoir ne se rendait finalement pas à Téhéran, d'où la féministe américaine Kate Millet qualifiée de « folle », se faisait expulser. Leila Abou-Seif est quand même allée en Iran avec un groupe d'une quinzaine de féministes européennes (le Monde du 23-3-79).

« Dès Paris, j'avais trouvé bizarre que des organisatrices nous munissent d'un couvre-tête d'étoffe noire, mais la première iranienne que nous vîmes à l'ae-

report était en cheveux. A l'université, jeans et tchadors se côtoyaient, dans la tolérance. On n'y a seulement gratifié d'un sec : « Sadate est un autre chah ! » Ensuite nous avons rencontré, dans le plus grand secret, quelques iraniennes antitachador, qui n'ont paru vivre dans la crainte. Un climat bien plus détendu régnait à une réunion publique du parti du petit-fils de Mossadegh. Là j'ai retrouvé les idées nationalistes, laïques, modernistes qui auraient pu être ceux d'un Wafd (2) réjuni en Egypte. »

Leila Abou-Seif pense que seul un climat libéral et démocratique puisse permettre l'organisation de la lutte pour l'émancipation réelle des femmes en Orient. Le marxisme ? « Il n'y a pas un seul Etat communiste où les femmes participent au pouvoir et soient réellement libérées de l'oppression masculine ! » Elle est allée en Iran, car elle estime que l'avenir de toutes ses sœurs orientales (y compris les chrétiennes, assujetties, par mimétisme social, au voile et à la claustration) va se jouer là-bas : depuis l'accentuation du côté islamique de la révolution iranienne, les intégristes égyptiens ont trouvé un nouveau souffle pour leur campagne en faveur du retour au voile.

« Le voile, cela peut dire pour nous aussi bien la réputation à volonté que le divorce impossible, les enfants enlevés à sept ans à la femme sans reproches répudiée, le droit au plaisir diminué par l'excision. Aussi mon sang n'a-t-il fait qu'un tour lorsque chez l'ayatollah Taleghani, qui nous a dit : « La femme est faite pour le foyer », l'une des féministes iraniennes m'a fait coiffer un fichu ! Je me suis sentie humiliée et soignée. De retour à l'hôtel, j'ai explosé : « Se voiler ici, c'est cracher sur les féministes de ce pays ! Aller à Qom voir l'ayatollah Khomeiny en tchador, c'est un geste politique que je n'accomplirai pas ! »

Finalement, seules quatre des compagnes de voyage de Leila sont allées — en voile — chez le patriarche de Qom, qui les a reçues quelques minutes. Leila est revenue au Caire un peu triste de cette reculade. Pour se consoler, elle a trouvé dans la presse de son pays des articles véritablement ordinaires, la traitant de « dépravée », de « dévergondée », et d'« avocate de la nudité » alors que « la tradition islamique demande à la femme une tenue respectueuse. »

L'ayatollah a désormais ses fidèles en Egypte aussi.

J.-P. PERNICEL-HUGOZ.

(1) Comme aussi pour ses poèmes, Marjane, mariée à une Russe, Naguib Sourour s'est suicidée l'an passé à l'âge de quarante-huit ans.

(2) Wafd fut le grand parti nationaliste égyptien de 1919 à la révolution de 1952. Reconstitué en 1977, il s'est autodissous en 1978, estimant que les conditions d'une vie démocratique n'étaient pas encore réunies en Egypte.

فكرنا من الأصل



صحنه اول

RADIO-TELEVISION

BOULEZ ET CHÉREAU DE L'OPÉRA DE PARIS A ANTENNE 2

Ses premiers clients servis, « Lulu » s'offre à tout le monde

**L**a création de l'Opéra de Paris de Lulu, d'Alban Berg, avec pour la première fois son troisième acte, dont l'orchestration a été achevée par Friedrich Cerha, est sans conteste le grand événement de la saison lyrique (le Monde des 14 et 27 février) : innombrables sont ceux qui n'ont pas trouvé de place pour les huit représentations du palais Garnier et attendent que la télévision, le 15 avril, leur permette de découvrir le chef-d'œuvre unanimement célébré par la presse.

Ce n'est pas dire cependant que l'œuvre exerce le même attrait sur tous les critiques musicaux : « Tout me révolte dans ce spectacle : sa conception, le monde qu'il évoque... Lulu me donne la pérorée, me rend escomptée. Je refuse devant elle la même fondamentale réputation que devant Holocauste », (Jean Cotté, France-Sor.) Pour Clarendon (le Figaro), « Lulu appartient à un autre monde que le nôtre. Elle est une bête, et encore ! Le titre dénote pour se moquer. Lulu, tel le cobra, tue pour éjecter son venin. Mais au monde pour détruire, complètement inconscient, insensible aux désastres qu'elle provoque. Menue comme un insecte, grande comme le destin, avec cela pitoyable. Les poisons qu'elle distille pénètrent subtilement dans les veines de ses victimes et de l'auditeur. La musique ne fait qu'accroître la puissance maudite du drame qui se joue sur la scène ».

Dans la loge de Lulu-Danuse, le prince déserte sur son « éme » en humant un panache de mousseline ». (Sylvie de Nussac, l'Express.) « Lulu est un produit de cette société dérivée qui la Traviata, mais en même temps une créature venue d'ailleurs, une tour de bois de Méliandre, un petit être faible et féroce à la fois. » (Pierre Julien, l'Aurore.)

L'ensemble du spectacle suscite un enthousiasme général, en particulier les décors de Richard Feduzzi, « froidement dictatoriaux de pesanteur défectueuse les tourments humains, l'ourlet d'une ère maudite » (le Figaro), « grandes masses de porphyre, opaques, lumineuses, des vitrines en vain, des escaliers pour rien. Pour un mariage de mœurs, grand parc solitaire et glacé, aux éclatantes dédaignes. L'espace est désert, hostile, brillant pour l'absence des silhouettes et des robes d'une splendeur dérivée », écrit André Tubeuf (le Point).

Et la critique du Point célèbre non moins la splendeur de la mise en scène de Chéreau « jusqu'à l'immolation finale, d'une amertume brusque, nue, insupportable », avec d'éclatantes réusites, tels, à l'acte III, « ces grands ensembles, précis comme chez Rosini, absurdes comme chez les Murr Brothers, et caractérisés comme chez le Renard de la Règle du jeu avec l'infériorité du maître de ballet et l'œil du peintre. Règle du jeu, en effet : tout le monde gagne, tout le monde perd, tout le monde est cirque ».

Furieux, en transposant l'action de 1900 à 1930, Chéreau, selon France-Sor, donnerait « à Lulu un petit côté parisien, épuré, raffiné, qui contemplerait l'horreur d'un point de vue esthétique plus qu'elle n'y participe. Elle a un côté grand couturier. Elle sent le parfum ; elle n'a plus ces lourds effluves de bouges germaniques, ces senteurs de charbonnade boudoirs qui prennent à la gorge dans Weledind ».

breuse de voyeurs affaiblissant le combat singulier entre Schoen et Lulu, circonscrit par la forme rigoureuse de la sonate ; au deuxième acte, le « mariage » de Lulu et de Schoen (une idée du film de Pabst), qui rend assez invraisemblable le meurtre et se trouve d'ailleurs contredit par le texte même ; à la fin, le remplacement du professeur muet par un main comme premier « client » de Lulu, ce qui rompt

d'accommodement à la mode rétro », regretant que pour cette première représentation initiale on ne s'en soit pas tenu à une réalisation plus rigoureusement conforme au texte et aux intentions de Berg. Le problème se posant de façon toute différente qu'à Bayreuth pour la téralogie que tout le monde connaît par cœur.

A cette attaque en règle, Boulez et Chéreau ne répondent

l'œuvre, de retrouver l'efficacité fondamentale des situations mises en scène par Weledind et Berg. Pourquoi 1930 ? Parce que l'époque 1900 a perdu presque totalement sa force dans le bagage intellectuel de nos contemporains et qu'il fallait redonner au drame son agressivité et sa virulence. » (Chéreau).

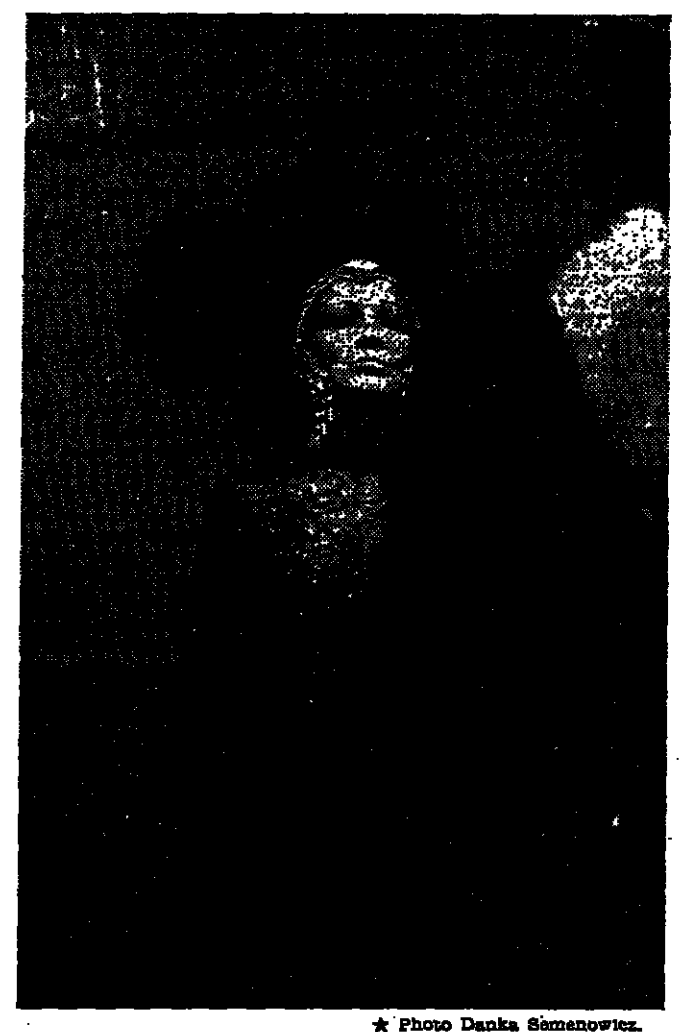
Si l'on ne retrouve ni l'atelier classique du peintre, ni la loge caennaise de Lulu ni la manivelle londonienne, c'est, dit Richard Feduzzi, qu'il fallait éviter les clichés anecdotiques de la bohème 1900. Si le professeur muet du dernier acte est remplacé par un main, dit Chéreau, c'est qu'il était utile d'illustrer l'intention musicale de Berg (le monde enfantin de la comonette) que de chercher une ressemblance avec le professeur de médecine qu'on n'a fait qu'enlever au premier acte. Et ainsi de suite.

Boulez insiste sur la liberté qui doit être laissée à la mise en scène ; celle-ci n'est pas « une enveloppe dans laquelle on met une lettre. Ce qui est intéressant, c'est l'entrecroisement des personnalités, l'arborescence que la greffe d'une autre personnalité sur une œuvre provoque. La construction musicale est assez forte pour ne pas nécessiter une répétition scénique de ce qui se passe entre les chanteurs et l'orchestre. L'important pour un metteur en scène est de voir une œuvre et de la prendre et de la donner, tout en sachant que ce qu'on donne à ce moment est un phénomène tout à fait temporaire et personnel, ce qui nous rend à la fois parfaitement libre et humble, et très orgueilleux ».

Il est certain que la création de Lulu n'aurait pas eu un aussi grand retentissement si elle n'avait été aussi fortement marquée par les personnalités de Chéreau et de Boulez. Certes, en la traitant d'emblée, et magnifiquement, avec une évidente liberté comme une œuvre connue, ils n'ont pas fait de cette représentation parisienne le « métré-étalon » rigoureux et fidèle au dessin de Berg auquel on pourrait se référer pour des interprétations ultérieures. Mais une géniale récréation ne vaut-elle pas toujours mieux qu'une reconstitution rigoureuse et morte ?

**JACQUES LONCHAMPT.**

★ Dimanche 15 avril, A. 2, 30 h, 35. ★ Signalez dans le Monde de la musique de mars un excellent dossier de Louis Daudet avec Lulu en roman-photo.



★ Photo Danka Somanowicz.

la récapitulation, au moins fantasmagique, des trois maris, voulue par Berg ; la transposition en 1930 d'un livret daté de 1900 et avec lequel le compositeur avait vécu depuis 1905.

Plus généralement, Janczewska allait jusqu'à dire que « par moments, la mise en scène dénote purement et simplement ce qui est écrit dans la partition ». Il y voyait « une sorte de sourire et

pas avec moins de vigueur : « Quand Berg a pris le texte de Weledind, il n'a pas considéré le respect comme une vertu première. Il a pris le texte qui lui convenait pour la faire participer à sa propre structure musicale : il y a donc un respect qui est plus fort que le respect. » (Boulez). « Le respect est un faux problème dans la mesure où il s'agit d'aller au cœur de

La mode rétro

Mais sans doute faut-il écouter davantage la musique de Berg et la direction de Boulez : « J'aimais le langage de Berg, et le plus radical à la fois comme le plus compositeur, n'a mieux été restitué dans ses jeux de miroirs, dans sa géométrie de formes enchevêtrées, dans ses forces contraires constamment affrontées, dans sa recherche de ténors inouïs. L'Orchestre de l'Opéra (...) vibre organiquement dans les profondeurs (...), étale et se répand partout comme un fleuve multiple, comme une immense polyphonie de sensations. (...) Et l'on sent quelquefois passer sous les doigts de Boulez un souffle d'émotion, un léger tremblement de tendresse pour les personnages tragiques auxquels il donne un visage musical. Toute la fraîcheur, toute la vérité, toute la beauté miraculeuse de la représentation, tiennent sur ce fil tendu entre Patricia Chéreau et Pierre Boulez » (Maurice Fleuret, le Nouvel Observateur).

On pourrait s'interroger d'une critique pour une fois aussi manique et devenue ainsi lyrique sous le coup de l'émotion... Avec un peu de recul, des objections n'ont pas manqué de se faire jour. Etant donnée la liberté coutumière de Chéreau, c'est évidemment son « irrespect » de l'œuvre qui est mis en cause, en

particulier par certains de nos lecteurs : « Une fois de plus, Patricia Chéreau s'est affranchi de toute soumission aux indications scéniques de Berg. Peut-on juger normal qu'un metteur en scène ignore la propriété morale du compositeur sur son œuvre ? » nous écrit M. Pierre Isidore. De même M. Garrell, après avoir détaillé tous les défauts et les écarts de Chéreau, conclut : « Les fantasmes du metteur en scène passent avant le respect du texte, quitte à en compliquer ou à en détruire la compréhension ».

Ce sont les mêmes objections que l'on a retrouvées chez un des meilleurs connaisseurs de Berg, Dominique Janczewska, lors du colloque sur Lulu organisé par l'Institut autrichien à l'IRCAM, émettant d'ailleurs cette remarque ironique de Pierre Boulez : « Je suis étonné que ce fil tendu entre Patricia Chéreau et Pierre Boulez ait pris pour une fois une attitude très intéressante ; j'ai cru entendre Mgr Lefebvre ».

Les arguments du directeur de Musique en jeu ne manquent cependant pas de pertinence : l'interminable, par exemple, l'absence d'images plastiques illustrant dans le prologue le parallélisme entre le livret et la forme musicale ; à la fin du premier acte, la présence d'une foule nom-

Une petite fille paumée

Tous n'ont pas la même antipathie pour cette femme, qui est « moins la citoyenne d'une Babylone 1900 flottant dans le démi-monde que l'ère future empêchée par la loi du paiement comptant ». (J.-P. Leonardini, l'Humanité.) Dans la mise en scène de Patricia Chéreau, Lulu, incarnée par « la prodigieuse Teresa Stratas », est « la victime d'une société qui s'empioie — le tour n'est pas neuf — à la faire passer pour un bonhomme. Une petite fille paumée (il y aurait à dire sur ces enfants perdus dont Chéreau parait se passionner), tantôt passive, tantôt éblouissante d'instinct vital. Laisant faire et dire. Autour de cette proie, de ce vide vertigineux, tournent les hommes : « Tous, sans exception, d'une coquetterie, d'une hypocritie monstrueuse », dit Chéreau.

LA DÉMISSION DU PRÉSIDENT DE L'INSTITUT NATIONAL DE L'AUDIO-VISUEL

L'INA, le mal-aimé

par PIERRE EMMANUEL

**B**ien que sa création eût été recommandée par la commission culturelle du VI<sup>e</sup> Plan, l'Institut national de l'audiovisuel n'était pas prévu dans le projet initial de réforme de l'ancien O.R.T.F. Il y fut introduit par un vote du Parlement. Du fait que cette création était imprévue, l'INA réunit d'une juxtaposition arbitraire de services de l'ancien O.R.T.F. : les archives, la formation professionnelle, la diffusion culturelle et le service de la recherche, longtemps animé par Pierre Schoffer.

L'INA était ainsi le seul héritier ne succédant à aucune organisation antérieure, et donc dépourvu de toute administration. Aucun de ces services ne s'était administré lui-même et ne possédait les cadres nécessaires à cette mission. D'autre part, aucun mode de financement autonome n'ayant été prévu, le parti fut pris de faire transférer par les sociétés de programmes une contribution forfaitaire, au lieu de verser directement à l'INA sa part du produit de la redevance. Cet artifice créa une dérive que permit, maintenant l'INA dans une situation délicate à l'égard des sociétés de programmes qui regardent la contribution comme un prélèvement contraire sur leur budget propre.

Les charges initiales de l'établissement n'ont été que très imparfaitement évaluées par les pouvoirs publics au moment de l'établissement de l'O.R.T.F. C'est ainsi qu'il ne disposait ni d'une dotation initiale

ni d'un fonds de roulement, et que jusqu'ici son maigre budget d'investissement ne lui a pas permis de concentrer ses services dispersés en une dizaine de points dans Paris et dans la banlieue parisienne.

Enfin, et ce n'était pas la moindre difficulté, aucune orientation initiale ne prédisposait les divers départements de l'INA à travailler solidairement. Au contraire, l'exception

Une institution unique au monde

La part choisie, dès que me fut proposée la présidence, fut d'une tout autre nature. Je m'employai à définir entre les fonctions de l'Institut un principe de cohérence qui assurât l'originalité et le dynamisme de celui-ci. Ce principe me paraissait évident. L'Institut, sans manquer à ses activités de service, devait être un organisme de prospective de toutes les questions que pose le développement de la communication audiovisuelle. Le champ de ces questions est vaste, de la technologie à la structure des relations sociales en passant par la recherche de nouvelles formes de création et de nouveaux domaines d'application de l'audiovisuel. L'Institut national de l'audiovisuel, institution unique au monde, pouvait être le creuset de l'invention en matière audiovisuelle, un lieu de référence où la recherche, l'expérimentation, la création, la coopération avec les différents milieux qu'intéresse l'évolution de la civilisation audiovisuelle traitent de pair avec une nouvelle conception des archives et de la formation.

Une telle mission ne pouvait être remplie que si elle était voulue et définie explicitement par le gouvernement, à charge pour lui de donner à l'Institut les moyens de la remplir. J'ai constamment, pendant quatre

ans, rappelé la nécessité de cette définition, par des rapports au président de la République et aux différentes autorités de tutelle. Mon impression est que le gouvernement, attentif en premier lieu aux archives et, en second lieu, à la formation professionnelle, éléments lourds de l'Institut, a considéré la recherche comme adventice, alors que c'était elle que je tentais de privilégier pour en faire l'essence de l'ensemble des services de l'Institut. Un des membres du conseil d'administration représentant la tutelle a même parlé de ce sujet de « priorités du président » comme si ces priorités s'opposaient à d'autres. Cette erreur d'appréciation est à mon avis une erreur d'imagination et de prospective. D'ailleurs, elle n'est pas que la faute des pouvoirs publics et de l'administration.

L'héritage de l'O.R.T.F. est aussi psychologique. L'audiovisuel, service public, bût tout entier autour du petit écran, masque à beaucoup de professionnels des évolutions pourtant prévisibles. Les habitudes qu'a créées sur le public la télévision telle que nous la connaissons depuis un quart de siècle ont fait croire à sa pérennité absolue. Cette illusion anesthésie l'arrogance des uns, l'esprit catégoriel des autres, l'incertitude de l'imagination chez la

plupart. On ne peut donc dire que l'INA, voué à une fonction critique par sa conception évolutive de l'instrument et de ses effets, ait été généralement bien reçu dans les milieux auxquels, et avec lesquels, il pouvait poser des questions nouvelles. Ces milieux n'étaient pas seulement attachés à l'INA. Ils pouvaient aussi bien lui être intéressés.

Pourtant la partie était passionnante. Je ne regrette pas d'avoir tenté de la jouer. Je voudrais dire en quelques lignes quel en était l'enjeu.

Faire passer l'esprit de la recherche dans l'ensemble des activités de l'Institut, c'était faire de lui un immense laboratoire d'expériences. D'abord, dans l'ordre de l'image. Le petit écran, quelle que soit la qualité de ses produits, offre presque toujours, dans la dramatique comme dans le documentaire, le même type de langage linéaire, de peur d'offusquer le spectateur, ne joue pas avec l'ensemble des possibilités de l'image, du verbe et du son. Il n'a pas su créer d'espace ni de mouvement propres. L'INA avait pu tenter de les créer. Il lui aurait fallu, sans doute plus de liberté, une acceptation plus franche de la vidéo légère, moins de lourdeur et d'esprit de défense que quelques-uns. Cependant, divers bancs d'essais et certaines tentatives de lien télévision et cinéma ont été plus qu'honorables.

Les Ateliers de recherche et de création avaient été conçus en accord avec M. Michel Guy, qui en avait compris tout l'intérêt, pour permettre à des artistes et à des scientifiques de faire leur langage en images animées et de penser directement en images. Cela pouvait ouvrir à des créateurs de diverses

disciplines un champ que jusqu'à se réservaient les professionnels. Ainsi, toute une production nouvelle « expérimentale » aurait pu contribuer à la modification des formes et des rythmes. Encore aurait-il fallu que cette production eût accès au petit écran, sans considération des critères d'écoute, car il est bien évident que, dans un premier temps, elle aurait été rejetée de la plupart des téléspécimens.

Surtout, le Groupe de recherches

Une des formes de la mémoire historique

La plus grande richesse de l'INA, dit-on communément, est dans ses archives. Cette richesse ne vaut que si elle est maintenue et exploitée. L'état des archives laissées par l'ancien O.R.T.F. a demandé un effort de réparation et d'indemnité que le public et même des autorités mesurent mal. Les exigences d'utilisation par les sociétés de programmes croissent considérablement chaque année. La complexité des questions de droits d'auteur rend difficile une exploitation rentable des meilleures œuvres. Cependant, les images d'archives sont bien l'une des formes de la mémoire historique, sociale et culturelle, et sont donc susceptibles de bien des emplois.

Ce que le public conçoit moins, c'est qu'elles posent des questions aux historiens, aux politiciens, aux sociologues, aux psychologues, etc. C'est un matériau d'expérience et de critique. Le simple concept de critères de validité de l'image comme document pose des problèmes que les scientifiques ont résolus depuis longtemps pour ce qui est des archives écrites. D'une manière générale, l'introduction en masse de l'image dans notre civilisation moderne est un élément modificateur qui intéresse l'ensemble des

sciences humaines. Avec l'Institut des sciences politiques, l'Ecole des hautes études en sciences sociales, et d'autres établissements universitaires, l'INA a tenté d'ouvrir ce nouveau champ d'exploration.

Les archives d'hier ne sont pas les seules : il y a celles de demain. Une politique volontariste a été proposée, d'une part pour constituer un inventaire de ce qui est en train de disparaître sous nos yeux, d'autre part pour former la mémoire vivante de ce qui est en train de naître. J'avais révisé d'un inventaire audiovisuel de la France d'hier et de celle de demain, encore et pour peu de temps simultanément. J'avais révisé de voir l'audiovisuel accompagner la naissance et la formation d'une ville nouvelle, servir de médiateur entre les groupes en train de se former, créer un espace de la communication lié étroitement à celui des urbanistes : une société en train de se voir naître et prenant ainsi conscience de ses intérêts divers et de sa solidarité. Ce qui m'amène à l'un des aspects essentiels de l'orientation que j'ai voulu donner à l'INA : l'apprentissage collectif de la communication audiovisuelle.

(Lire la suite page 12.)

Pour des raisons d'actualité, la publication du troisième et dernier article de la série de Pierre Schoffer sur « l'Incommunication de masse » est reportée à la semaine prochaine.



## RADIO-TELEVISION

## L'INA, le mal-aimé

(Suite de la page 11.)

Le besoin de communiquer se fait de plus en plus sensible dans une société où le manque d'air et d'esprit de dialogue entre ses membres. Expérimenter les types de médiation que, dans divers milieux, peuvent fournir localement des médias de groupe, c'était rendre possible un tel apprentissage. D'où l'importance que j'attachais à la « régionalisation ». Dans un certain nombre de régions, de districts et de villes, nous avons travaillé ainsi avec les autorités locales, les milieux universitaires, pédagogiques et culturels, les divers groupes d'intérêt professionnels et sociaux.

Créer un tel état d'esprit, c'était, à moyen terme, dessiner un réseau d'information susceptible d'agir dans les deux sens, du centre à la périphérie et de la périphérie au centre. C'était, entre autres choses, imaginer un jour des vidéothèques accessibles à tous dans divers centres et jouant un rôle de foyers d'échanges audiovisuels. Mais c'était aussi toucher à la sphère politique, dans la mesure où, pour l'instant, la communication audiovisuelle est monopolisée. Il s'agit de savoir, pour cette raison même, si tout ce qui a été fait par l'INA dans ces domaines sera préservé et pourra se développer.

La civilisation de l'audiovisuel est planétaire. L'INA, institution nationale, doit aussi jouer un rôle international. D'abord en tant que centre de formation : plus de deux cent cinquante stagiaires nous sont envoyés pour deux ans, principalement d'Afrique et d'Asie. Cela impose un devoir d'hospitalité, une certaine idée du rapport culturel qui se noue au cours de ces stages. La France n'exporte pas que des technologies, elle exporte un système de pensée lié aux instruments eux-mêmes. L'ambition de l'INA était d'être un lieu de réflexion avec ses partenaires des pays en voie de développement. Cette réflexion aurait dû conduire à de nouvelles formes de

diffusion culturelle, les pays intéressés souhaitant de plus en plus des coproductions réalisées sur place et traitant de leur propre développement.

La réflexion sur l'audiovisuel va très vite et elle a des effets directs sur les techniques et la création. La France ne doit pas rester en arrière. L'INA s'était donc liée à des partenaires canadiens et américains en vue de projets communs. Des conventions avaient été signées, des plans de travail pour trois ans ébauchés. L'austérité budgétaire a contraint d'y renoncer, mais aussi la difficulté psychologique qu'ont les Français de se mesurer aux étrangers. Pour les mêmes raisons, nous avons dû renoncer à un accord prometteur avec la radio-télévision espagnole, système en pleine évolution dans l'Espagne nouvelle. L'INA maintient cependant quelques relations avec les milieux allemands

et japonais de télévision. Mais ce sont là des pierres d'attente de ce qui pourrait être fait non seulement sur le plan des échanges culturels mais aussi celui de la recherche.

Car cette dernière est la véritable originalité de l'INA. Non la recherche théorique, comme celle qui se poursuit dans les universités, mais la recherche expérimentale analysant ses propres résultats sur le terrain et y développant ainsi de nouvelles formes d'action. La recherche est, je l'ai dit, liée étroitement aux autres activités de l'INA : production, enseignement, utilisation de nouvelles techniques, évolution de la conception des archives. Sur ce dernier point, une Fédération internationale des archives de télévision s'est créée à l'initiative de l'INA et commence à jouer un rôle important dans l'élaboration d'un système documentaire international.

## La « formation d'un téléspectateur actif »

Les possibilités de l'audiovisuel en matière pédagogique sont maintenant reconnues. C'est presque une révolution à l'école, il convient d'en prévoir les formes et les effets. L'INA s'efforce de développer et d'affiner la sensibilité de l'enfant au monde du son et de l'image. Il tente de former leur esprit critique principalement en les amenant à réaliser eux-mêmes montages sonores ou visuels. Plus généralement, les chercheurs de l'INA s'emploient à favoriser la réflexion des enseignants et de leurs élèves sur leur propre expérience de téléspectateurs, en leur faisant prendre conscience des aspects culturels et sociaux du phénomène télévision. Le capital d'archives télévisées dont l'INA a reçu la propriété ou la gestion peut alors être largement utilisé et mis en valeur. C'est pourquoi l'institut s'est associé au projet interministériel de « formation d'un téléspectateur actif » lancé par le Fonds d'intervention culturelle.

Parmi les expériences de communication locale, enrichissant les relations existantes ou palliant un manque de relations, la plus intéressante a été Radio Solitude lancée avec le concours de France-Culture, et qui a relié par radio deux communautés isolées dans les Cévennes. Un autre programme, lancé par l'INA, plurimédia, a traité la communication par l'audiovisuel entre gens de la mer et du littoral. Il concerne près de quarante mille navigateurs de la marine marchande et leurs familles. Ses objectifs sont : la formation professionnelle des marins soit dans leur métier, soit en vue d'une éventuelle reconversion, l'organisation culturelle des loisirs à bord, la communication entre les marins et leurs familles.

C'est et en miroir de ces diverses activités expérimentales, l'INA a conçu ou envisagé un programme de publications en trois volets. Il s'agit d'abord d'exploiter à des fins pédagogiques (études de langues et de civilisations) ou artistiques (synthèses d'œuvres de personnalité) des archives notamment sonores. D'autre part, de publier des travaux de recherche théorique sur la communication et l'audiovisuel. Enfin, avec la Documentation française, de rendre compte des expérimentations réalisées à l'initiative de l'institut. A cela s'ajoute la revue Vidéo-Communication publiée par les soins de celui-ci.

C'est donc l'ensemble des moyens d'expression et de communication

## Correspondance

## DREYFUS UN AN APRÈS...

Nous avons reçu de M. Marc Gutwiler, professeur à Lorient, la lettre suivante :

A la suite du passage d'Holocauste à la télévision et de la grande importance que lui a donnée M. Beullac en demandant que tous les jeunes Français suivent cette émission, et que les professeurs en parlent ensuite en classe, je souhaite parler de ma réaction expérimentale auprès de mes élèves de classe de troisième.

Faisant un cours sur la III<sup>e</sup> République, j'ai évoqué l'affaire Dreyfus ; les élèves se sont alors exhalés : « On a vu à la télé, l'année dernière, l'émission sur Zola et Dreyfus ! » Je me suis donc — pour ces élèves très sérieux — contenté de rappeler les faits principaux de l'affaire. Huit jours plus tard, dans un contrôle écrit, j'ai demandé, entre autres questions : « Que vous évoque le nom de Dreyfus ? » Seules cinq copies pouvaient être considérées comme exactes ; les vingt-deux autres joignaient l'ignorance à la fantaisie. Qu'en en juge ?

« Dreyfus est un général français qui, pendant la guerre 14-18, fut accusé d'avoir collaboré avec les Allemands. »

« Dreyfus et le général Boulanger furent tous les deux condamnés à mort au tribunal. On en parle encore aujourd'hui. »

« Dreyfus entraîne un conflit social avec des juifs. »

« Dreyfus est un homme qu'on accuse d'espionnage. Emile Zola a réussi à démontrer sa culpabilité. »

« L'affaire Dreyfus, c'est une affaire qui a été écrite par Emile Zola (un écrivain). »

« L'affaire Dreyfus fut un énorme scandale au début du siècle à cause d'un ouvrier de couleur trahissant d'une fausse qu'il n'avait pas faite. »

C'est un incident avant la guerre 14-18. Dreyfus avait tué plusieurs femmes et était passé au tribunal, mais Zola se méfiait à ce propos.

Cette énumération n'a pas pour but de présenter une collection de « perles » ni de donner une vision inquiétante du niveau des élèves ou des enseignants en 1979. La preuve : les réponses à d'autres questions aussi ardues (mais qui avaient été étudiées « classiquement » en classe) étaient fort convenables. Je souhaite plutôt montrer ce qui reste dans l'esprit des jeunes téléspectateurs un an après une émission.

Que restera-t-il d'Holocauste dans un an ? On méprise dans moins d'un an : samedi dernier, de jeunes élèves de C.M. 3 déclaraient à France-Inter, vers 16 h. 45 : « Holocauste, c'est les

Arabes qui voulaient tuer tous les juifs. » Qu'y a-t-il de différent dans l'esprit des jeunes — et des moins jeunes — entre la famille Weiss d'Holocauste, Kojak, Zola, Mazarin, l'inspecteur Maigret, Dreyfus et Léon Zitrone ?

## Les films de la semaine



\* Balma et Charly dans « Fanny » (1932). Lundi 9, FR 3, 20 h. 30.

● NOBLESSE OBLIGE, de Robert Holmer. — Dimanche 8, TF 1, 17 h. 40.

L'élégant Dennis Price, champion du crime parfait, expédie dans l'autre monde, avec désinvolture, huit membres de l'aristocratie britannique (dont une suffragette), tous interprétés par Alec Guinness. Narration à la première personne et mise en scène rappelant le Roman d'un tricheur de Sacha Guitry. Satire de la haute société édouardienne, délectation de l'humour noir anglais.

● TOUT LE MONDE IL EST BEAU, TOUT LE MONDE IL EST GENTIL, de Jean YVES. — Dimanche 8, TF 1, 20 h. 30.

Les débuts de Jean YVES, auteur-réalisateur. Cible : le monde de la radio publicitaire. Une suite de sketches dont certains sont mordants et drôles, d'autres d'un mauvais goût appuyé (l'exploitation de la « mode Jésus »). Le mépris goussard de Jean YVES à l'égard des « imbéciles » l'entraîne déjà à se dire, se montrer, supérieur à tout le monde. C'est décevant.

● L'INTRUS, de Clarence Brown. — Dimanche 8, FR 3, 22 h. 40.

Appartient à un courant d'après-guerre où le cinéma américain tentait d'aborder avec sérénité et un certain sens de l'autocritique le problème du ra-

cisme à l'égard des Noirs. Tiré d'un roman de Faulkner, le scénario se réfère à une façon de penser, des sentiments généraux qui paraissent bien insuffisants aujourd'hui. Il faut voir surtout dans l'intrus la peinture bien fouillée d'une petite ville sudiste dont la mentalité se rattache encore à la guerre de Sécession et à la « loi de Lynch ». Et puis, surprise, Clarence Brown, l'imagier du romanesque hollywoodien, avait tourné cela en décors naturels et sans vedette.

● FANNY, de Marcel Pagnol et Marc Allégret. — Lundi 9, FR 3, 20 h. 30.

La suite de *Marius*, avec les mêmes merveilleux interprètes. Plus émouvante d'être « un drame de la vie » autour d'un « enfant naturel » auquel un brave homme donne son nom après avoir épousé la mère abandonnée. Réalisation pittoresque de Marseille qu'on ne voyait pas au théâtre et que Marc Allégret a bien su utiliser. Mais Fanny est surtout le film d'Oran Demazis, personnage dominant de l'intrigue, comédienne dont le naturel efface la fiction et porte les spectateurs vers les larmes.

● TINTIN ET LE MYSTÈRE DE LA TOISON D'OR, de Jean-Jacques Verrie. — Mardi 10, FR 3, 20 h. 30.

Parce qu'il y a, dans les bandes dessinées d'Hergé, une re-

production fidèle de la réalité, les aventures de Tintin se prêtent bien, à l'écran, à une transposition autre que graphique. Voici donc, dans des paysages et décors réels, les personnages célèbres, « en chair et en os », tout à fait ressemblants, dans un épisode inventé pour le cinéma, dans l'esprit des albums.

● LA VIE PRIVÉE DE SHERLOCK HOLMES, de Billy Wilder. — Jeudi 12, FR 3, 20 h. 30.

Avec sa malice habituelle, Billy Wilder a fait voler en éclats le mythe du détective invincible inventé par Conan Doyle. Mais, comme toujours chez lui, il y a de l'humour sous l'ironie lorsqu'il se questionne de rapports amoureux. Dans une Angleterre victorienne admirablement reconstituée, et une Écosse fantastique où sombre aussi le mythe du monstre du Loch Ness, le cinéaste se joue, avec élégance et subtilité, des enquêtes policières à personnages surdoués. Ce film paradoxal, insolent et grave — lorsque l'ambition masculine est confrontée à l'amour — fut un échec aux États-Unis.

● LA MUTINERIE, de Buzz Kulik. — Jeudi 12, TF 1, 22 h.

Adaptation d'un livre-témoignage de Frank Eill écrit dans une prison du Minnesota, en 1968. Formé à la télévision, Buzz Kulik a réalisé un véritable reportage sur les conditions de vie inhumaines dans un pénitencier (le décor est réel et de vraies prisonnières ont assuré la figuration) et l'éclatement d'une révolte. Cette critique sévère de l'univers carcéral comporte des scènes assez pénibles où la violence est utilisée à des fins spectaculaires.

● NOUS IRONS À PARIS, de Jean Boyer. — Dimanche 15, TF 1, 17 h. 50.

Célébrité d'une station de radio-pirate (« Libre » vis-à-vis de la Radiodiffusion française et brocardant la publicité) en 1949 ! Travaillant sur un scénario astucieux Jean Boyer, artisan du cinéma commercial, avait réussi là, avec le concours de jeunes acteurs et de l'orchestre Ray Ventura, une comédie charmante et bien menée, semée de numéros

## Écouter-voir

● CHORUS : JONATHAN RICHMAN. — Dimanche 8, A2, 12 h.

Jonathan Richman a abandonné son groupe pour se produire seul avec sa guitare, parfois sans sa guitare. Il a délaissé l'électricité pour l'acoustique, une excentricité toute en finesse, faite de sous-entendus, parfois de malentendus. Jonathan Richman est un poète sans rigidité qui mêle la candeur au cynisme avec une habileté et une sensibilité touchantes. Un humour qui surplombe un fond de tristesse presque juvénile et pourtant lucide. Il chante à capella et tape sur ses genoux pour faire le rythme, chante à la pause des mains. Il lui arrive de chanter debout aussi. Il joue un peu comme on pourrait le faire dans une fête de patronage avec un sens de la dérision qui lui prête une distance vis-à-vis du rock. Pour tout dire, c'est facile de comprendre que l'univers du rock est celui dans lequel il a l'habitude d'évoluer, ses compositions, si elles refusent le volume sonore habituel, en révèlent la densité.

Jonathan Richman diffère de ces musiciens qui mesurent leur talent au nombre de débâches qu'ils sont susceptibles de déployer ; lui, c'est au nombre de clips d'œuvres.

● DOCUMENTAIRE : LES PETITES FILLES MOULÉES. — Mardi 10 et mercredi 11, TF 1, 22 h. 15 et 22 h. 35.

À l'âge des rois, la jeune fille, ça n'existe pas. L'enfant devenait adulte sans transition. À l'ère de la plume, la jeune fille, ça n'existe plus, ça se distingue peu d'un jeune homme. Mêmes craintes adolescentes, même désir d'être aimé, de réussir, de s'affirmer, de s'accomplir. Et les sempiternelles histoires de règles et de virginité n'intéressent plus personne.

Au lieu de nous expliquer en quoi consiste ce mythe de la jeune fille inventé par les hommes, on nous balade interminablement à travers des citations de poètes, des documents d'archives, des toiles de maîtres et des interviews sans aucun intérêt. A fuir.

● ZIG-ZAG : MALEVITCH OU L'IMPATIENCE DES LIMITES. — Lundi 12, A2, 22 h. 30.

Une demi-heure à peine, c'est peu pour tenter de présenter au

public du petit écran un peintre aussi difficile et passionnant que Casimir Malevitch, l'homme du carré blanc sur fond blanc et du dérivé zéro de la peinture, atteint et dépassé dans les années de la révolution russe.

Pourtant ce Zig-Zag de Teri White-Damisch (productrice) et Yves Kovacs (réalisateur) y réussit, en ne tombant ni dans les grossières déformations habituelles aux émissions didactiques sur l'art ni dans l'hermétisme pédant des discours élitistes sur l'art.

Depuis les scènes de vie paysanne de 1910-1912, comme taillées à la hache ou découpées dans des feuilles métalliques, jusqu'aux étranges figures crucifiées de la fin, en passant par les grandes abstractions « supramatérielles », la présentation des peintures est jalonnée de documents étonnants : la Russie de l'époque, de points de vue — ceux de Troels Andersen, historien d'art, conservateur du musée de Silkeborg, et de Willem Sandberg, ancien conservateur en chef de Stedelijk Museum d'Amsterdam, qui fut l'un des premiers à reconnaître l'importance de Malevitch dans l'art contemporain, — et les textes de Malevitch dits par Laurent Terzieff.

Le film a remporté le premier grand prix du Festival international du film d'art pour 1978, et c'est une rediffusion.

● DOCUMENT DE CRÉATION : LA PASSION SELON LE PEUPLE MEXICAIN ET J.S. BACH. — Vendredi 13, TF 1, 20 h. 35.

Ce film est une des plus puissantes synthèses qui aient été réalisées entre la musique et l'image. François Reichbach associe à la Passion selon saint Jean, de Bach, chantée par les chœurs d'enfants de l'église Saint-Thomas de Leipzig, où elle fut créée, deux représentations de la Passion du Christ qui démontrent à des milliers de kilomètres, au Mexique, l'une de tradition espagnole, l'autre de tradition indienne. Nul esthétisme en cela, mais une sorte de déploiement de la musique de Bach aux dimensions de l'univers qui est vécu par les hommes depuis deux mille ans. Images et musique se conjuguent en une beauté bouleversante où la foi s'actualise et s'incarne.

(venu d'Amérique et pas encore très répandu) fut utilisé par le grand opérateur Georges Pernin.

● LA VIEILLE FILLE, de Jean-Pierre Blanc. — Dimanche 15, TF 1, 20 h. 35.

Cartoon de Français moyens en vacances dans un « petit trou » au bord de la Méditerranée. Gags d'observation dans le style de Tati, avec aussi, l'humour acerbe, un peu noir, propre à Jean-Pierre Blanc dont ce fut le premier long métrage. Dans ces croquis de pages, deux personnages privilégiés par le regard du réalisateur : Annie Girardot et Philippe Noiret (remarquables) dans une relation intime, une subtile étude psychologique.

● L'ARGENT, de Marcel L'Herbier. — Dimanche 15, FR 3, 22 h. 30.

Le roman de Zola transposé en 1928. Simple thème d'inspiration. Marcel L'Herbier n'a pas reconstruit une société liée à un contexte historique mais tracé le portrait fulgurant d'un aventurier de la finance, possédé par la passion de la spéculation, le pouvoir (abusif) de l'argent et pliant, brisant tout dans ses intrigues boursières. Œuvre étonnante par son écriture cinématographique, somme du cinéma muet en France, l'Argent apparaît aujourd'hui d'une surprenante « modernité » tant par l'esthétique et la technique que par l'étude du comportement. Hommage bien mérité à Marcel L'Herbier (quatre-vingt-onze ans) envers qui les historiens ont été souvent injustes. A cause de sa longueur, le film sera diffusé en deux parties : le 15 et le 23 avril.

● LES QUATRE PLUMES BLANCHES, de Zoltan Korda. — Lundi 16, A2, 15 heures.

Version 1939 d'un sujet souvent traité, où se trouvent exaltés les traditions et l'héroïsme militaires de l'Angleterre victorienne dans les expéditions coloniales. Une sorte de *Trois Lanciers du Bengale* du cinéma anglais d'après. On peut prendre cela avec une certaine distance. L'intérêt du film tient surtout, aujourd'hui, à la manière dont le technicolor

de variétés, et dont le clou était une poursuite sur les routes de France. Un parfum de rétro.

● DIAMANTS SUR CANAPE, de Blake Edwards. — Lundi 16, TF 1, 16 h. 55.

Banalisation, dans un tourbillon assez facile de comédie hollywoodienne, d'une nouvelle douce-amère de Truman Capote sur la solitude et le mystère d'une jeune femme vivant dans l'imaginaire. Nulle poésie, nulle émotion mais le tableau simplement pittoresque d'une femme new-yorkaise. À voir, malgré tout, pour André Heppner, merveilleusement frêle, sophistiqué, déconcertant.

● CÉSAR, de Marcel Pagnol. — Lundi 16, FR 3, 20 h. 30.

Vingt ans après *Marius* et *Fanny*, la fin d'une histoire de famille, ou comment le polytechnicien Césaire, qui se croyait le fils de Panisse, retrouva son vrai père. Écrit directement pour le cinéma et réalisé par Pagnol sans superviseur technique. Attachante succession de scènes comme dans un roman (la version théâtrale représentée en 1946 fut assez défectueuse), ton nouveau. On voit, avec mélancolie mourir Panisse et l'enterrement donne lieu à un gag de chapeau très drôle ; César n'est pas, malgré le titre, le personnage principal et André Fouché (Césaire) finit par marier l'actrice qui se déplace de Marseille à Toulon. Vérité du langage parlé et chaude humanité de types méridionaux.

● LES CONQUÉRANTS D'UN NOUVEAU MONDE, de Cecil B. de Mille. — Lundi 16, TF 1, 20 h. 35.

Aventures dans les colonies anglaises de la côte est d'Amérique, en 1763. Lutte de valeurs morales (le bien et le mal) dans la défense du patrimoine des pionniers. De Mille, avec une parfaite bonne conscience, oppose les Blancs civilisés aux Indiens qui sont des sauvages manipulés par un méchant trafiquant. Il ne remet jamais en question sa conception d'une Amérique aux « vertus primitives ». Cela admis, la reconstitution historique, passant par une intrigue romanesque où Paulette Goddard joue un rôle déterminant, est passionnante.

مكتبة من الأصل



سكز في الاصل

LE MONDE

AUJOURD'HUI

... LE MONDE - 8-9 avril 1979 - Page 13

RADIO-TELEVISION

Samedi 7 avril

CHAINE I : TF 1

18 h. 40. Magazine auto-moto ; 19 h. 10. Six minutes pour vous défendre ; 19 h. 45. Les inconnus de 19 h. 45.  
20 h. 35. Variétés : Numéro un (Nana Mouskouri).

MICHEL DELPECH NOUVEL ALBUM

avec "Trente manières de quitter une fille" sur 33 T. 451 et cassette Barclay

21 h. 35. Série : Les héritiers.  
22 h. 30. Sports : Télé-foot 1.

CHAINE II : A 2

18 h. 55. Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45. Top-club.  
20 h. 35. Téléfilm : Probe, de L. Stevens, réal. R. Mayberry.

Au centre du contrôle «Probe», situé au cœur de Manhattan, des agents secrets, enquêteurs électroniques, recherchent des objets disparus. Ici des bijoux.

22 h. 15. Concert : Stéphane Grappelli, Baden Powell ; 22 h. 45. Terminus les étoiles.

CHAINE III : FR 3

18 h. 30. Pour les jeunes ; 19 h. 20. Émissions régionales ; 19 h. 55. Dessin animé ; 20 h. Les feux.

20 h. 30. Grâce à la musique : Schumann, de F. Reichembach.

Premier volet d'une série de quatre émissions consacrées à Schumann, à Schubert, à Chopin et à Beethoven. L'émission a pour but de faire connaître ces grands compositeurs mais aussi de révéler la musique qui sommeille en chacun de nous à l'aide de concertos, de poésies, de lettres, de ballets, de spectacles, de mémoires d'artistes contemporains.

22 h. 45. Magazine : Cavalcade.

FRANCE-CULTURE

17 h. 30. Entretien avec... Mme Koumazianou, historienne : la Grèce ;

18 h. 30. Extraits de carnets : les miracles de Jésus, par les pasteurs A. Mallot et D. Aiguer ; 19 h. 25. Pour mémoire : sciences (la France minière) ;

20 h. «Portrait d'une grosse femme», de G. Kunkler, avec M. de Boyssac, L. Terstieff, P. Darbon, etc. ; 21 h. 15. Disques ; 21 h. 35. Ad lib. avec M. de Huel ; 22 h. 4. La rumeur du samedi.

FRANCE-MUSIQUE

17 h. 30. Grande voix ; 19 h. Magazine des musiciens amateurs ;

20 h. 5. Concours International de guitare ; 20 h. 30. Échanges internationaux... Festival de Ludwigsburg 1978 : «Dances et Chants anglais du Moyen Âge», «Musique italienne du quatorzième siècle», «Musique anglaise de l'époque des Tudor», «Musique italienne du seizième siècle», par le Landini Consort York Musica transalpina, dir. P. Syros, avec R. Hill, haute-contre, R. Covey-Crump, ténor ; 23 h. 30. Ouvert la nuit : à vos flûtes ; 23 h. 35. Jazz vivants ; 0 h. 5. Concert de minuit, par l'ensemble de l'Institut.

Dimanche 8 avril

CHAINE I : TF 1

9 h. 15. Émissions philosophiques et religieuses : A. Bible ouverte ; 9 h. 30. La Source de vie ; 10 h. Présence protestante ; 10 h. 40. Messe célébrée en la cathédrale de Meaux (Seine-et-Marne), prés. M. Louis Kuehn.  
12 h. La séquence du spectateur ; 12 h. 30. TF 1-20 ; 13 h. 20. C'est des séries ; 14 h. 15. Les rendez-vous du dimanche ; 15 h. 35. Série : L'homme de l'Atlantide ; 16 h. 25. Sports première (Cyclisme : Paris-Roubaix).  
17 h. 40. FILM : NOBLESSE OBLIGE, de R. Hamer (1969), avec D. Price, V. Hobson, J. Greenwood, A. Guinness, M. Malleon, J. Penrose. (N. Rediff.)  
Pour venger sa mère méprisée et reprendre ses droits à un héritage, un jeune homme assassiné mûrit tout un plan pour se venger de son oncle et de sa famille.

19 h. 25. Les animaux du monde.

20 h. 30. FILM : TOUT LE MONDE IL EST BEAU, TOUT LE MONDE IL EST GENTIL, de J. Yanne (1972), avec J. Yanne, B. Elber, M. Serrault, J. Francis, M. Vlady, J. Danno. (Rediffusion.)

Un reportage radiophonique attaché à une station publicitaire, et victime de diverses aventures, entreprend de transformer cette station en théâtre de la radio.

22 h. 15. Arcana Enfant-Musique, de M. Leroux, Réal. Benoit-Jacquet.

Une caméra qui regarde, qui écoute. Des enfants bien droits sur leur tabouret qui jouent au piano. La musique que l'on joue parce qu'il le faut ou parce qu'on aime à l'écouter, la musique qu'on aime, une émotion tout en finesse, à plusieurs regards.

CHAINE II : A 2

10 h. 30. Émission pédagogique ; 11 h. Quatre saisons ; 11 h. 30. La vérité est au fond de la marmite ; 12 h. Chorus.  
12 h. 40. Cinéma : 13 h. Top-club (et à 13 h. 40).

14 h. 30. Feuilleton : Heidi ; 15 h. 20. En savoir plus ; 16 h. 20. Petit théâtre du dimanche ; 16 h. 55. Monsieur Cinéma ; 17 h. 35. Chocolat du dimanche : Un témoin à décharge ; 18 h. 5. Le monde merveilleux de Walt Disney ; 18 h. 55. Stade 2.

20 h. 35. Série : La vie de Shakespeare ; 21 h. 50. Documentaire : Portrait de l'univers (Par le bout de l'oreille).

Environ un tiers des enfants scolarisés souffrent d'asthme. Cette émission, réalisée à l'Université d'Orléans, montre les succès obtenus avec les méthodes thérapeutiques du docteur Tomatis (Forêt et «Electronique»).

22 h. 45. Document de création : Politique et littérature (II - Jacques Sourdis), de P. Michel, réal. J. Sorikine.

Contrepoint des hommes politiques d'aujourd'hui aux idées de grands hommes. Cette série documentaire, Jacques Sourdis, depuis B.P. des Ardennes, évoque à Sedan «une certaine idée de la France», répliquant à des textes de Charles de Gaulle.

CHAINE III : FR 3

10 h. Émission de l'ICRI destinée aux travailleurs immigrés : Images de Tunisie ; 10 h. 30. Mosaïque : Spécial Algérie.

16 h. 40. Prélude à l'après-midi : Arrau interprète Beethoven ; 17 h. 35. Un comédien, Henri Virlojeux, lit Jules Renard.

18 h. 30. L'Unité de FR 3 : D'Artagnan ; 19 h. 45. Spécial DOM-TOM ; 20 h. La grande parade du jazz : Lionel Hampton.

20 h. 30. L'aventure de l'art moderne : L'abstraction contemporaine.

Le 24 octobre 1882, les cours de la Bourse s'écroulent à New-York. L'Amérique connaît une crise qui l'oblige à se déterminer. L'art du moment, névrosé et sentimental, rejette les valeurs du travail et dénonce la misère des villes. Représentant les possibilités de l'expression plastique, l'art moderne se crée en art «frankiste» établi sur le geste, sur la communication directe de l'artiste avec sa toile. Du geste au geste, de Jackson Pollock à André Gorky, Robert Motherwell, Gottlieb, Newman.

21 h. 30. Encyclopédie audiovisuelle du cinéma : Les acteurs du cinéma ; 22 h. Ciné regards : Les écrivains tenus par le cinéma (Georges Perec, Didier Decoin, Georges Conchon).

22 h. 45. FILM (cinéma de minuit, cycle Clarence Brown) : L'INTRUS, de C. Brown (1949), avec D. Brian, C. Jarman, J. H. Hernandez, P. Hall, E. Patterson, W. Geer, C. Kemper. (V.O. sous-titrée. N. Rediffusion.)

Dans une ville du sud des États-Unis, un homme, petit propriétaire, est automatiquement soupçonné de meurtre d'un blanc. Un adolescent et une vieille femme s'opposent au jury chargé de le condamner.

FRANCE-CULTURE

7 h. 5. La fenêtre ouverte ; 7 h. 15. Horizon, magazine religieux ; 7 h. 40. Chasseurs de son ; 8 h. Orthodex et christianisme oriental ; 8 h. 30. Protéantisme ; 8 h. 10. Écoute, Israël ; 9 h. 40. Divers

aspects de la pensée contemporaine : la libre pensée française ; 10 h. Messe à Saint-Michel-des-Bains, à Paris ; 11 h. 2. Regards sur la musique : leçons de ténors, de M.-A. Charpentier ; 12 h. 5. Allegro ; 12 h. 30. La lettre ouverte à l'acteur ; 12 h. 45. Le lyrique : «Lulu» ; 13 h. 5. A. Berg ;

14 h. «Le Pavillon Balzac», de R. Barthelemy ; 15 h. 5. Hommage à René Charbon ; 16 h. 45. Conférences de carême du R.-P. Sintes : «Je suis pas crédule, mais croyant» ; 17 h. 35. Rencontres avec... Yves Brayer ;

18 h. 30. Ma non troppo ; 19 h. 10. Le cinéma des cinéastes ;

Alphabète : Stéphane Mallarmé ; 20 h. 40. Atelier de création radiophonique : «Trans-parus» de R. Parabet ; 23 h. Musique de chambre : Chopin, Saint-Saëns.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 3. Musique Chantilly (Weber, Chabrier, Lehar, Pelt, Ziehrer, Tognoli, Groll, Kozlovsky) ; 9 h. Caniste ; 9 h. 7. Charles Tournemine (Orgues mystiques) ; 9 h. 30. Concert ; 11 h. Harmonie sacra : Le Grand Orgue, Caumont ; 13 h. Musique chorale ; 12 h. 35. Chasseurs de son ;

13 h. Portraits en petites touches (Stravinsky) ; 14 h. Le tribunal des critiques : «Pierrot lunaire» de Schoenberg ; 17 h. Concert-lecture : Clément Jannequin ;

18 h. Opéra-bourgeois : «Le Pays du sourire» (Léhar) ; 19 h. 25. Jazz, «il vous plaît» ;

20 h. Équivalences : Schubert ; 20 h. 30. Musique à la Renaissance : «Concerto pour orgue n° 4 en fa, opus 4» (Handel) ; «Symphonie, opus 1, n° 4» (Haydn) ; «Concerto pour orgue n° 4 en sol mineur, opus 4» (Handel) ; «Drottningholm musik» (Roman) ; «Concerto pour orgue n° 7 en si bémol, opus 7» (Handel) ; «Concerto en sol mineur pour clavier» (Haydn) ; «Diversimento K 131 pour quatre cordes et cor» (Mozart), par le Nouvel Orchestre philharmonique ; Direction G. Parmentier ; 22 h. 30. Ouvert la nuit ; 23 h. Nouveaux talents, première édition ; 0 h. 5. Filiales.

Lundi 9 avril

CHAINE I : TF 1

12 h. 15. Réponse à tout ; 12 h. 30. Midi première ; 13 h. 50. Accillon et sa bande ; 14 h. 15. Les après-midi de TF 1 d'hier et d'aujourd'hui ; 15 h. 10. 18 h. 25. Pour les petits ; 18 h. 30. L'été aux enfants ; 19 h. 55. C'est arrivé un jour ; 19 h. 10. Une minute pour les femmes ; 19 h. 40. Les inconnus de 19 h. 45.

20 h. 35. Documentaire : Le témoin silencieux de Saint-Sauveur de Turin.

Une romanesque affaire. En 1898, un avocat italien, passionné de photographie, découvre sur la reliure d'un livre, un portrait d'un homme curieusement ressemblant à celui du Christ. L'histoire d'un homme qui semble avoir été dépeint, mais ne peut être, en fait, celui d'un homme, quelle est la matière dont est faite l'homme.

21 h. 30. Débat avec : MM. A. Legendre, membre de la commission internationale de l'histoire ; Y. Wilson, historien, journaliste, auteur d'un livre sur le Saint-Sauveur, le professeur Bréhaut, membre de l'Académie de médecine, le docteur Janmet, chirurgien stomacal, spécialiste des radiations, docteur en médecine, la déclaration de Mgr Ballestrero, archevêque de Turin.

22 h. 30. Les grandes expositions : Chardin.

13 h. 50. Feuilleton : Pilotes de course ; 14 h. Aujourd'hui madame ; 15 h. Téléfilm : Punch et Jody, de J. McGreevey, avec G. Ford, P. Griffin, R. Roman ; 16 h. 30. Émission pédagogique ; 17 h. 30. Penfêtre sur... les enfants en vie ; 18 h. 55. C'est la vie ; 19 h. 55. Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45. Top-club.

Magazine : Question de temps d'aujourd'hui.

Dans le cadre d'une soirée entière consacrée à l'Allemagne, la direction de l'information d'Antenne 2 a confié à trois journalistes la rédaction d'un numéro spécial. Les journalistes ont été : Bernard Benjamin, la rédaction de ce magazine qui propose une série de portraits de personnalités allemandes ; M. Otto-Wolf von Ammerongen, le «patron des patrons» ; Manfred Lohr, secrétaire d'État aux finances ; Manfred Rummel, fils du maréchal, maire de Stuttgart ; Volker Schlöndorff, cinéaste. On verra aussi une femme couverte de la Ruhr (son niveau de vie, ses activités, la vie de deux jeunes filles très différentes).

21 h. 40. Dramatique : Marie, de M. Geissendorfer.

Une adolescente se pose des questions angéliques sur les relations qui ont pu exister entre son père et sa mère.

23 h. 15. Ballet : «Prométhée», de Scriabine, réal. J. Montes-Baquer.

Version «audiovisuelle» du poème symphonique de Scriabine par une équipe d'artistes et de techniciens de Cologne, Syracuse et Los Angeles.

CHAINE III : FR 3

18 h. 30. Pour les jeunes ; 18 h. 55. Tribune libre : Le mouvement démocratique ; 19 h. 20. Émissions régionales ; 19 h. 55. Dessin animé ; 20 h. Les feux.

20 h. 30. FILM (cinéma public) : FANNY, de M. Pagnol et M. Allieret (1932), avec Raimu, O. Demazis, Charpin, A. Rouffie, P. Fresnay, R. Vattier. (N. Rediffusion.)

Abandonnée par son mari, Fanny, enceinte, épouse un jeune homme qui assume la paternité de son enfant. Un jour, son mari revient.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2. Matinales ; 8 h. Les chemins de la connaissance : Le pouvoir au village ; 8 h. 32. Nicolas Bardiès ; 8 h. 50. Le grenier à paroles ; 9 h. 7. La maîtrise des bureaux de contact ; 9 h. 30. Bourse ; 14 h. 47. Bureau de contact ; 15 h. Centres de gravité : comment préparer sa retraite ; 16 h. 30. Livre appel ; 17 h. 32. Autour de «Lulu», d'A. Berg, à Paris et à l'abbaye de Royaumont ;

18 h. 30. Feuilleton : «Le Vagabond des étoiles», d'après J. London ; 19 h. 25. Présence des arts : «L'Enlèvement des Sabines», de M. Poussin ;

20 h. Copyright one : «La Pointe des trois amants», de R. Barthelemy ; «L'été au maquis», l'autre «été», de R. Barthelemy ; 21 h. L'été au maquis ou les vivants et les morts ; 22 h. Les auditeurs ont la parole ; ou les éphémères du ballet ; 23 h. 30. Nuits magnétiques : Rat-onnades.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 3. Quotidien musique ; 9 h. 7. Le matin des musiciens ; 12 h. 5. Musique de table ; 12 h. 35. Jazz classique : la sage de Jelly Roll Morton ; 13 h. Les anniversaires du jour ; 13 h. 30. Les auditeurs ont la parole ;

14 h. Musique en plume : Loewe, Kollo, Nedball ; 15 h. Concert donné à Metz par l'orchestre philharmonique de Lorraine, dir. M. Taché ; 16 h. 30. Musique-France-Pins : Louvier, Campa, Raval, Giesbrecht ;

18 h. 2. Kiosque ; 18 h. 2. Jazz pour un kiosque ;

19 h. 5. Les grandes voix : Paul-Henri Vergès ; 20 h. 30. En direct de Madrid, le Quatuor Dmrov : «Quatuor à cordes n° 8 en ut mineur» (Chostakovitch) ; «Quatuor à cordes n° 10 en mi bémol majeur» (Bach) ; «Quatuor à cordes n° 4» (Bach) ; «Quatuor à cordes n° 18 en fa majeur» (Beethoven), par D. Dimov et A. Tomov, violon ; D. Chilikov, alto ; D. Koev, violoncelle ; 23 h. Ouvert la nuit : Janacek ; 1 h. Douces musiques : épigraphes.

Mardi 10 avril

CHAINE I : TF 1

12 h. 15. Réponse à tout ; 12 h. 30. Midi première ; 13 h. 50. Accillon et sa bande ; 14 h. 15. Le regard des femmes ; 18 h. 10. TF 4 ; 18 h. 25. Pour les petits ; 18 h. 30. L'été aux enfants ; 19 h. 55. C'est arrivé un jour ; 19 h. 10. Une minute pour les femmes ; 19 h. 40. Les inconnus de 19 h. 45.

20 h. 35. Documentaire : La roue de la vie (II) - Tant qu'il y a l'enfance.

De jeunes Népalais et l'enseignement de Bouddha, des enfants réfugiés et la guerre... Que seront ces enfants de l'an 2000 ?

21 h. 35. Variétés : Show Shirley Mac Laine.

22 h. 15. Documentaire : Les petites filles modèles (n° 1 : L'attente et le regard).

CHAINE II : A 2

12 h. Quoi de neuf ? ; 12 h. 15. Série : Le sixième sens ; 13 h. 20. Magazine : Page spéciale ; 13 h. 50. Feuilleton : Pilotes de course ;

14 h. Aujourd'hui madame (Jeunesse, prévention, tabac et cancer) ; 15 h. Émissions pédagogiques ; 17 h. 25. Fenêtre sur... le ballet royal khmer ; 17 h. 55. Récré A 2 ; 18 h. 35. C'est la vie ; 19 h. 55. Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45. Top-club ;

20 h. 40. Les dossiers de l'écran : La vie de Shakespeare.

C'est le système et dernier épisode du feuilleton sur Shakespeare qui constitue les «Dossiers de l'écran» de cette semaine et qui servent de prétexte à un débat sur la vie et l'œuvre de Shakespeare.

Vers 22 h. Débat : Le géant du théâtre et son mystère.

Avec MM. Grivole, professeur à la faculté de Dijon, et M. Grivole, professeur d'histoire à l'Université de Birmingham ; R. Planchon, metteur en scène.

CHAINE III : FR 3

18 h. Émission du ministère des universités ; 18 h. 30. Pour les jeunes ; 18 h. 55. Tribune libre : La fédération des républicains de progrès ;

19 h. 20. Émissions régionales ; 19 h. 55. Dessin animé ; 20 h. Les feux.

20 h. 30. FILM (cinéma pour tous) : TINTIN ET LE MYSTÈRE DE LA PÉRIPE, de J.-J. Vierge (1961), avec J.-P. Talbot, G. Wilson, G. Loriot, C. Vanel, D. Moreno. (Rediffusion.)

Le capitaine Haddock se rend en Turquie pour prendre possession d'un trésor qu'on lui a promis. Il est accompagné d'un jeune journaliste, Tintin, qui dissipe le mystère.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2. Matinales ; 8 h. Les chemins de la connaissance : Le pouvoir au village ; 8 h. 32. Nicolas Bardiès ; 8 h. 50. Le grenier à paroles ; 9 h. 7. La maîtrise des bureaux de contact ; 9 h. 30. Bourse ; 14 h. 47. Bureau de contact ; 15 h. Centres de gravité : comment préparer sa retraite ; 16 h. 30. Livre appel ; 17 h. 32. Autour de «Lulu», d'A. Berg, à Paris et à l'abbaye de Royaumont ;

19 h. 20. Émissions régionales ; 19 h. 55. Dessin animé ; 20 h. Les feux.

20 h. 30. FILM (cinéma pour tous) : TINTIN ET LE MYSTÈRE DE LA PÉRIPE, de J.-J. Vierge (1961), avec J.-P. Talbot, G. Wilson, G. Loriot, C. Vanel, D. Moreno. (Rediffusion.)

Le capitaine Haddock se rend en Turquie pour prendre possession d'un trésor qu'on lui a promis. Il est accompagné d'un jeune journaliste, Tintin, qui dissipe le mystère.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 3. Quotidien musique ; 9 h. 7. Le matin des musiciens ; 12 h. 5. Musique de table ; 12 h. 35. Jazz classique : la sage de Jelly Roll Morton ; 13 h. Les anniversaires du jour ; 13 h. 30. Les auditeurs ont la parole ;

14 h. Musique en plume : Loewe, Kollo, Nedball ; 15 h. Concert donné à Metz par l'orchestre philharmonique de Lorraine, dir. M. Taché ; 16 h. 30. Musique-France-Pins : Louvier, Campa, Raval, Giesbrecht ;

18 h. 2. Kiosque ; 18 h. 2. Jazz pour un kiosque ;

19 h. 5. Les grandes voix : Paul-Henri Vergès ; 20 h. 30. En direct de Madrid, le Quatuor Dmrov : «Quatuor à cordes n° 8 en ut mineur» (Chostakovitch) ; «Quatuor à cordes n° 10 en mi bémol majeur» (Bach) ; «Quatuor à cordes n° 4» (Bach) ; «Quatuor à cordes n° 18 en fa majeur» (Beethoven), par D. Dimov et A. Tomov, violon ; D. Chilikov, alto ; D. Koev, violoncelle ; 23 h. Ouvert la nuit : Janacek ; 1 h. Douces musiques : épigraphes.

Mercredi 11 avril

CHAINE I : TF 1

12 h. 15. Réponse à tout ; 12 h. 30. Midi première ; 13 h. 50. Accillon et sa bande ; 14 h. 15. Les après-midi de TF 1 d'hier et d'aujourd'hui ; 15 h. 10. 18 h. 25. Pour les petits ; 18 h. 30. L'été aux enfants ; 19 h. 55. C'est arrivé un jour ; 19 h. 10. Une minute pour les femmes ; 19 h. 40. Les inconnus de 19 h. 45 ; 19 h. 50. Tirage du loto.

20 h. 35. Série : La lumière des justes, réal. Y. André, avec C. Nobel, M. Robbe, N. Jamel, G. Wilson (n° 5).

21 h. 30. Magazine : Promenades imaginaires (l'Inde, avec André Malraux).

Des entrées enregistrements en 1976 avec André Malraux par Jean-Marie Drot lui ont permis de réaliser cette visite en Inde guidée par les analyses passionnantes de l'écrivain.

22 h. 35. Documentaire : Les petites filles modèles (n° 2 : L'appartenance au monde).

CHAINE II : A 2

12 h. Quoi de neuf ? ; 12 h. 15. Série : Le sixième sens ; 13 h. 20. Magazine : Page spéciale ; 13 h. 50. Feuilleton : Pilotes de course ;

CHAINE II : A 2

12 h. Quoi de neuf ? ; 12 h. 15. Série : Le sixième sens ; 13 h. 20. Magazine : Page spéciale ; 13 h. 50. Feuilleton : Pilotes de course ; 14 h. Aujourd'hui madame ; 15 h. 15. Série : Les Robinsons saisis ; 16 h. 10. Récré A 2 ; 18 h. 35. C'est la vie ; 19 h. 55. Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45. Top-club (Georges Brassens) ;

20 h. 35. Mi-fugue, mi-raison (L'univers des jeunes forains).

En direct de la Foire du Trône.

21 h. 55. Magazine médical : Les jours de notre vie. (Les enfants cardiaques.)

Ce film, qui montre une opération sur un cœur de bébé (cœur vide de son sang grâce à une pompe à circulation extra-corporelle), montre surtout les dernières acquisitions de la médecine dans le diagnostic et le traitement des cardiopathies de l'enfant. A quoi les attribuer ? Comment les détecter le plus tôt possible, puis comment «réadapter» ces enfants à la vie normale ?

22 h. 45. Chats-d'œuvre en péril (Les peintures murales).

CHAINE III : FR 3

18 h. Émission du secrétariat d'État à la condition des travailleurs manuels ; 18 h. 30. Pour les jeunes ; 18 h. 55. Tribune libre : Le Front national ; 19 h. 20. Émissions régionales ; 19 h. 55. Dessin animé ; 20 h. Les feux.

20 h. 30. FILM : L'affaire Lourdes, de M. Maupré, réal. M. Blum, avec M. M. Breillat, A. Mottet, J. Debary, J. Alric, M. Etcheverry, M. Cuvelier, etc.

Enquête médicale sur le cas de Lourdes, et Marie-Rose Bredet, extraordinaire en Bernadette Soubirous.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2. Matinales ; 8 h. Les chemins de la connaissance : Le pouvoir au village ; la Corse ; 8 h. 32. Nicolas Bardiès ; 8 h. 50. Le grenier à paroles ; 9 h. 7. La maîtrise des bureaux de contact ; 9 h. 30. Bourse ; 14 h. 47. Bureau de contact ; 15 h. Centres de gravité : comment préparer sa retraite ; 16 h. 30. Livre appel ; 17 h. 32. Autour de «Lulu», d'A. Berg, à Paris et à l'abbaye de Royaumont ;

19 h. 20. Émissions régionales ; 19 h. 55. Dessin animé ; 20 h. Les feux.

20 h. 30. FILM : L'affaire Lourdes, de M. Maupré, réal. M. Blum, avec M. M. Breillat, A. Mottet, J. Debary, J. Alric, M. Etcheverry, M. Cuvelier, etc.

Enquête médicale sur le cas de Lourdes, et Marie-Rose Bredet, extraordinaire en Bernadette Soubirous.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 3. Quotidien musique ; 9 h. 7. Le matin des musiciens ; 12 h. 5. Musique de table ; 12 h. 35. Jazz classique : la sage de Jelly Roll Morton ; 13 h. Les anniversaires du jour ; 13 h. 30. Les auditeurs ont la parole ;

14 h. Svel à la musique ; 14 h. 15. Musique en presse : Boutry, Damala, Constant, Stravinski ; 15 h. Musique-France-Pins : Chabousson, Minkowski







5027

SOCIÉTÉ

Antisémitisme dans un lycée de Thonon-les-Bains ?

Molière, le juif et le recteur

L'AVARE, de Molière, est à l'origine d'une affaire qui oppose la Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme (L.I.C.A.), une temite juive de la ville et les autorités académiques.

Pour préparer la lecture de cette pièce, les vingt-cinq élèves de quatrième-S du lycée Jean-Jacques-Rousseau de Thonon avaient à se prononcer sur les attitudes possibles de l'individu face à l'argent. Il s'agissait, en particulier, de trouver des synonymes au mot « avarice ». Plusieurs qualificatifs furent avancés : radin, pingre, grippe-sou, rat, juif, racle-dentiers, etc.

Heurté de se trouver entre rat et racle-dentiers, Jérôme S., un élève juif âgé de quatorze ans, alerta aussitôt ses parents. Sa mère fait une démarche auprès du proviseur, M. André Gervason. Ce dernier lui répond en lui montrant la réplique de Cléante (l'Avare, acte II, scène 1) : « Quel juif, quel Arabe est-ce là ? »

Mme Elisabeth Giroud, la professeure, fait lire à l'élève une définition tirée du Petit Robert, justifiant l'emploi du terme juif comme synonyme du terme avarice. M. Gervason écrit ensuite :

Une vingtaine de jours s'écoulent. Le jeune Jérôme a la désagréable surprise de lire, affichée à l'intérieur du lycée, une lettre du recteur de l'académie de Grenoble, M. Hugues Tay, qui dit notamment : « Un professeur a fait étudier l'Avare à ses élèves et ne s'est pas contenté. Faut-il expliquer de l'enseignement la littérature française ? Depuis le 9 février, date de la leçon, le député et maire, ancien résistant lui-même (1), a reçu à plusieurs reprises la mère « indignée ». Aucun éclaircissement, aucune mise au point ne font faire renoncer à propager une scanda-

leuse information, amplifiée, hélas ! par les médias. Le proviseur porte plainte pour diffamation devant le procureur de la République et le ministre, que le représentant, s'associe à cette plainte, comme lui en fait de voir le statut de la fonction publique. »

L'affaire en est là : ni Jérôme, ni ses parents, ni leurs amis ne parviennent à comprendre comment les faits peuvent être interprétés de la sorte.

ISABELLE VICHNIAC.

(1) N.D.L.R. : M. Georges Pianta (U.D.F.).

TÉMOIGNAGE

La révolte d'un homme au foyer

LORSQU'ON beau jour Caty me proposa : « Ecoute, pour moi, j'abandonnerais tout pour aller à la lecture d'un livre, au choix d'un bon film ou d'un programme de télévision. Le temps de dormir en somme. Nous retrouverons aussi le plaisir de recevoir des amis. »

Rapidement nous fîmes les comptes. Elle gagnait près de 7000 F par mois comme chef de personnel dans une société de publicité, tandis que, pour ma part, fraîchement libéré de mon service militaire, je n'avais rien trouvé de mieux qu'un emploi de correcteur à 3000 F dans une maison d'édition.

Sur nos deux salaires, outre le loyer, la nourriture et les impôts, nous devions prélever chaque mois des frais de garde pour notre fils Loïc et également les appointements de la femme de ménage qui tenait régulièrement chaque matin. Il fallait tenir compte aussi du fait que nous dinions très souvent, le soir, au restaurant, car ni Caty ni moi n'avions le courage de préparer le repas auprès d'une journée de travail.

Le calcul était simple ; en restant à la maison, je m'occupais de notre enfant (c'était préférable, selon les pédiatres), je ferais moi-même le ménage et la cuisine. Ainsi, réalisant nous permettant de vivre tout aussi bien avec le seul salaire de Caty.

Pourquoi n'y avais-je pas pensé plus tôt ? C'était idiot ! Il fallait mieux faire trois à quatre heures de travail réel chez moi plutôt que huit heures d'un boulot sans intérêt ailleurs. Et cela n'était-il pas mieux pour notre petit Loïc ? Nous tombions d'accord sur cet arrangement et je donne mon préavis à la maison d'édition qui m'emploie.

Vous pouvez être sûr que le premier jour de mon nouveau « travail » en tant que père au foyer a été pour moi une grande joie, comme un sentiment de liberté retrouvée. Enfin, personne pour me dire ce que j'avais à faire ! J'étais libre. Libre d'organiser ma vie de chaque jour à un autre rythme, plus humain, plus agréable.

Bref, c'était l'idéal.

Cette exaltation dura quelques jours, quelques semaines. Je tenais parfaitement la maison, faisais les courses avec soin en pratiquant le rapport qualité/prix (vous ne pouvez imaginer la source d'économies qui existe là). Je découvrais avec Loïc le charme des jardins de Paris : le Luxembourg, les Tuileries, la place des Vosges. Je potassais avec zèle les livres de cuisine.

Des nourrices aux « assistantes maternelles »

Garder les enfants des autres

ON les a appelées longtemps des nourrices. La loi en a fait en 1977 des « assistantes maternelles ». Différence ? Aucune. L'objectif était de doter enfin d'un statut celles qui gardent les enfants des autres. Résultat de cette réforme générale au départ : un fiasco à peu près total. La situation dans le département du Rhône illustre parfaitement.

En 1975, on dénombrait dans le Rhône cent mille « gardiennes agréées », c'est-à-dire offrant certaines garanties : surveillance de l'état de santé de la gardienne et des membres de son entourage, contrôle des conditions d'accueil et d'hygiène, etc. Depuis la promulgation de la loi du 17 mai 1977, le nombre des gardiennes agréées est tombé à un millier. Les autres n'ont pas pour autant cessé leur activité : elles sont passées dans la « clandestinité ». En faisant des parents qui veulent donner à garder un enfant des « employeurs » et en les contraignant à payer des cotisations sociales pour leur « employée », l'assistante maternelle — la loi a augmenté le coût de la garde sans pour autant offrir un salaire décent et une couverture sociale sérieuse aux gardiennes. « Tout cela parce que les auteurs de la loi ont « oublié » de consulter les intéressées », observe Mme Dandel, vice-présidente de l'ARGEPE (1). Cette association est la seule en France qui regroupe à la fois des gardiennes et des parents d'enfants gardés.

« Climat de confiance »

« Chaque cas est un cas particulier, il doit donc être négocié comme tel », souligne le président de l'association, M. Thévenin. Mme Dandel ajoute : « Il faut surtout rétablir un climat de confiance pour encourager les assistantes maternelles à revenir à l'agrément qui présentait un minimum de garanties. » Selon l'ARGEPE, c'est la seule façon d'espérer voir se réduire le fossé entre les offres et les demandes. Il y a, en France, huit cent mille enfants de moins de trois ans dont les mères travaillent. Les crèches municipales ou familiales et les haltes-garderies sont loin de pouvoir

tous les accueillir. Les assistantes maternelles répondent donc à un besoin. Quant au prix de revient, une étude effectuée en 1976 a montré qu'elles étaient « les moins chères ».

Selon l'association, si l'on applique les critères de la loi, la garde d'un enfant vingt-deux jours par mois revient à 1200 F, la rémunération de la gardienne, une fois les charges déduites, dépassant à peine 400 F.

BERNARD ELIE.

(1) Association rhodanienne de garde d'enfants et parents d'enfants gardés, 7, rue du Docteur-Bonhomme, 69005 Lyon. Tél. : (78) 52-72-74 ou 84-51-52.

VU DU VALOIS

Belote et ordre du jour

LA belote n'est pas l'apanage du Vieux-Port genevois. Le fier au roi et le carré de neuf s'affrontent aussi dans les villages qu, de Creil à Clermont, de Pont-Sainte-Maxence à Compiègne, on le calme des campagnes dominicales. Les autochtones se retrouvent autour des valets et des dix d'atout, cependant que les résidents de la seconde s'amuse au barbequou.

D'une partie à l'autre, les gazettes orales vont bon train, qui sont très électorales. Mais toujours, un événement domine l'ordre du jour. Ce dimanche-là, le thème privilégié était les cadres « que ça veut dire quoi au juste ? Dans l'emploi ? avait les consommateurs et les patrons. Au village, le cadre on connaît. Distant et présentateur ou bon enfant et bavard, c'est quelque chose comme un reposeur immigré. Il a fait construire une maisonnette ou aménagé une ferme abandonnée et il vient prendre un bol d'air et de silence que troublent les volutes de ses amis et la chaîne hi-fi de ses enfants. On en parle plus que que pour. Surtout ce dimanche-là. Parce que « y a pas à dire, là, chéri ! ». Une voix s'élevait pour constater que « si à toi aussi on enlevait deux sous à l'impôt, tu râlerais ! », mais elle n'a pas d'écho, et l'arithmétique reprend ses droits, qui compare « c'est peut-être en gagner qu'il qu'a racheté la maison du père Dancourt » et « c'est l'année avec des douze heures aux champs ou c'est gagné, au fil de la semaine qu'est obligé d'aller travailler à Creil ! ».

Le patron du café, qui se sent un peu cadre depuis que la fille du voisin vient l'aider au comptoir le dimanche, risque quelques « tout de même, ouf gouvernement... », mais il n'insiste pas. On ne se dresse pas contre la clientèle ; il est bien connu que dans le commerce tout pas faire de politique. Mais « tout de même », s'il n'y avait plus des dominicales, il ne vendrait plus de cigares. Alors, il se contente de vagues hochements de tête qu'on peut aussi bien prendre pour des oui que pour des non, et il ne contredit pas le client, qui murmure « qu'y a qu'à quand même voir la vie qu'ils mènent, non ? Ty vas, toi, aux sports d'hiver ? Te baigne, tu la changes aussi souvent qu'eux autres ? ». Ni celui qui gueule « qu'on n'en a, nous, des résidences secondaires ? Dis ? T'avant-e une maison à Paris, toi, où que tu vas d' dimanche ? ». B'en pourquoi pas ? Instinctivement, au comptoir, je me fais tout petit. Dieu me pardonne, mais dans ce décor j'ai l'air d'un

Gaby a bien changé

(Suite de la page 9.)

La méthode Ogino leur fera cadeau d'un dixième enfant dans la toulée. « Là, ça a été la révolte. Si j'avais connu l'avortement et si j'avais été ce que je suis maintenant, je ne serais fait avorter, c'est sûr. » Mais Gaby ne « connaît » pas encore l'avortement ; malgré sa révolte, elle appartient toujours au monde de l'asservissement et de la fatalité. Les événements d'un siècle en perpétuelle mutation glissent sur sa personnalité profonde sans l'atteindre. Elle ne lit jamais un journal, n'écoute pas la radio ; petite barcelle de la vraie « majorité silencieuse », celle qui, dans sa maison, est encore trop proche des problèmes de survie pour s'en abstraire et découvrir les horizons politiques, la dimension planétaire de la vie.

Quand naît le sixième enfant, en 1954, on sait depuis longtemps que Marcel a le cœur malade. Il cherche un travail moins fatigant. Mais c'est la crise du logement : ils vont devoir vivre séparés pendant trois ans. Gaby : « La révolte ! »

Politique et féminisme

Quand ils se rejoignent enfin, Marcel est si gravement atteint qu'il devrait s'arrêter définitivement de travailler. Mais un père de six enfants ne peut, aujourd'hui encore, se permettre ce luxe. Pendant dix ans, il va éprouver ses dernières forces à un travail totalement déqualifié, le seul qu'on ait bien voulu lui confier : peaufiner des camions en manœuvrant un levier trop lourd dans un vacarme infernal. Arc-bouté pour ne pas céder à la mort. Arc-bouté pour garder à l'école des enfants tous intelligents.

A la maison, on parle peu, les soucis quotidiens sont trop lourds. Mais parfois, dans un éclair, les parents entendent l'univers de leurs enfants : comités Vietnam pour l'un, planning familial pour l'autre, bientôt mai 1968, à quel point les idées vont passionnément prendre part, et puis les partis d'extrême gauche, les communistes, le parti communiste.

En 1970, Marcel abandonne son corps exténué à la mort. Gaby, seule avec ses deux derniers fils, ouvre la maison à tous leurs copains. Elle lui ouvre le monde de la politique, celui de la drogue ; elle découvre le bouleversement des mœurs, se met à lire journaux et revues. Malgré tous les problèmes qu'ils lui posent, grâce à eux, elle ne sombre pas.

Elle manquera de la faire quand le dernier fils s'en ira. Mais elle a abordé aux temps nouveaux. Du fond de sa nuit, elle accepte la psychanalyse : la fille de Jacques le Croquet va apprendre à vivre par elle-même et pour elle-même. A cinquante-huit ans, son corps a pris une nouvelle jeunesse, elle a un amoureux. Elle se passionne pour la politique et le féminisme.

Quand elle voit le chemin parcouru, Gaby se sent parfois comme une équilibriste en train de marcher sur un fil tendu entre deux mondes. Ou plutôt elle est ce fil même, tendu à craquer depuis le fond des temps.

M.-C. REITERER.

SILENCE

Vous avez dit communication ?

LA communication, c'est un terme à la mode. Tout le monde l'emploie à tort et à travers. Les nouveaux managers n'ont plus que ce mot à la bouche. Les agences de publicité communiquent : elles ont même inventé ce qu'elles appellent « la stratégie de la communication ». La stratégie d'autre d'ailleurs que la transcription en jargon moderne de ce que l'on appelle jadis une campagne publicitaire.

Je communique, tu communique, ils communique, mais en fin de compte, nous nous taisons. Depuis que ce terme de communication fait partie du langage codé des technocrates, on n'a jamais aussi peu communiqué. A l'usine ou au bureau, cela se traduit couramment par : produisez sans comprendre et surtout sans vous plaindre.

Bien sûr, la communication cela existe. La plus souvent à sans unique. Le chef d'entreprise communique ses ordres aux cadres qui communiquent les leurs à la maîtrise qui transmet fidèlement et parfois stupidement à la pléiade. On communique à qui mieux mieux mais malheur à la dactylo qui osera parler trop souvent à sa compagne de bureau. Quand un ouvrier veut faire une suggestion concernant son travail qui pourrait être rendu moins pénible, tout en restant aussi productif, lui fait-il voir qu'il a la possibilité de s'adresser à une boîte à idées qui ressemble fort à une corbeille à papier (tout au moins pour la destination de son contenu).

On communique mais ce n'est jamais pour dialoguer. Le temps manque pour cela. Alors, ce silence baptisé communication rend la société constipée. La plus souvent, ceux qui communiquent ont le teint jaune des individus qui manquent visiblement d'air pur et cela est de plus en plus évident au fur et à mesure que l'on gravit les échelons de la hiérarchie. L'air pur, c'est la parole libérée mais comment espérer donner libre cours à la parole quand les rapports essen-

tiels, dans le travail, sont bloqués. Je communique, tu communique, ils communique, nous écoutons. Il faut écouter mais bientôt il n'y aura plus personne pour entendre. Alors, dans ce désert où triomphe l'audiovisuel, que devient la teneur de la parole, le « feed back », dont se gargarisent les techniciens de la communication ?

On écoute mais l'on n'entend plus et la vie s'écoule comme par le passé.

Nous connaissons les moyens de communication en matière de transport et les communications téléphoniques. La communication dans l'entreprise, cela n'existe pas encore, car l'entreprise ne sera plus ce qu'elle est : un véritable rouleur compresseur !

Pour communiquer au travail, il faut se sentir bien dans sa peau et s'adresser à un cadre comme à un technicien compétent et non plus comme à un chef.

Soyons plus proches des préoccupations immédiates. On cite fréquemment cet exemple des ouvriers ou des employés qui se rendent aux toilettes, plus souvent qu'il n'est nécessaire, pour fumer une cigarette ou parler quelques minutes. En serait-il de même dans une entreprise où la parole aurait été libérée ?

Il ne faut pas trop noircir le tableau. Il y a des entreprises où l'on communique. Chaque salarié reçoit régulièrement le journal d'entreprise. Mieux, dans certaines sociétés, les collaborateurs (c'est plus chaleureux) peuvent regarder le journal télévisé d'entreprise (à l'heure de la pause ou la soir après le travail). Là, le journal débute le plus souvent par le bilan du P.D.G., immédiatement suivi des dernières réalisations du comité d'entreprise, puis par la liste des médailles du travail. Quant au journal télévisé, c'est presque pareil bien que ce soit en images.

Au fait, dans communication, il y a communiqué au sens où l'entendent les publicitaires, voire les militaires.

MICHEL MARC.



## LES GRANDS FLEUVES

## Le Mississippi: coton, pétrole et nostalgies

PARMI tous les grands chemins liquides à travers les continents, le Mississippi est le plus convoité des explorateurs et à la convoitise des colons, le Mississippi occupe un rang privilégié.

Sans le « Père des Eaux » ou « Meschacébé », comme l'appellent les Indiens de M. de Chateaubriand, la croissance du Nouveau Monde eût été plus lente et moins aisée. Même si les historiens et les géographes, qui se plaisent parfois à imaginer un monde à leur convenance, estiment aujourd'hui que le cours nord-sud du Mississippi a longtemps constitué un handicap à la pénétration civilisatrice de l'Ouest.

C'est cependant sur les rives plates et limoneuses de ce « boulevard des Amériques », et dans l'immense delta subtropical ouvert sur le golfe du Mexique, que s'est jouée une partie du destin économique des États-Unis et toute l'histoire romantique et scandaleuse du Sud esclavagiste. Entre l'or blanc, dispensé par le « roi Coton » au XVIII<sup>e</sup> siècle, et l'or noir du pétrole qui jaillit à point nommé au début du XX<sup>e</sup>, une civilisation agraire, aristocratique et raffinée a vécu.

Car c'est aussi sur le grand fleuve aux méandres changeants et parsemés que le Sud des planteurs a perdu la guerre fratricide qu'il avait déclenchée le 4 avril 1861 à Fort-Sumter. Quand les marins de Farragut et les fantassins de Banks eurent vaincu le Mississippi, route des approvisionnements et des exportations esclavagistes, en occupant La Nouvelle-Orléans dès 1862 et Port-Hudon un an plus tard, les Fédéraux ne doutèrent plus de l'issue de la sécession.

Aujourd'hui, c'est encore le Mississippi, dont les berges se hérissent de raffineries et de silos, qui fait de la ville en forme de croissant le premier port fluvial des États-Unis, et de Baton-Rouge, une des plus grandes cités pétrolières du monde.

Sur les eaux corses et verdâtres du fleuve, les barges et les pousseurs ont remplacé les show-boats où l'on jouait sa bourse et son cœur en une nuit. Et derrière les manoirs orgueilleux aux blanches colonnes se balançaient, comme autrefois les gentlemen sur leurs rocking-chairs, ces pompes à contre-poids qui aspiraient du sol, épuisaient le coton et la canne, cette huile noire qui est le sang de notre société industrielle.

L'histoire de l'Old Man River mérite donc d'être contée.

Avec ses 3 778 kilomètres de long, le Mississippi n'arrive qu'à la quinzième place dans la hiérarchie des grands fleuves. Loin derrière l'Amazone, le Nil,

par MAURICE DENUZIERE

l'Obi, le Yang-Tsé-Kiang et le Mékong. Il ne bat la Volga que de 77 kilomètres et le Saint-Laurent ne compte que 22 kilomètres de plus que lui.

Ces comparaisons faussaient l'idée que l'on doit se faire de l'importance du Père des Eaux. Si les hydrologues n'avaient pas pris l'habitude, d'une part, de tenir compte des affluents, « qui constituent le prolongement naturel de certains fleuves » et, d'autre part, de considérer l'ampleur des bassins hydrographiques.

Ainsi ajoute-t-on au Nil le Kagera, comme on augmente

l'Amazone du Ucayali. Au Mississippi on additionne le Missouri et le Red Rock River, ce qui porte l'ensemble à près de 10 000 kilomètres. Quant au bassin hydrographique du Mississippi il est classé, avec ses 4 600 000 kilomètres, parmi les trois plus vastes du monde. Il couvre une surface égale à six fois celle de la France.

Entre les montagnes Rocheuses à l'ouest et les Appalaches à l'est, c'est le cinquième du territoire des États-Unis qui (si l'on tient compte d'un autre affluent du Mississippi, l'Ohio, gros lui-même du Tennessee) se trouve englobé, avec plus de 7 millions de kilomètres carrés, dans le gigantesque bassin.

## Le chagrin conduit à la source

Ignorant, bien sûr, toutes ces données modernes, un capitaine espagnol, compagnon de Pizarro, Hernando de Soto, s'était, en 1541, lancé, depuis le golfe du Mexique, dans l'exploration du fleuve comptant bien trouver sur ses rives de l'or et des pierres précieuses. Massacrant les Indiens récalcitrants, chassant le porc et le dindon sauvages, sondant les forêts de Soto et ses conquistadores, qui s'étaient illustrés dans le pillage lucratif de Cuzco, au Pérou, en furent cette fois pour leurs frais et leur peine. Les trésors escomptés demeurèrent introuvables ou inexistantes et, au bout d'un an d'aventure, la malheureuse expédition se désagrégea.

Plus tard vinrent les jésuites qui brandissaient le crucifix au milieu des armes, puis Cavalier de La Salle, l'envoyé spécial du roi de France. Enfin, Le Moyne d'Iberville et son frère, le chevalier de Bienville, débarquèrent avec mission de fonder un établissement dans cette colonie que La Salle avait baptisée « Louisiane », pour honorer Louis XIV. Les pionniers construisirent quelques baraques à 100 milles de la mer, sur une langue de terre née d'un méandre du fleuve. Ayant ainsi fondé La Nouvelle-Orléans, ils remonteront le cours d'eau. Il est probable qu'ils ne dépassèrent pas Baton-Rouge.

Longtemps, on ignora donc tout de l'endroit où le Mississippi prenait sa source. Les Indiens soute-naient que le Père des Eaux tombait d'une falaise qui touchait le ciel, les explorateurs indiquaient vaguement qu'il émergeait du sol en des lieux inaccessibles. Il fallut attendre qu'un Italien, Costantino Bertamini, citoyen de Bergame, dési-

## Un cimetière de bateaux

Né dans les montagnes Rocheuses, à 3 000 mètres d'altitude, long de 4 370 kilomètres, le Mississippi a mérité le sobriquet de « Big Muddy » (« le grand fangeux »), le Missouri, dont le débit souffre d'une grande évaporation dans la traversée des « bad lands », apporte au Mississippi trois fois moins d'eau que l'Ohio qui s'ajoute au Père des Eaux à Cairo, au sud de Saint-Louis. A partir de là, le grand fleuve prend tout sa majestueuse indolence puis, que de Cairo sa pente ne dépasse pas 0,13 %. Passé Memphis, c'est la lente glissade vers la mer entre des rives plates et boisées. C'est le Mississippi des livres d'images : manoirs, des couchers de soleil majestueux sur les eaux lisses, des longs bateaux blancs aux cheminées jumelles et fumées, aux roues à aubes, espèces de chalets de bois à deux étages ceints de passerelles et qui prenaient autrefois dans le décor grandiose et monotone des prairies et des forêts, des altures de grandes maisons nobles en déplacement.

Le voyageur aisé de 1979 peut encore s'offrir le rêve sudiste à bord du dernier vapeur fluvial, le Delta Queen, qui, depuis 1926, pourtourne de Saint-Louis à La Nouvelle-Orléans ou de Natchez à Cincinnati, des croisières pour « honey moon » ou pour groupes de veuves à cheveux blentés et lunettes à monture de strass. Nous voilà revenus au « gilded age », au temps de la jeunesse de Scarlett O'Hara, à l'époque où un nommé Samuel Clemens, plus connu sous le nom de Mark Twain, tenait la barre d'un anacréon du Delta Queen, aux jours où ces capitaines forts en gueule et rivaux, amateurs de compétitions mercantiles et de « mint-juleps », faisaient pêter les chaudières de leurs vapeurs pour gagner une demi-heure entre Natchez et La Nouvelle-Orléans. Au cours de la première moitié du dix-neuvième siècle, près de cinq mille personnes trouveront la mort sur le fleuve, par suite d'explosions de « bouilloires », échouages catastrophiques ou collisions dans le brouillard. Une statistique de l'époque indique que, entre 1831 et 1833, un bateau sur huit finit tragi-



lac Giulia qui retrouva son nom indien : Itasca.

De nos jours, on connaît tout du Père des Eaux, de son Minnesota natal au grand delta louisianais.

Né à 480 mètres d'altitude, le fleuve qui se nourrit des eaux de milliers d'affluents coule jusqu'en amont de Saint-Louis à travers des paysages encombrés de moraines, parsemés de lacs vers lesquels il tend parfois des bras maigres et nonchalants avant de se glisser entre des falaises crayeuses et de faire des cascades comme à Saint-Anthony, en moins de 1 200 mètres. Il descend de 21 mètres. A Saint-Louis, le fleuve n'est plus qu'à 139 mètres d'altitude et poursuit alors sa route entre des levées naturelles en décrivant des méandres, s'abandonnant à des débordements lascifs, écharpant des alluvions qui compliquent l'absorption des petits affluents. C'est cependant en amont de Saint-Louis que le Mississippi reçoit le prodigieux renfort du Missouri.

quement sa carrière sur le Mississippi.

Aujourd'hui, les longs convois de barges chargées de minerais, de pétrole, de céréales — le trafic atteint 300 millions de tonnes par an — sont propulsés par des pousseurs, sortes de donjons à moteurs au nez plat qui filent leurs 15 nœuds contre le courant. Ces bateaux sans grâce saluent toujours d'un coup de sirène amical les show-boats reconstruits pour les besoins des touristes. Ces fac-similés de paquebots fluviaux sont pourvus d'hélices, et leurs roues à pales, couleur sang de bœuf, ne sont que des accessoires destinés à parfaire la figuration. Seul le vieux Delta Queen avance encore à la force de ses grosses hélices de bois et de sa roue à aubes. Quand son orgue à vapeur, un authentique « Calliope », lance de sa voix nasillard le vieux air de Dixie ou Oh! Suzanna, on peut imaginer ce que devait être l'ambiance du fleuve avant que le chemin de fer ne vienne lui ravir sa clientèle et transformer ces palaces flottants en pontons à beuglants.

Si les capitaines ne dansent plus le quadrille, ils connaissent comme leurs devanciers toutes les trajectoires de ce fleuve à l'aspect débouffant, dont les côtes sont impressionnantes. Radars et sondes électroniques garantissent contre les échouages sur les bancs de sable vagabonds et les collisions dans les brumes du « vieux Al qui fume sa pipe », comme disaient les Indiens, par temps bouché, mais des risques subtils demeurent, que seul le flair des pilotes expérimentés peut écarter.

Certains d'entre eux peuvent encore reconnaître à la hauteur des manœuvres du gouvernail l'approche de l'ondée et savent se situer dans le brouillard en reconnaissant les abotements des chiens « tous différents ».

Les barrages — il y en a vingt-sept entre le lac Itasca et Cairo, sur la haute et moyen Mississippi — ont permis de régulariser le débit du grand fleuve, et les « levées » de béton complètent la protection contre

les redoutables crues du genre de celle qui, en 1927, causa une véritable catastrophe et chassa de chez eux plus de cinq cent mille personnes. Il faut savoir en effet qu'à certaines époques de l'année le niveau de crue peut atteindre 17 mètres quand, au point de confluence du Mississippi et de l'Ohio, le débit, qui est en moyenne de 18 000 mètres cubes à la seconde, passe très rapidement à près de 40 000 mètres cubes.

C'est à la fin du printemps et au début de l'été que le « Père des Eaux » a ses débordements les plus spectaculaires.

S'il ne dépose plus d'un mouvement de l'échine les steam-boats, pièces montées, au milieu des champs de cannes à sucre, comme cela se voyait fréquemment au siècle dernier, il arrive cependant que les calculs des ingénieurs-contrôleurs des digues de protection soient pris en défaut. Alors comme au temps où le coton était roi, on mobilise des milliers de sacs qui, entassés, colmateront les brèches ou permettront d'élever des barrières de fortune.

## Le fleuve domestiqué

Ce sont les ingénieurs militaires qui ont domestiqué le fleuve, et sur les 100 hectares de la station expérimentale de Vicksburg, ils ont reconstruit à l'échelle, avec des attentions de modélistes, l'ensemble du bassin fluvial. Ce merveilleux jouet est fort utile car il permet de reproduire les inondations des deux cents réservoirs de régulation installés sur le Mississippi et ses affluents et que des hélicoptères et des hommes-grenouilles surveillent en permanence.

On rapporte un mot du général Sturgis, « patron » du corps des ingénieurs militaires, que rien n'a démenti ces dernières années : « Maintenant le Mississippi dort sur son lit, comme tous les citoyens américains. »

Et cela vaut mieux, bien sûr, quand on sait que les « flood plains », ou superfices inondables, sont de 70 000 kilomètres carrés et que le volume d'eau retenu dans les barrages du bassin hydrographique représente plus de 25 milliards de mètres cubes d'eau.

Le Mississippi est réputé changeant. C'est un fleuve à transformation. De la même manière que le delta progresse de 100 mètres par an sous l'apport incessant des alluvions, le cours du fleuve se modifie. Les méandres, si gracieux lorsqu'on les observe d'avion, ne sont jamais immuables. Qui voudrait dresser une carte scrupuleuse de ce cours d'eau faiblement sagement devrait la mettre à jour souvent.

En rabotant les parties concaves de ses berges, le fleuve engraisse les zones convexes, si bien que son profil grimace. Certains villages, qui il y a un siècle avaient les pieds dans l'eau, se trouvent aujourd'hui à 1 kilomètre à l'intérieur des terres. Il arrive même, comme à Fausse-Rivière, en Louisiane, que le méandre se fasse boucle et que, par le caprice d'une accélération de courant, le fleuve perce l'isthme ainsi créé, se raccourcisse en accouchant d'un lac artificiel et d'une île en forme de haricot.

C'est encore la désinvolture du fleuve qui a donné naissance aux bayous louisianais, qui ne sont ni marécages ni marais, mais ramifications multiples, compliquées, enchevêtrées, communicantes, doublées de rivières secondaires, un jour négligées par le « Père des Eaux », dix ans après reconquises et réintégrées, mais toujours imperceptiblement parcourues par des « eaux coulant dans l'eau ». Seuls les cyprès chauves, arbres aux fûts robustes et impu-

tements les plus spectaculaires. S'il ne dépose plus d'un mouvement de l'échine les steam-boats, pièces montées, au milieu des champs de cannes à sucre, comme cela se voyait fréquemment au siècle dernier, il arrive cependant que les calculs des ingénieurs-contrôleurs des digues de protection soient pris en défaut. Alors comme au temps où le coton était roi, on mobilise des milliers de sacs qui, entassés, colmateront les brèches ou permettront d'élever des barrières de fortune.

trescibles qui dardent sur les bayous leurs bras courts et dénudés de squelettes amputés, fournissent des refuges fixes dans un univers aquatique en mouvement où la torpille noire émerge des « parterres » trompeurs de jacinthes d'eau sous lesquels somnoient les alligators et les serpents nageurs.

Car le fleuve a ses mystères, ses légendes, ses fantômes, ses trésors immergés. Sa faune aussi, bien réelle, et qui fait la joie des chasseurs et des ornithologues, puisque le flamant bien coté le héros, le cardinal, le martin-pêcheur, l'avocette au bec retroussé, dix variétés de canards, et qu'on capture dans les bayous des milliers de rats musqués qui finiront marteaux pour belles de New-York, sur la V Avenue. Il faut compter avec les moustiques aussi, qu'on appelle « marigouins » en pays cajun, et avec les écrevisses qui enrichissent la gastronomie du delta.

Si les beaux paysages encore sauvages du haut et du moyen Mississippi paraissent à l'abri des menaces industrielles, il n'en est pas de même du parovous terminal.

D'énormes cargos battant pavillon grec, russe, chinois ou norvégien remontant le fleuve jusqu'à Baton-Rouge. La capitale de l'Etat de Louisiane, lointaine petite ville de fonctionnaires et d'universités dominée par un capitole de vingt-six étages, est maintenant cernée d'usines pétrochimiques, de raffineries, de citernes argentées. Au bord du fleuve, on a cent fois l'impression de reconnaître les tuyauteries de Beaubien, entre les hautes torchères, veilles de chauffe-bain à l'échelle des cités pétrolières.

Entre La Nouvelle-Orléans et Baton-Rouge, ce sera bientôt la Ruhr, disent les riverains, qui ne peuvent plus pique-niquer au bord des eaux visqueuses, tristes par les goudrons et les graisses des tankers.

Alors, en navigant, son monchoir sous le nez, au milieu de ce long chantier fluvial, on apprécie comme une anabole l'apparition dans une trouée de la forêt de bêtres et de sassafras d'un manoir à péristyle et fronton, sanglé dans ses colonnades néo-coriinthiennes comme un planteur dans son habit blanc.

Ce tableau désuet témoigne du passé d'un Vieux Sud qui avait épousé la grande rivière, comme à Venise le doge épousait la mer.

\* Dans sa série « Les grands fleuves », « Le Monde » a déjà publié « L'Orénoque » (11-12 février), « La Garonne » (23-26 février), « Le Tage » (11-12 mars), « La Loire » (23-26 mars).

## STRAVINSKI, BACH, LE ROCK A NEW-YORK, NADIA BOULANGER, BRITTEN, UNE MUSIQUE ECOLOGIQUE, TOUS LES CONCERTS.

Au sommaire du n° 10 du Monde de la Musique : Stravinski vu par Nabokov, Cocteau, Nijinski, Ramuz, comment Salomé a séduit Richard Strauss, Benjamin Britten, la passion selon Bach, l'ouverture d'un dossier sur la musique religieuse en France, le portrait musical de Bourges, le microscopie sonore de Knud Viktor, un portrait d'Emmanuel Krivine, Lewis Furey, les stages musicaux de l'été, le rock à New-York, le cours de piano de Brévidel, sachez utiliser votre tuner, un grand entretien avec Nadia Boulanger, les disques du mois et, bien sûr, tous les concerts à Paris et en province. Chez votre marchand de journaux, 7 F.



## LE MONDE DE LA MUSIQUE.

Toutes les musiques, de tous les pays, de tous les temps.

مكتبة من الأصل



سكنى الاحول

LE JOUR  
DES MUSIQUES  
Rencontres  
à la Gaîté-Montparnasse.

Les chanteurs et les groupes du répertoire national de la firme Polydor se retrouveront sur la scène de la Gaîté-Montparnasse du 17 au 29 avril à 21 h. 30. Chaque soir, un spectacle différent réunira plusieurs chanteurs et groupes durant plus de deux heures dans un esprit d'expression spontanée et d'affinité musicale. Participeront notamment à ces manifestations : Georges Moustaki, Maxime Le Forestier, Serge Reggiani, Renaud, Zachary Richard, Cuarteto Cedron, Paco Ibáñez, Gilles Dreu, Pierre et Marie Joiret, Melusine, Echo du Bayou.

Semaine  
de la chanson française  
à Sens.

La Maison des Jeunes et de la Culture de Sens organise, du 10 au 14 avril, une semaine de la chanson française, avec la participation de Jacques Bertin, Philippe Chatel et Claude Astier. Une exposition évoquant l'histoire de la chanson du dix-neuvième siècle à nos jours, des débats autour de la SACEM et la chanson française aujourd'hui sont également prévus dans le cadre de cette manifestation.

Deux semaines  
de chansons à Angers.

La Maison de la Culture d'Angers organise deux semaines de chansons du 16 au 25 mai avec des animations dans les écoles et à la Maison de la Culture, des spectacles et une « table ronde » sur le thème de la chanson en France. Participeront notamment à ces manifestations : Jean-Roger Coussimont, Georges Moustaki, Jacques Bertin, Juliette Gréco, Michèle Bernard.

Nouveaux albums.

— Violoncelle et chanteurs traditionnels du Dauphiné : Dans son anthologie de la musique traditionnelle française, la firme Chant du Monde présente ce document enregistré auprès de violoncelles qui, autrefois, jouaient en général seuls dans les bals de campagne. Septuagénaires, Emile Escaille et Camille Roussin, anciens agriculteurs, et Augustin Istier, retraité de la S.N.C.F., jouent avec simplicité et émotion rigodons, polkas, troikas et mazurkas, chantent à capella de belles valseuses villageoises. Ici, les musiques et les chansons viennent d'abord du cœur (33 t. Le Chant du Monde, L.D.S. 74687).

— L'Opéra vert : Conte fantastique musical d'Éric Charlier sur le thème écologique avec deux personnages, Spax et Aldemaro Echeverría, Spax et Aldemaro Echeverría, d'une œuvre de matérialiser leurs rêves et leurs rêves et qui ont pour mission de guérir la planète Terre de la pollution (33 t. Philips, 9 101 214).

— Bad Company : Formé il y a cinq ans avec d'anciens membres de Free, de King Crimson, de Mott the Hoople, qui avaient le désir de suivre la trace de Creedence Clearwater Revival ou de Ten Years After en se faisant le maximum d'argent dans le minimum de temps. Bad Company, jeune supergroupe, réapparaît aujourd'hui avec un album de bonne facture, certes sans surprise, mais sans défaut non plus. La voix de Paul Rodgers, proche des chanteurs de blues, est l'un des meilleurs atouts du groupe (33 t. W.E.A. Filipacchi Music 59 608).

— Inti-Ullmani (canto de pueblos andinos), Zafari (canto ecuatoriano), Yanandá Palacios (Uruguay) : La mémoire du continent latino-américain à travers sa musique populaire (3 albums 33 t. L'Escargot C.B. 271, Distr. C.B.S.).

Calendrier du rock.

Martini Menu, le 21 avril, au Stadium ; Mother's Finest, le 23 avril, à 23 h. au Palace ; The Police, le 23 avril, à 19 h. 30, au Bataclan ; J. Gels Band, le 27 avril, à 19 h. 30, au Palace ; Ted Nugent, le 28 avril, au Pavillon de Paris ; Kate Bush, le 6 mai, au Théâtre des Champs-Élysées ; Who, le 12 mai, à Fréjus ; John Mayall, le 18 mai, à Strasbourg ; le 20 à Nice, le 21 à Lyon, le 22 au Pavillon de Paris.

Musique  
Reprise de « La Basoche » à Rouen

Le goût des plaisirs raffinés  
— La Basoche était une curieuse corporation des clercs du Parlement, qui chaque année élisait un roi ; et c'est ainsi, dit-on, qu'un beau jour de l'année 1514 Clément Marot avait eu licence de se montrer dans les rues avec un costume et une couronne pareils à ceux du roi de France. Il n'en fallait pas plus à Albert Carré pour en faire un livret d'opéra-comique plein de qui-propos et de rebondissements : il imagine que ce jour-là précède l'entrée en scène de la princesse Marie d'Anjou, venue en France épouser Louis XII, conjoint le roi de la Basoche avec son futur mari, tandis que Colette, la femme de Clément Marot, se croyant refusée pour de bon, porte la confusion à son comble. Il a donné à André Messager l'occasion de se révéler en 1890, il avait trente-sept ans — avec toute sa verve malicieuse, son goût des plaisirs raffinés et sa tendresse aussi. Parfois on sent un peu que le compositeur a voulu faire ses preuves, montrer ce qu'il savait faire ; ce n'est jamais laborieux mais, de toute évidence, très travaillé, à la limite parfois du comique avec des emprunts aux vieux modes du plain-chant, des modulations presque toujours placées là où on les attendait le moins. Écrit huit ans après, Veronique est peut-être plus à l'aise, les subtilités s'y remarquent moins, et en cela il faut voir à la fois un progrès et la raison d'un succès plus affirmé.

Et puis, la Basoche n'a pas toujours cette rapidité qu'on attend d'un ouvrage léger, elle se laisse parfois admirer, le compositeur se fait plaisir en développant des morceaux qui retardent l'action...

Variétés  
Lewis Furey et Carole Laure à Bobino

Quelques d'origine anglaise, poète du rock, tissant de langage quotidien des images sophistiquées, utilisant avec l'incantation on le réécrit, Lewis Furey chante magnifiquement ses contradictions dans un univers musical marqué par l'avant-garde new-yorkaise, par des réminiscences de Kurt Weill, mais aussi par une maîtrise technique de l'écriture de la chanson de rock et de l'inspiration librement de rythmes divers comme le ragga ou le disco pour construire pour sa propre musique.

Avec la comédienne et maintenant chanteuse Carole Laure, Lewis Furey présente à Bobino une sorte de musical fascinant et troublant qui est en rupture avec les spectacles habituels, qui pourrait être l'esquisse d'une comédie musicale ou les lieux (Vienne, New York, Hollywood) et les époques (1917, 1929, 1950) chorégraphiés des deux héros, un homme et une femme, un poète et une danseuse, un musicien et une chanteuse, un entre-

Rock  
GARÇONS AU PALACE

Ils étaient trois garçons et une fille. Elle, s'appelait Marie, eux, c'étaient les Garçons. Ils habitaient Lyon, et lorsque le rock français a connu son développement, ils ont formé leur groupe. Marie et les Garçons étaient un peu à l'avant-garde de ce mouvement naissant, ils jouaient un rock tendu, très électrique. Leurs deux premiers albums, Marie fait à la batterie, Eric à la guitare, Patrick au chant et Jean-Pierre à la basse. Ils s'étaient pour le rock français ni un rôle de meneur ni un rôle de modèle, d'autres s'en chargeaient. Non, ils étaient plutôt comme des explorateurs à la recherche d'une nouvelle identité, d'une musique originale et moderne. Et puis, leurs idées, leurs goûts, les ont conduits vers le disco.

Ils étaient fascinés par son empire sur le grand public et sur ses loisirs, fascinés par son universalité et son habileté à faire danser, peut-être aussi par l'insouciance de son image. Ils étaient des jeunes gens modernes. Et là encore ils étaient à l'avant-garde avec le projet d'appréhender cette musique comme une expression marginale par rapport à l'univers du rock. Ils sont partis à New-York pour enregistrer un 33 avec des musiciens de studio américains sur le rythme le plus commercial : cent trente-deux battements minute. Là-bas, Marie les a quittés (on l'aurait-elle invitée à le faire ?). Le groupe s'appelle désormais Garçons au Palace.

Garçons, le disque à pour titre *Dinores*. Mais voilà, si la démarche reste intéressante, le résultat est décevant. Il ne suffit pas, l'expérience l'a prouvé maintes fois, de faire appel à d'excellents musiciens, à un arrangeur compétent, pour faire un album exceptionnel. Il s'agit pas de se laisser emporter par ce produit, ce leur disque n'est ni meilleur ni moins bon que la plupart des productions de disco, il est simplement anodin, banal, fondé dans la masse là où il aurait dû (pu) être excentrique, novateur. Leur *Dinores* est une rupture avec la mode. Les Garçons n'ont pas les facilités instrumentales et vocales pour réaliser une musique qui pousse la perfection aux extrêmes, ils n'ont que des idées, et des musiciens de studio ne sont que des musiciens de studio. Il reste que cet album propose certaines bonnes choses, mais l'on peut se demander si les Garçons n'auraient pas mieux réussi leur coup en restant étrangers à l'excitation de leurs compositions. Si c'est bien entendu, mais en doute l'existence de groupe, s'oppose pas la meilleure façon de fabriquer un produit en terme de disco ? Les Garçons se produisent sur scène entourés d'une quinzaine de musiciens américains, en partie ceux qui jouent sur le disque.

ALAIN WAIS.

★ Le 7 avril à 20 h. au Palace. Chez Phonogram.

Formes  
Équivalences picturales de Baudelaire

Je n'aurais pas l'outrecuidance de réinventer Baudelaire, encore que cette mine d'or (noir ou incandescent) soit inépuisable, si le culte des images auquel il nous a convertis n'avait une fois de plus stimulé les artistes. Stimulé, c'est trop peu dire. Pour aider le lecteur à communier avec les Fleurs du mal et le Spleen de Paris, Paul Kallias et Karl Longuet s'en sont largement imprégnés — ce qui fut rarement le cas des illustrateurs assez téméraires pour se mesurer à ces sommets de notre poésie. Ils ont confié ces deux volumes, de la collection « Lettres françaises », qu'il dirige à l'imprimerie nationale (1), Pierre-Georges Castex a eu la main heureuse. Chels-d'œuvre bibliophiles aux prix fort abordables, composés à la main, en caractères Luce pour le premier, en didot millimétrique pour le second, ils sont dignes de l'œuvre qu'ils véhiculent : de textes, plutôt : Max Milner, un de nos meilleurs baudelairiens, ne s'est pas contenté de les établir : il les a enrichis d'un appareil critique et d'études préliminaires qui situent les œuvres et en dégagent toute la portée.

Une longue méditation a conduit Kallias à s'identifier au poème, à en prolonger les vibrations en point d'orgue. Indéfiniment les ondes d'un soir fall de rose et de bleu mystique se répandent et se répandent. S'entraînent la quintessence d'un rêve parisien, où des « nappes d'eau s'épanchant, bleues, entre des quais roses

Lettres  
L'irrésistible ascension des livres d'images

(Suite de la première page.)

Enseignants, bibliothécaires, éducateurs, illustrateurs, écrivains, libraires, éditeurs, étaient venus nombreux et se pressaient à l'ombre des tuyaux jaunes des pavillons de l'ensemble moderne conçu par l'architecte du musée Pompidou. On comptait, cette année, 716 exposants, dont 615 étrangers (provenant de 41 pays).

A l'infinité, sur toutes les travées, sur tous les stands, des livres d'images par dizaines de milliers dans cette « foire pour les yeux », reflet d'un univers feutré où « tout le monde est beau », où l'on n'évoque la violence que pour le défilant nécessaire, où l'on ne parle du sexe, ou de l'otome, que pour expliquer comment ça marche et à quoi ça sert : le paradis des lectures éphémères...

Bien sûr, les possibilités de lire des livres, des bons livres, ne sont pas les mêmes pour tous les enfants du monde et l'on capotait mieux en parcourant les pavillons, que c'est le plus souvent un luxe de pays riches, les Anglo-Saxons, les Japonais, les Suisses, les Français depuis peu, sont les plus favorisés. Mais, de plus en plus, un réel intérêt se fait jour dans les pays en voie de développement où dans les pays qui n'ont pas de passé dans l'édition pour la jeunesse.

L'internationalité des légendes

Ce qui frappe d'abord, c'est l'uniformisation, l'internationalisation des légendes, des personnages et des rêves : partout, de l'Asie à la Scandinavie, on retrouve les mêmes contes de Perrault, les Supermen et les Bobar, Christophe Colomb et Jésus ; l'Égypte présentait une grande exposition de dessins d'enfants sur le thème « Pinnocchio en Égypte » et les Japonais un choix impressionnant d'illustrations sur la Bible ou sur la vie des saints. Et on en vient à se demander ce que signifie cet extraordinaire don des Japonais à assimiler et à reproduire scrupuleusement les détails les plus complexes de notre civilisation occidentale, tel Mitsumasa Anno, obsédé par l'Europe du Moyen Âge, qui, après « Ce journal » (paru à l'École des loisirs), a dessiné un second tome de pégrinations italiennes et prépare « le Monde médiéval ».

Aujourd'hui, les communications vont vite ; les achats de traductions se font au niveau des ma-

Lucernaire Forum - Studio Git le Coeur.

UTOPIA  
un film de Jacy Azizi  
LAURENT TERZIEFF DOMINIQUE SANDA  
Utopia nous mène aux lisières d'un autre monde, d'une autre humanité. LE FIGARO

MERcredi

LAURENCE OLIVIER  
JOAN FONTAINE  
Rebecca  
Réalisation de ALFRED HITCHCOCK

mercredi  
LE CHAGRIN ET LA PITIÉ  
film de MARCEL OPHULS















50.000.000

# économie

## LA CRISE DE LA SIDÉRURGIE

### L'échec de la « marche sur Dunkerque » peut aussi être interprété comme un succès pour la C.G.T.

De notre envoyé spécial

Dunkerque. — Coup sur coup la C.G.T., qui a un pressant besoin de redorer son blason, pour enrayer sa perte d'audience aux élections professionnelles, vient de réussir deux opérations payantes pour elle sinon pour l'ensemble du mouvement ouvrier « coupé en rondelles » comme le déclarait, vendredi soir, un syndicaliste parmi d'autres. En moins de quinze jours, la centrale de la rue Lafayette vient en effet de prouver qu'il ne fallait pratiquement compter que sur elle pour mobiliser en force, qui plus est dans un domaine — la crise de la sidérurgie — qui devrait rallier toutes les énergies du monde du travail.

Le 23 mars, la C.G.T. parvenait à drainer, de la République à l'Opéra, près de 100 000 manifestants venus pour un bon nombre de Lorraine et du Nord-Pas-de-Calais, et l'apport de quelques sections de la C.F.D.T. passées, à la limite, presque imperceptibles, à la manifestation. Le 30 mars, la présence des cégétistes à la marche sur Dunkerque a été purement symbolique et la C.F.D.T. qui avait pris l'initiative de cette manifestation et l'avait encouragé au niveau confédéral, n'a pu réunir, avec aussi le concours, selon les bassins, de P.O., de la C.G.C. et de la F.E.N., que deux mille cinq cents personnes.

On a battu la semelle, vendredi matin, sous un vent glacial, en attendant les participants qui sont arrivés au compte-gouttes devant l'entrée des grands bureaux d'Usinor à La Grande-Synthe, commune qui jouxte Dunkerque : à peine une douzaine de cars, dont la moitié avait démarré de Longwy à 5 h 30, les autres provenant de Denain, An-

zin, Isbergues et Sedan. Si l'ambiance a été beaucoup plus chaude l'après-midi dans la vaste salle du Palais du littoral, mise à la disposition des sidérurgistes par la municipalité socialiste de la Grande-Synthe, c'est uniquement parce que la plupart des délégués et des militants syndicaux ont passé leur temps à se critiquer mutuellement tout en se demandant, à longueur d'interventions, ce qu'il convenait de faire.

« Des actions ! », « la parole aux travailleurs », « la lutte jusqu'à la victoire finale », scandalaient, dès le début du meeting, quelques dizaines de militants d'extrême gauche groupés au fond de la salle et venus dans cette région de Dunkerque pour manifester, ce samedi après-midi 7 avril, devant la centrale nucléaire de Gravelines. Très vite, ces trente ou quarante contestataires dont beaucoup arboraient des badges de la C.F.D.T., se massaient aux cris de « A Dunkerque ! » devant la tribune des orateurs. Dès lors, la confusion la plus totale allait régner.

A 16 h 40, un porte-parole annonçait que « l'intersyndicale d'Usinor se réunirait au début de la semaine prochaine pour examiner le résultat des négociations avec M. Stieghar et pour coordonner les luttes à l'intérieur de l'ensemble du groupe ». La marche sur Dunkerque prenait ainsi fin, mais les participants, et la déception était visible sur les visages. « Ce n'est pas la peine d'avoir fait 400 kilomètres pour entendre des patibulaires », a Longwy, nous lutons depuis

### Concession importante de la direction d'Usinor : Deux mille trois cents emplois seront maintenus pendant un an de plus que ne le prévoyait le plan de restructuration

Il s'est produit le vendredi 6 avril une sorte de coup de théâtre lors de l'ultime séance, dite de synthèse, qui clôturait les discussions entre les organisations syndicales et la direction générale d'Usinor. Cette dernière a en effet annoncé qu'elle acceptait d'« aménager » le calendrier des réductions d'effectifs. A cet effet, deux mille trois cents emplois sont maintenus temporairement pendant douze mois supplémentaires afin de faire coïncider le calendrier en question avec celui des nouvelles créations d'emplois, ce qui ramène les suppressions de postes de neuf mille cent quatre-vingt-dix en 1979 à six mille huit cent quatre-vingt-dix pour un coût de 180 millions de francs, fournis par l'Etat.

Cette ultime concession, alors que l'on redoutait le pire, c'est-à-dire l'imposée totale, a nettement détendu l'atmosphère, comme le reflétaient les physionomies des dirigeants d'Usinor et des représentants des syndicats, tout au moins ceux de la C.F.T.C. de F.O. de la C.G.C. et de la C.F.D.T. Sans doute, comme l'a bien précisé le président d'Usinor, et comme ça se sentait de la révéler les syndicats, ces concessions n'apportent-elles aucune modification fondamentale au plan de restructuration industrielle, qui reste inchangé dans ses dispositions essentielles, notamment la réduction des capacités de production.

Mais les aménagements du calendrier des réductions d'emplois, le soulagement d'une certaine simultanéité entre les suppressions et les créations, la disparition de ces sociétés de reconversion mort-nées que les syndicats qualifiaient unanimement de « parkings à chômeurs », permettaient d'éviter l'effacement prévisible au cas où la direction

d'Usinor, à l'image de celle de Sacilor, aurait campé sur ses positions initiales, sans accepter aucune concession. Le plus important, comme l'indiquait d'ailleurs M. Marchetti pour la C.G.C., c'est que « quelque chose de nouveau s'est passé entre le monde syndical et celui du patronat ». Quant à M. Jacques Chéreau, qui avait, il y a un mois, littéralement arraché à la direction d'Usinor le « gel » des licenciements pendant la durée des discussions et engagé le prestige moral de la C.F.D.T. dans cette négociation, il le reconnaît lui-même, la politique industrielle d'Usinor n'a pas été vraiment modifiée ; mais les dirigeants du groupe ont admis que les hypothèses de travail des syndicats, notamment du sien, pouvaient remettre en cause une partie du plan. Il en voit un exemple dans le prolongement de la production d'acier liquide à Denain, la montée en puissance du haut fourneau géant d'Usinor (le fameux H4) étant encore problématique du

fait de sa longue maladie de jeunesse.

Bien sûr, également, les syndicats vont « continuer le combat », ce qui est la C.F.D.T. pour la semaine de trente-cinq heures, ou la C.G.T. pour qui rien n'est acquis et qui estime que les luttes doivent s'intensifier. Mais, vendredi 6 avril, une ouverture a été faite, le gouvernement a lâché du lest, sans doute pour éviter le retour d'incidents comme ceux de Longwy et de Denain.

Une réflexion vient alors immédiatement à l'esprit : pourquoi ce genre de négociation, et de concessions, n'a-t-il pas eu lieu bien avant ? Les incidents en question auraient sans doute pu être évités. Peut-être les autorités n'auraient-elles pas alors en main toutes les cartes nécessaires, notamment en matière de création d'emploi ? En ce cas, pourquoi fallait-il se presser tellement en décembre, quitte à provoquer de telles explosions ?

FRANÇOIS RENARD.

### M. Lionel Stoléru annonce une campagne nationale contre le « travail noir »

Au cours d'une réunion de l'intergroupe parlementaire d'étude des problèmes de la consommation et de la Fondation de la qualité de la vie, de la sécurité et de la consommation, en présence de M. Jacques Barrot, ministre du Travail, et de l'artisanat, M. Lionel Stoléru, secrétaire d'Etat au travail manuel, vient d'annoncer une campagne nationale contre le « travail noir ».

Pendant dix jours, du 6 au 15 mai prochain, la presse écrite, radio-phonique et télévisée sera appelée à répercuter le slogan figurant sur une affiche éditée à cinq cent mille exemplaires par le secrétariat d'Etat : « Le travail clandestin, ça peut finir très mal ». Des séquences audiovisuelles, d'une durée de trente secondes, illustreront les embûches qui guettent aussi bien les travailleurs « au noir » que ceux qui les emploient, qu'il s'agisse d'entreprises ou de particuliers ; accidents non reconnus par la Sécurité sociale ou par les compagnies d'assurances, malgaches, etc.

M. Stoléru a précisé qu'une somme de 2 millions de francs avait été décaissée du budget de son secrétariat d'Etat pour financer cette campagne, celle-ci lui semble le meilleur moyen de lutter contre un système de fraudes souvent très organisé et qui coûte cher à l'ensemble de la nation :

huit cent mille travailleurs « au noir » débourseraient chaque année en France 3 % de la masse salariale.

D'autres types de mesures sont envisagées : la lutte sur le terrain sera intensifiée au niveau local (sous-préfets, académiques, etc.). M. Stoléru propose, à ce sujet que, sur les cinq mille emplois d'utilité collective créés par le ministère du Travail, cinq cents soient consacrés pendant un an à la « chasse aux fraudeurs ».

Sur le plan juridique, un prochain décret obligera les entrepreneurs à afficher sur les chantiers le nom des sociétés participant aux travaux. La loi de 1972, réprimant le « travail noir » non occasionnel, sera complétée de façon que les magistrats puissent réclamer des sanctions plus sévères. D'autre part, la loi du 4 janvier 1978, rendant obligatoire la souscription d'une assurance-chômage lorsque l'on fait construire, sera appliquée plus sévèrement.

Enfin, des verrous financiers seront institués, de façon que les banques, les compagnies de crédit, notamment agricoles, et les assurances n'accroissent pas de prêts ou de remboursements que sur présentation de factures — et non plus de simples devis, comme jusqu'à présent.

## Les conséquences pour chaque usine

● A DENAIN, la production d'acier liquide, qui devait prendre fin à l'été 1979, est prolongée jusqu'à l'été 1980, ce qui permet de maintenir mille deux cents emplois pendant douze mois « de façon à combler le décalage entre les suppressions d'emplois et les possibilités de reconversion effectives ». Ce maintien permet, en outre, selon la direction, de répondre à la proposition syndicale visant à rendre progressif le transfert de la production de fonte de Denain vers Dunkerque.

● A LONGWY, bien que l'arrêt de la production d'acier dans l'usine de la Chière (site fin 1979) le tronc, les licenciements (105 moyens) sera en service jusqu'à fin 1980, ce qui assure le maintien de deux cents

soixante-dix emplois. Chez Usinor, la prolongation du fonctionnement de la cokerie en 1979 préservera encore trois cents emplois.

● A BLAGNY (Ardennes), le relèvement sera arrêté en septembre 1979, mais les opérations de galvanisation-pourbois se poursuivront jusqu'à l'été 1980 avec cent soixante-dix personnes.

Ces mesures, couplées avec les nouvelles créations d'emplois annoncées à Douai et Valenciennes, par Renault notamment, et en Lorraine notamment, ont permis de permettre de reconversion (Usinor-Services) qui devaient prendre en charge le personnel privé d'emploi.

Le coût de ces aménagements est estimé à 180 millions de francs, qui seront vraisemblablement fournis par les pouvoirs publics, par un processus qui n'est pas encore défini.

Par ailleurs, le groupe belge Cockerill et Usinor viennent d'engager de nouvelles négociations en vue d'étudier les possibilités d'un rapprochement plus complet de leurs établissements de Rehon et de Longwy, afin de créer, dans le bassin de Longwy, une seule unité sidérurgique. Cette fusion pourrait se traduire par un échange de titres ou de participations. « Le personnel d'Usinor et celui de Rehon, ainsi que les organisations syndicales seront informés dès que possible du résultat de négociations entre les deux groupes. »

## Poursuite des mouvements de grève ÉTRANGER

### à Fos-sur-Mer

Malgré la mise en chômage technique des huit cents travailleurs de l'aciérie, le personnel de l'usine a organisé une manifestation unitaire jeudi prochain 12 avril.

● De nouvelles opérations « d'usure » ont eu lieu le vendredi 6 avril, comme la veille, dans la région Midi-Pyrénées, sur le thème « Vivre au pays », notamment à Mazamet (Tarn) où le chômage touche mille sept cents personnes sur vingt mille habitants, et à Millau (Aveyron). Les actions de solidarité, protestant par ailleurs contre l'extension du camp militaire de Larzac. Jeudi à Fleurance (Gers), une manifestation avait été organisée après l'annonce, notamment, de la fermeture de l'usine locale de Grundig le mois prochain.

● Licenciements chez Sauvagnat. Le tribunal d'commerce d'Aurillac (Cantal) a autorisé, le vendredi 6 avril, soixante-dix licenciements par la direction de cette importante fabrique de parapluies et de membres de jardin (sept cent cinquante salariés). Parmi les licenciés, neuf sont des employés mis en pré-retraite. Le syndicat devra embaucher un directeur général et tenter de désengager la société Sauvagnat du capital de la société d'exploitation Dofan, maroquinerie de Vertun.

● Une grève générale à Air France ? — Le syndicat F.O. d'Air France vient de décider du principe d'une « grève générale » de tous les personnels de la compagnie pendant « la période de Pâques ». Dans un communiqué, il précise qu'une proposition dans ce sens sera faite aux autres syndicats lors d'une « intersyndicale » prévue le 10 avril.

● Grève des marins de la C.G.M. — La Fédération nationale des marins C.G.T. appelle tous les marins de la Compagnie générale maritime (C.G.M.) à retarder les appareillages des navires de quarante-huit heures à partir du 9 avril. Par cette action

la C.G.T. proteste contre les licenciements envisagés et contre la vente des navires. Elle demande que l'âge de la préretraite soit avancé à cinquante ans et que les actions de formation professionnelle des jeunes soient accélérées.

● L'évolution des salaires. — L'enquête trimestrielle dans l'industrie réalisée par l'INSEE fait état d'une hausse moyenne du taux de salaire horaire de 1,3 % du début janvier au début de mars, soit 0,85 % par mois. Ces indications, obtenues par sondage auprès des industriels, font apparaître un taux d'augmentation en rythme annuel, d'environ 3 %.

## LA SITUATION DES IMMIGRÉS

### Sonacotra contre résidents

Il s'est arrêté en care, un peu inquiet, mais tout à fait déterminé, rassemblé derrière deux banderoles qu'il a tenu lasser à l'entrée. Depuis deux ans, la presque totalité des deux cent cinquante travailleurs immigrés du foyer Sonacotra de Chilly-Mazarin (Essonne) observent une grève des « foyers », comme c'est le cas dans nombre d'autres foyers du même type.

Vendredi matin 6 avril, l'affaire venait en audience de réitération devant le tribunal d'Evry, qui avait choisi de convoquer tous les contrevenants. Aucune des salles prévues ordinairement pour les audiences ne pouvait accueillir une telle assistance, il fallut, pour que le tribunal puisse siéger, installer une table à l'extrémité du grand hall du palais de justice.

Spectacle surprenant que cette foule d'hommes, jeunes et vieux, avançant, un peu hésitants, encadrés par un cordon de policiers sous les volutes bâtonnées. On ne saurait dire qui était le plus inquiet, des accusés armés de leur seule solidarité ou du président, déboussolé et souriant, mais qui, en guise de boutade, avait glissé à sa greffière

### LES ASSOCIATIONS DE FORMATION DÉNONCENT LA DIMINUTION DE LEURS CRÉDITS

Le collectif national des associations réalisatrices de formation au service des travailleurs immigrés relève, dans un communiqué, contre les difficultés de fonctionnement « de plus en plus contraignantes » qu'elles rencontrent. « Cette situation, affirment les associations, est due au fait que les pouvoirs publics se refusent à assurer le minimum de ressources financières nécessaires à la poursuite des activités de formation. Évoquant « une politique qui consiste à maintenir les immigrés dans un état d'incertitude, d'insécurité, d'isolement social et culturel tel qu'ils passent à tous moments, au gré des fluctuations de la conjoncture économique, entre contraintes de quitter la France », les associations affirment que « c'est dans ce contexte que s'inscrit le refus de reconnaître aux travailleurs étrangers leur droit à la formation générale et professionnelle ».

Le collectif national regroupe notamment le Comité de liaison pour l'alphabetisation, l'Association pour l'enseignement du français aux travailleurs immigrés, la Fédération des clubs Léo-Lagrange, la Ligue française de l'enseignement, la Cimade et la Fédération des associations de soutien aux travailleurs immigrés.

Le coût de la vie suisse a augmenté de 0,5 % en mars. Cette hausse des prix à la consommation est nettement inférieure à celle enregistrée en février (+ 1,1 %), mais reste forte pour la Confédération helvétique, dont le taux d'inflation pour l'ensemble de l'année 1978 s'est inscrit à seulement 0,7 %.

La hausse enregistrée en mars est notamment imputable à l'augmentation des groupes alimentaires et « transports et communications » (+ 1,1 % chacun). Elle porte à 2,5 % le taux annuel d'inflation (de mars 1978 à mars 1979). — (A.F.P.)

L'avocat des résidents, M. François Metelli, a proposé, quant à lui, la désignation d'un médiateur. Mais les animateurs du mouvement ne cachent pas, dès la fin de l'audience, leur intention de ne pas quitter leur foyer, quel qu'il arrive. Pour tout le lendemain, la décision arrive, catégorique : les deux cent cinquante résidents seront expulsés le 1<sup>er</sup> mai. — S. B.







سكركت الامل

ERE

NGES

et du dol

MARK

des

de l'ore

de l'ore

de l'ore

de l'ore

de l'ore

de l'ore

de l'ore

de l'ore

de l'ore

de l'ore

de l'ore

de l'ore

de l'ore

de l'ore

de l'ore

de l'ore

de l'ore

de l'ore

de l'ore

de l'ore

de l'ore

de l'ore

de l'ore

de l'ore

de l'ore

de l'ore

de l'ore

de l'ore

de l'ore

de l'ore

de l'ore

de l'ore

de l'ore

de l'ore

de l'ore

LA REVUE DES VALEURS

BOURSE DE PARIS

SEMAINE DU 2 AU 6 AVRIL 1979

L'éclat après l'éclipse

L'ENTRÉE en scène de l'un des plus durs conflits sociaux que la profession ait connus aura donc duré près de cinq semaines, à la Bourse de Paris. C'est beaucoup, sans doute. Mais, loin de se lasser, le public est revenu nombreux dans les galeries, et le plaisant spectacle offert cette semaine sous les lambris du palais Brongniart s'est joué à guichet fermé.

Le marché s'était tu le 26 février, tandis que se profilait à l'horizon l'ombre d'une crise dont on ignorait la durée et l'ampleur. Un mois plus tard, personne n'en sait beaucoup plus, mais le fait est là : le marché français des actions s'est réveillé d'humour optimiste. D'un vendredi à l'autre, les différents indices ont progressé de plus de 3,5 %, et il faut remonter jusqu'au début janvier pour trouver une performance comparable (+ 4 % du 8 au 12 janvier).

On ne s'est pas fait bruyamment. Les deux premières séances de la semaine avaient été encore légèrement perturbées par des mois d'ordre de grève, peu suivis, lancés par les syndicats C.G.T. et C.F.D.T. du personnel. « Il faut que la compagnie accepte de négocier le paiement des jours de grève. » Tel était le but recherché. « Pas question. Le personnel a voté. Que le travail reprenne ! », répondit en substance M. Florioy, syndic des agents de change. Le travail reprit. Fut-ce le fait du hasard ? Il fallut attendre mercredi, lorsque chacun comprit que le « baroud d'honneur » des deux syndicats précités était terminé, pour enregistrer les prémices d'une hausse des actions françaises.

Les deux premières séances de la semaine s'étaient déroulées dans le calme, voire l'indifférence, les indices restant pratiquement figés. La troisième se révéla un peu plus active, du moins à terme. Jeudi, le réveil était évident. La liquidation des engagements à crédit, qui devait se dérouler le 22 mars, est venue à l'heure dans une ambiance presque survolée. Les actions françaises s'ajustèrent à 1,3 % de hausse en moyenne, et le volume global des transactions augmenta de moitié. Cette période de crédit, d'une durée exceptionnelle de près de six semaines, s'achève finalement par un gain de 5,4 %. La suite, qui devait s'ouvrir le lendemain, allait-elle se montrer à la hauteur ? A la veille du week-end, tous les espoirs étaient permis. Le renouvellement des ordres se fit sans problème et, à l'issue de la séance, l'indicateur instantané de la chambre syndicale s'était adjugé plus de 2,5 %. Une brillante semaine venait de prendre fin.

L'optimisme de la Bourse est-il justifié ? Le retard accumulé dans l'exécution des ordres d'achats ne suffit pas à expliquer la hausse de ces derniers jours. Certes, les Sicaux-Monory ont procédé à des nouvelles acquisitions. Mais, même pendant la grève, elles n'avaient pas vraiment cessé leurs opérations. D'autant plus que la date fatidique du 31 mars, à laquelle elles devaient se trouver en règle avec le Trésor (60 % d'actions françaises au minimum), n'a pas été prorogée. Les investisseurs étrangers, séduits par la bonne tenue du franc, se sont mis de la partie, assurant les boursiers. C'est un début d'explication. Reste que les opérateurs français sont, eux aussi, revenus sur le marché. Un peu effrayés par les querelles incessantes de la majorité, ils ont tenu néanmoins à saluer les mesures gouvernementales d'incitation à l'investissement des entreprises. Même si, avec le C.N.P.F., la corbeille jougait « insuffisantes » ces nouvelles mesures, le début de réévaluation des bilans, contenu dans le programme, a fait une excellente impression.

C'est, il est probable que la Bourse a monté pour des motifs tout à fait techniques, qui lui sont propres. Comment résister aux nombreuses augmentations de dividendes annoncées ces dernières semaines par les entreprises (exemple : Rhône-Poulenc) ? Certes, avec la hausse de ces derniers mois, les rendements des actions françaises ne sont plus aussi brillants que par le passé. Mais il en existe encore de nombreux, supérieurs à 10 % l'an. En ces temps d'inflation, ce n'est pas négligeable - se sont dit les boursiers. Après tout, la Bourse n'est pas seulement un baromètre. C'est aussi, dit-on, un endroit pour placer son argent.

PATRICE CLAUDE.

Bourses étrangères

NEW-YORK

Au plus haut depuis six mois  
La semaine écoulée a été faste pour le marché new-yorkais, qui, malgré un très léger repli à la veille du week-end, a atteint ses plus hauts niveaux depuis six mois. Rien n'y a fait, ni les retombées de l'accident survenu à la centrale nucléaire de Harrisburg, ni la grève « lock out » des camionneurs, ni les menaces inflationnistes et autres accompagnées par l'annonce d'une possible libéralisation progressive des prix du pétrole aux Etats-Unis.

En fait, le marché a surtout profité des très gros achats effectués par les « institutionnels », mais aussi par les investisseurs étrangers attirés par les perspectives d'avenir.

Cours 30 mars	Cours 6 avril
Alcoa	54 3/8
A.T.T.	61 1/4
Boeing	61 1/2
Chase Manhattan	51 1/2
Du Pont de Nemours	141 1/8
Eastman Kodak	54
Exxon	52 3/4
General Electric	48
General Motors	32 1/2
Goodyear	35 1/2
IBM	315 1/2
Kennecott	24 3/8
Mobil Oil	74 3/8
Pfizer	31 3/4
Schlumberger	102 3/4
Texas	25 5/8
Union Carbide	39 1/4
U.S. Steel	24 3/4
Westinghouse	18 3/4
Xerox Corp.	50 3/8

TOKYO

Reprise en fin de semaine  
Une reprise en fin de semaine a permis au marché de regagner une partie des pertes subies durant les premières séances sur des rumeurs d'un éventuel relèvement du taux d'escompte.

Une forte activité a continué de régner et 1.518 millions de titres ont changé de mains contre 1.438 millions.

Indices du 6 avril : Nikkei Dow Jones, 6.046,89 (contre 6.132,97) ; indice général, 441,36 (contre 448,60).

Cours 30 mars	Cours 6 avril
Canon	563
Fuji Bank	336
Hitachi	510
Matsushita Electric	671
Mitsubishi Heavy	124
Sony Corp.	1.088
Toyota Motors	520

1,15 milliard de DM (contre 1,11 milliard) pour un chiffre d'affaires à peu près égal au de 21,51 milliards de DM contre 21,15 milliards, malgré un accroissement des ventes en volume, contrebalancé, il est vrai, par une hausse des prix.

Les dirigeants de la firme sont néanmoins plus optimistes pour l'exercice en cours dont les premiers résultats semblent prometteurs.

Russell-Uclaf devrait dégager pour 1978 un bénéfice consolidé de 95 millions de francs (+ 20 %).

Cours 30 mars	Cours 6 avril
C.M. Industries	251
Cottelle et Foucher	114,10
Laboratoire Ballez	310
Nobel-Rozel	35,30
Pharmacia	120,10
Rhône-Poulenc	375,50
Russell-Uclaf	217,50
S.A.S.F.	317,50
Hecht	314
Korak Hydro	232,70

après l'incidence de la participation des salariés. Ce chiffre est légèrement supérieur aux prévisions (93 millions) de son directeur général M. de Monod. En fait, son montant réel serait de 103 millions, les règles d'établissement des comptes de trois filiales étrangères ayant été modifiées. Le revenu global par action est inchangé : 14,25 F.

Pétroles

Elf-Gabon maintient pour 1978 son dividende à 55 francs (2.800 F C.F.A.) nets d'impôts.

Cours 30 mars	Cours 6 avril
Aquitaine	534
Esso	524
Pétroles R.F.	56,50
Primagas	145,10
Eschbacher	106,50
Esso	235,50
Ferrovial	893
Royal Dutch	328,50

Exxon annonce pour 1978 un bénéfice net de 2,7 milliards de dollars contre 2,4 milliards.

Produits chimiques

Autre sujet de satisfaction pour Rhône-Poulenc (voir encadré) : ses deux filiales pharmaceutiques, le Laboratoire Ballez et l'Institut Métrieux ont eux aussi établi de très bons scores. Ballez annonce un bénéfice net accru de 27 % à 14,01 millions de francs. Quant à Métrieux, son bénéfice net consolidé sera de l'ordre de 24 millions (+ 44,5 %).

En revanche, ce n'est pas l'empire dans le groupe allemand « B.A.S.F. », numéro deux mondial de la chimie, dont le bénéfice avant impôt s'est stabilisé d'une année sur l'autre à

LONDRES

Tassement

La montée en flèche de la livre sterling a ramené cette semaine les Fonds d'Etat sur le devant de la scène. Mais elle a eu, en revanche, un effet contraire sur les industrielles, qui ont fléchi dans la crainte de l'influence néfaste qu'une trop grande fermeté de la monnaie pourrait avoir sur les exportations.

Les pertes subies par le marché ont toutefois été limitées, l'annonce de la baisse du taux d'escompte à la veille du week-end atténuant, de son côté, une bonne partie des gains acquis initialement par les Fonds d'Etat.

Indices « F.T. » du 6 avril : Industrielles, 325,3 (contre 320,8) ; mines d'or, 146,3 (contre 154,9) ; Fonds d'Etat, 74,86 (contre 75,25).

Cours 30 mars	Cours 6 avril
Bovater	241
Brit. Petroleum	1.174
Charter	182
Courtauld	167
De Beers	363
Procter & Gamble	22 1/4
St. John's	412
Shell	775
Unilever	191
Warren	35 1/8

« F.T. » net de prime sur le dollar

Estimation.

FRANCFORT

Nouvelle avance

Le marché a poursuivi son avance mais à une allure assez lente, ayant été principalement freiné dans son élan par la baisse des valeurs industrielles, en liaison avec l'accentuation des ventes de l'Union à la centrale de Harrisburg, en Pennsylvanie.

Indices de la Commerbank du 6 avril : 788,3 (contre 778,7).

Cours 30 mars	Cours 6 avril
A.B.G.	138,20
B.A.S.F.	137,50
Bayer	138,50
Chemische	200,50
Hecht	135,50
Mannesmann	159,50
Siemens	255,50
Volkswagen	225,50

Valeurs diverses

Le bénéfice consolidé après impôt de Publicis pour 1978 s'élevait aux alentours de 35 millions de francs, contre 23,64 millions, marquant ainsi une progression de 47,8 %, pour un chiffre d'affaires accru de 11,5 %. Une majoration du dividende global, identique à celle de l'année passée (+ 20 % à 10,80 F), est escomptée.

Cours 30 mars	Cours 6 avril
A.D.G.	138,20
Air Liquide	399
Bio	569
Europe	554
Gen. Ind. Part.	119
Oréal	740
S. Borel	117
Club Méditerranée	470
Adjonari	157
Charmat	32
Presses de la Cité	24
P.U.R.	81,00
P.F.M.	14,50
Sklis Rossignol	1.520
Chargers Réunis	216,50
U.C.A.	516

Les relevements de tarifs accordés par la direction des prix ont permis à Matell Automobile d'améliorer en 1978 sa rentabilité, dangereusement menacée par le blocage des prix l'année précédente. Le bénéfice net de la société a presque doublé, passant de 900.000 F à 1,66 million. Le dividende global est porté de 55,50 à 57 F.

acru de 7,8 % seulement à 23.458 millions de F.

Bausse spectaculaire s'il en est, mais dont l'ampleur doit être cependant nuancée à de plus justes proportions en raison de très faible niveau des profits en 1977 (84 millions de F), premier exercice bénéficiaire depuis 1974. La performance n'est donc pas moins appréciable. Le bénéfice net de 1977 incluant en effet 250 millions de plus-values et passait en compte 325 millions de charges imputables à la restructuration de la division et textiles. En 1978, les plus-values n'ont plus compté que pour 160 millions tandis que les charges s'élevaient à 335 millions.

Même si au plan de la rentabilité, Rhône-Poulenc ne peut encore prétendre rivaliser avec ses grands concurrents allemands et même britanniques, les progrès réalisés et à venir avec la perspective d'une nouvelle amélioration cette année, sont significatifs d'un changement complet d'orientation et d'un esprit industriel. — A. D.

Valeurs à revenu fixe

ou indexées

Le Trésor public lancera, mercredi 11 avril, un emprunt de 3 milliards de francs, d'une durée de quinze ans, qui sera représenté par des obligations d'une valeur nominale de 1.000 F émises au pair.

Le taux d'intérêt actuariel brut de cet emprunt sera de 9 %.

6 avril	Diff.
4 1/2 % 1973	109
7 1/2 % 1973	439
10 1/2 % 1973	183,20
10 1/2 % 1975	183,20
P.M.E. 10,6 % 1976	183,20
P.M.E. 11 % 1977	183,20
8,50 % 1977	183,20
8,50 % 1978	183,20
8,50 % 1979	183,20
C.N.R. 5 %	2.749

Banques, assurances,

sociétés d'investissement

La Compagnie financière de Suez annonce pour 1978 un bénéfice net de 169 millions de francs, en baisse de 1,6 % par rapport à celui de l'exercice qui comprenait, il est vrai, pour 48 millions de recettes exceptionnelles. Ce résultat, finalement encaissant, indique la compagnie à majorité son dividende global, qui passe de 25,5 F à 27 F.

Localban-Immobilier augmente aussi son dividende global de 1,16 %, qui est porté à 21,50 F. Les bons résultats pour 1978 le lui permettent avec un bénéfice de 77 millions de F (+ 18,3 %).

SCFFO va procéder de même, dont la rémunération globale par action passe de 10,80 F à 12 F.

Majoration enfin du dividende versé par la Banque ottomane dont le montant par action a été fixé à 3,10 livres sterling contre 2,80 livres, la rémunération de la

6 avril	Diff.
Bail Equipement	232
B.C.T.	125,50
Crédit	278,50
Cie Bancaire	428
Cie du Nord	25,50
Crédit	428
C.F.F.	137,50
C.F.I.	137,50
Crédit du Nord	25,50
Crédit Paris	25,50
Locatrans	223,50
Locobus	489,50
Reliance	494,50
U.C.B.	238
Eurofrance	323
Cie du Midi	846
Prisel	296
Schneider	144,50
Suez	297

part de fondateur s'établissant à 334,36 livres contre 295,78 livres.

Les actions du Crédit foncier franco-canadien seront traitées de la cote du terme à compter du 23 avril prochain.

Parmi les records de hausse de la semaine, celui de « Frisco » (+ 9,8 %) figure en bonne place. La société, il est vrai, venait d'annoncer un bénéfice net consolidé (part du groupe) accru de 200 % en 1978 à 55,4 millions de francs avec à la clé un dividende global de 12 F, dont le montant est supérieur de 50 % au précédent.

Ces résultats ont été rendus possibles par la restructuration du groupe.

Alimentation

Pour le premier semestre de l'exercice au 30 juin 1979, Guyenne et Gascogne (maison mère) a dégagé un bénéfice avant

6 avril	Diff.
Berthel-Sey	111,50
R.S.N.-G. Danone	339
Carrefour	1.675
Casino	1.435
Crédit	399,50
Guyenne et Gascogne	380
Moët-Hennessy	412
Mirand	183,50
Olida Caby	183,50
Perad Mirard	394
Raf. St-Louis	116
Sauvignat	183
Super U	183
Vinylex	1.930

Impôts et provisions de 6,48 millions de francs supérieur de 12,6 % à celui enregistré un an auparavant à pareille époque.

VALEURS LES PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES A TERME (1)

TRAITEES A TERME (1)		Nbre	Vale
		de	en
		titres	capit
Matra .....		9 710	54 71
C.N.F. 3 % ....		10 345	28 50
C.S.F. ....		56 250	32 11
C.F.F. ....		125 450	19 56
Pecier .....		43 000	12 81

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en francs)

	2 avril	3 avril
Termes ...	73 365 848	85 641
Compt. ...		
R. et obl.	348 294 937	405 001
Actions	66 965 729	88 641
ta) ....	486 626 512	579 282

Total : 486 626 512, 579 292 089, 396 550 385, 604 740 130, 638 068 086

INDICES QUOTIDIENS (I.N.S.E.E. base 100, 29 décembre 1978)

Franc	100,5	99,9	100,4	101,5	103,5
Etrang.	116,1	115,8	116,9	117	117,7

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE (base 100, 29 décembre 1978)

Tendance	N.C.	97,6	98	99,1	101,6
Ind. gén.	N.C.	86,5	87	N.C.	N.C.

La société encaissera 11,99 millions de francs de dividendes versés par la filiale SOGARA au titre de 1978 contre 9,50 millions.

L'année écoulée a été un bon cru pour Veau Chiquet dont le bénéfice net consolidé (hors Courard Duchéne) atteint 20,31 millions de francs contre 14,27 millions. Les actionnaires toucheront un dividende global de 18,30 F contre 16,50 F.

Les propriétaires d'actions Carvino, dont le bénéfice net revient pourtant de 19,8 à 59,3 millions de francs, verront eux aussi leur rémunération accrue avec un dividende global de 54 F contre 48 F.

Résumé et travaux publics

Le bénéfice net consolidé du groupe Grands Travaux de Marseille s'élève à 80 millions de francs environ pour 1978

6 avril	Diff.
Auxil. d'Entrep.	445,50
Bouygues	925
Calva	122
Ciments Franc.	142
Dumas	694
Eak, d'Entrep.	353,50
Gda Trav. Marseille	401,50
Lafarge	247
Mallouin Frères	588
Pollet et Chausson	160

(+ 11,7 %). Le dividende global est fixé à 20,35 F contre 18,75 F.

Le capital sera prochainement augmenté en multipliant par quatre la valeur nominale des actions, qui passera de 50 F à 200 F.

Filatures, textiles, magasins

Pour l'exercice clos le 28 février dernier, le chiffre d'affaires du T.C.C. du groupe La Redoute s'élève à 3.913,8 millions de francs

6 avril	Diff.
Dollfus-Mieg	62,50
Sommer-Allibert	37
T.C.C. du groupe La Redoute	37
Lain, Bonval	40
Rondière	329
Saint-Frères	15
S.C.O.A.	57
C.F.A.O.	345
R.H.V.	155
Marvay	659
Gai, Lafayette	194,50
Prénatal	35,50
Printemps	124,50
La Redoute	597

(\*) Différences calculées sur les derniers cours disponibles.

(+



## UN JOUR DANS LE MONDE

2. IDEES — PROCHE-ORIENT.
3. ETRANGER — PROCHE-ORIENT — AFRIQUE
4. ASIE — Le conflit sino-vietnamien.
- AMERIQUES — CHILI : La dictature installée (III), par Thierry Molinier.
5. EUROPE — POLOGNE : Varsovie suit avec attention le développement des échanges entre Bonn et Moscou.
- UNION SOVIETIQUE : Moscou prend la défense des droits de l'homme, en Chine.
- 6-7. POLITIQUE — Le congrès du P.S. à Metz.
8. SOCIÉTÉ — EDUCATION : le SNES décide une grève nationale au début de l'année scolaire.
- JUSTICE : les syndicats et administrateurs judiciaires sont hostiles au projet de réforme de leurs professions.

### LE MONDE AUJOURD'HUI

PAGES 9 à 15

- Au fil de la semaine : Une médaille venue du fond des âges, par Pierre Vianasson-Ponté.
- Lettre du mont Kenya, par Christine de Colombel.
- Les grands fleuves : le Mississippi, coton, pétrole et nucléaire, par Maurice Dumas.
- RADIO - TELEVISION : «Lulu», de l'Opéra à Antenne 2, par Jacques Louchamp; «L'INA, le mal aimé», par Pierre Emmanuel.

- 17-18. CULTURE — FORMES : équivalences picturales de Baudelaire.
19. SPORTS
20. EQUIPEMENT
- 21-22. ÉCONOMIE — La crise de la sidérurgie.
- Le sauvetage de Manufrance.
- 22-23. LA SEMAINE FINANCIÈRE

### LIRE ÉGALEMENT

- RADIO-TELEVISION (11 à 14)  
Carnet (19) : Informations pratiques (20) : Journal officiel (20) : Météorologie (20) : Mots croisés (20).

Le numéro du « Monde » daté 7 avril 1979 a été tiré à 575 572 exemplaires.

**overalls**  
by  
**chamar**



par  
dessus  
tout

Professionnels exclusivement  
Chamar, 37 quai de la Seine  
75019 PARIS - 206.89.40

**BÈGUES**

Depuis 1938, des milliers de personnes de tout âge ont bénéficié des découvertes définitives d'un Ancien Bègue. Rens. grat.

Pr. M. BAUDET,  
185, bd Wilson, 33200 Bordeaux.

A B C D F G H

## LA GUERRE EN OUGANDA

### Les alliés libyens du maréchal Amin évacuent le pays

De notre correspondant en Afrique orientale

Nairobi. — Annonce vendredi 6 avril par les dissidents ougandais appuyés par la Tanzanie, l'« ultime assaut » contre le centre de Kampala n'était pas encore livré car samedi en début de matinée, le F.N.L.O. (Front national de libération de l'Ouganda) et l'armée tanzanienne n'avaient pas pris la colline de Nakasero, cœur de la capitale, où se trouvent Radio-Kampala, plusieurs hôtels, un centre de conférences international et le quartier général du State Research Bureau, la police secrète du maréchal Amin.

Vendredi, en milieu de journée, un détachement d'éléphants a été demandé aux rares habitants demeurés sur place de rester chez eux à partir de 16 heures afin d'éviter d'être pris dans l'ultime assaut. À 17 heures, la voix du maréchal s'est fait entendre sur les ondes de Radio-Kampala. S'exprimant en anglais, en swahili et en luganda, il a appelé à la loyauté de ses soldats et a invité la population à « ne pas s'inquiéter », l'ennemi ayant été « repoussé à 60 kilomètres de Kampala ».

À 21 heures, M. Yusuf Lule, président du F.N.L.O., a annoncé que l'aéroport d'Entebbe avait été pris par ses partisans, qui auraient infligé des « pertes massives à l'ennemi », que Kampala était « complètement encerclée », et que dix objectifs sélectionnés avaient été les cibles principales des attaques, afin d'éviter des pertes civiles. Il a mentionné, à ce propos, la destruction totale du quartier général de la police à Makindye, alors que des diplo-

mates qui se sont rendus vendredi sur place ont affirmé que cette caserne était toujours en bon état. Au même moment, on apprenait que l'ambassadeur de Libye avait quitté son poste. Les derniers résidents de Kampala indiquaient, par téléphone, que des engins motorisés se rapprochaient de Nakasero alors que des tirs d'armes automatiques et des explosions se faisaient de nouveau entendre à la fin d'une journée relativement calme.

Une bonne partie de la direction du F.N.L.O. se trouvait encore à Dar-Es-Salaam vendredi soir. Dépechés la semaine dernière pour tenter de protéger Entebbe et Kampala, les renforts libyens ont été évacués cette semaine aussi discrètement qu'ils étaient arrivés. Il semble qu'ils se soient repliés sur les aéroports de Jinja, Nakasongola et Gulu, avant d'être transportés par avion en Éthiopie, où ils seraient arrivés. On a aussi ignoré jusqu'à bout leur nombre et les pertes qu'ils ont pu subir. Selon des diplomates, les combats du 5 mars entre Entebbe et Kampala leur ont coûté assez cher en vies humaines pour les inciter à organiser, dès le lendemain, un repli qui paraît s'être déroulé dans l'ordre, en dépit de sérieux accrochages de dernière heure, notamment à Mukono, à l'est de Kampala, où ils auraient opposé une ferme résistance, jeudi et vendredi, à l'encerclement complet de la capitale.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

## AU CONGRÈS DU P.S.

### Un partisan de M. Mauroy : « le parti a besoin de son unité, mais aussi de sa diversité »

De nos envoyés spéciaux

Metz. — Samedi matin, le débat général du parti socialiste avec une intervention d'un député du Bas-Rhin, M. Jean Oehler (motion Mitterrand). Après avoir souligné la progression du socialisme en Alsace, il critique les thèses de M. Michel Rocard notamment en ce qui concerne le rôle du maréchal. M. Roger Fajardie (motion Mauroy) constate que l'affrontement qui lui-même et ses amis ont tenté d'éviter, a eu lieu. Il relève au passage que ceux qui « tentent de s'interposer reçoivent les halles perdues ». Invitant les congressistes à déboucher sur une synthèse en reconstruisant la majorité sortante du P.S. et si possible en élargissant, « le parti a besoin de son unité, déclare-t-il. Il a également besoin de sa diversité ».

Évoquant la situation de l'union de la gauche, M. Fajardie estime que le parti socialiste a pris la responsabilité du maintien de la droite au pouvoir. Tout en soulignant qu'il n'existe pas, pour le P.S., la stratégie de renouveau, il constate que l'union est dans l'impasse et qu'un nouveau programme commun est peu probable. Il invite donc les socialistes à débattre avec l'ensemble des forces politiques et sociales qui combattent le capitalisme et à obtenir du P.C. des garanties sur les objectifs en l'amenant à s'interroger notamment sur des questions comme la souveraineté nationale, les libertés, le respect du suffrage universel et la pratique de l'union de la gauche.

Il propose la conclusion d'une sorte de contrat cadre engageant l'ensemble de la gauche. Ensuite, il appartenait aux électeurs d'approuver, par leur vote, l'un ou l'autre des programmes des partis de gauche. Revenant sur le débat relatif aux « deux cultures », M. Fajardie rappelle qu'il s'agit d'une discussion qui remonte à l'origine même du socialisme et qu'on appelle naguère le débat sur les « deux méthodes ». Elle oppose Jean Jaurès à Jules Guesde, la tradition issue de Proudhon à la tradition issue de Karl Marx. Il note au passage que le P.S. s'est aussi enrichi du courant socialiste chrétien, lui-même divers. Il poursuit : « Pourquoi opposer aujourd'hui les deux courants initiaux ? » Il rappelle que Jean Jaurès proposa aux socialistes une synthèse que Léon Blum prolongea. Réduire l'une ou l'autre des méthodes reviendrait, selon lui, à appauvrir le parti socialiste. « Il n'y a pas de socialisme vivant sans mouvement dialectique », conclut-il. « Le parti socialiste ne peut pas se séparer son présent de son histoire ».

De son côté, M. Louis Le Pen (député du Finistère) est intervenu au nom des signataires de la motion de M. Rocard pour regretter que, à l'égard des minorités culturelles et régionales de la France, le P.S. n'ait pas une position aussi claire que celle du P.C. Il a constaté que l'attitude du P.C. peut être dénoncée comme

« récupératrice », mais que cette attitude a le mérite d'écarter. Sur cette question, le P.S. « ne peut pas laisser coexister plusieurs analyses ». Il a indiqué que la nature du projet autogestionnaire, qu'il défend, est principalement des revendications des minorités régionales. Il a demandé « une position responsable du parti tout entier sur ce sujet » et a proposé qu'en 1979 soient proposés « des assises socialistes des peuples minoritaires ».

Enfin, M. Jean Besse (Calvados), membre du C.E.R.E.S., a insisté sur la nécessité, pour le parti socialiste, de s'implanter dans les entreprises.

(Lire nos autres informations page 6.)

### Le syndicalisme des cadres

### M. Mandinaud : le prochain congrès de la C.G.C. devrait être celui de l'unité retrouvée

De notre correspondant

Si le congrès que tiendra la C.G.C. à la fin du mois d'avril est celui de l'« unité retrouvée », a déclaré le 6 avril Jean-Louis Mandinaud, secrétaire général de l'U.C.T. (Union des cadres et techniciens), on peut le tenir pour acquis : l'unité retrouvée entre la C.G.C. et l'U.C.T.

Depuis que M. Yvan Charpentier a annoncé qu'il ne demanderait pas le renouvellement de son mandat, les dirigeants des différentes organisations de la C.G.C. et de l'U.C.T. ont fait des efforts de rapprochement les différents courants de la centrale pour placer à sa tête une direction homogène. Un grand pas avait été franchi à partir du moment où les présidents des deux fédérations les plus importantes, MM. Marchand (métallurgie) et De Santis (V.R.P.), ont décidé de transformer leurs divergences en un accord sur les points essentiels : questions financières, direction et gestion de la centrale. Restait à trouver les candidats aux trois postes-clés élus directement, par le congrès : le président, le délégué et le secrétaire général. Un bon nombre de militants semblent opter pour MM. Jean Menu, De Santis et Jean Menu pour ces fonctions respectives. M. Jean Menu, président de Minatom, cinquante-huit ans, que ses amis qualifient volontiers de « fantôme », a été élu secrétaire général. M. Charpentier, lorsque s'est ouverte la succession de M. Malterre. Dans cette formule, M. Jean Menu (chimie) conserverait son mandat de secrétaire général et M. Marchand deviendrait secrétaire général adjoint.

Mais il n'est pas exclu que M. Yann Clère (syndicat des

## A la Société française de production

### LES DIRECTIONS DÉPARTEMENTALES DE LA MAIN-D'ŒUVRE AUTORISER QUATRE CENT QUATORZE LICENCIEMENTS.

La direction de la Société française de production a reçu, le vendredi 6 avril, dans l'après-midi, les autorisations de licenciement venant des directions départementales de la main-d'œuvre, services qui dépendent du ministère du travail. La liste nominative de ces licenciements devrait être communiquée aux syndicats le mardi 10 avril.

Les autorisations portent sur quatre cent quatorze licenciements à Paris, chiffre appelé à être réduit car, selon les syndicats, il ne tient pas compte des diverses négociations qui ont été menées en février et en mars d'une part entre les syndicats C.G.T. et C.F.D.T. et M. de Clermont-Tonnerre, P.-D.G. de la S.F.P., d'autre part, au sein du groupe de travail Le Ménéstrel, chargé du reclassement des personnes de la société.

Les syndicats rappellent, en outre, le délai de trois mois — c'est-à-dire jusqu'en fin juin — proposé par M. de Clermont-Tonnerre « pour trouver le maximum de solutions individuelles à ces licenciements ». Le groupe de travail Le Ménéstrel devrait reprendre ses travaux dès lundi.

### A Radio-France

### PRÉAVIS POUR AFFIRMER LA LÉGALITÉ DE LA GRÈVE

Le Syndicat unifié de radio et de télévision (S.U.R.T.V.) a déposé le 6 avril à Radio-France (et non à la télévision comme nous l'avons annoncé par erreur dans nos dernières éditions du 7 avril), « à partir de 0 heure, pour une durée indéterminée, et cela pour affirmer la légalité de la grève ».

L'argumentation développée par le syndicat débute par le fait que le cadre des revendications du personnel, puisqu'il déclare, dans un communiqué : « Ce préavis a été déposé en raison du fait que la République a été fondée par un acte de violence totalement illégal, que la V<sup>e</sup> République ne paraît pas le plus totalement légitime », il répond à une lettre adressée au S.U.R.T.V. par M. Jean-Jacques Baudrier, président-directeur général de Radio-France.

Dans cette lettre, Mme Baudrier s'élève contre les préavis déposés depuis les jours de la grève, en soulignant que « cette pratique empêche la société de prendre les dispositions nécessaires pour assurer la continuité du service public et qu'elle va à l'encontre du but défini par la loi instituant l'obligation du préavis ». Mme Baudrier ajoutait que les départs de préavis successifs « constituent donc un détournement de la loi rendant illécites les mouvements de grève qui auraient lieu dans ce cadre ».

## LES ÉCONOMIES D'ÉNERGIE

### Satisfaction dans les capitales occidentales après les déclarations du président Carter

Le discours du président Carter sur l'énergie est en général accueilli avec satisfaction dans les capitales occidentales.

A Londres, le premier ministre britannique, M. James Callaghan, a déclaré que les mesures annoncées « contribueraient à convaincre les autres pays que les États-Unis, qui sont le plus grand consommateur d'énergie du monde, font face à leurs responsabilités et reconnaissent la gravité de la situation actuelle de l'énergie nécessaire qu'ils aient leurs importations de pétrole ».

La réaction est à peu près identique à Bonn. Le porte-parole adjoint du gouvernement ouest-allemand, M. Armin Gruenewald, a souligné que les autorités américaines affirmaient ainsi leur volonté de faire face à leurs « responsabilités ». Les mesures décidées, a-t-il dit, sont d'une « haute importance » pour le développement économique du monde. M. Gruenewald a indiqué que le président Carter avait informé le chancelier Helmut Schmidt de ses projets avant le départ de ce dernier en Amérique latine.

A Paris, un communiqué de l'Élysée souligne que M. Valéry Giscard d'Estaing, « avisé personnellement par le président Carter (...), lui a exprimé en sa qualité et en celle de président du conseil européen son approbation pour l'action

entreprise aux États-Unis en matière d'économies d'énergie et d'incitation à leur propre production d'énergie ». Le président de la République française « a exprimé le souhait que la partie de ce programme, qui doit être approuvée par le Congrès des États-Unis, puisse entrer en application dans les meilleurs délais ».

Enfin, le Japon se félicite des mesures annoncées et « tient à rendre hommage au courage du président ». M. Rokuseki Tanaka, secrétaire général du cabinet, a exprimé l'espoir que « ces mesures contribueraient au redressement de la balance des paiements américains et à la stabilité du dollar ».

Cependant, aux États-Unis, les compagnies pétrolières sont unanimes à vanter les mérites de la libéralisation progressive des prix du pétrole et à rejeter comme « inutile » la taxe sur les profits supplémentaires que le président Carter propose. Le programme énergétique annoncé « est constructif, et ses propositions en matière des prix du pétrole sont bienvenues », a déclaré M. Clifton Garvin, président d'Exxon, la plus importante société pétrolière américaine. Il a ajouté : « Sans nouvelles taxes, près de 60 % des revenus supplémentaires résultant des augmentations des prix iront, de toute façon, au fisc ».

### Convoitée par l'Oréal

### LA FIRME HELENA RUBINSTEIN EST VENDUE A DES JAPONAIS

Helena Rubinstein, la célèbre firme de produits de beauté pour femmes, change de propriétaire et d'américaine, va devenir japonaise. Le groupe américain Colgate-Palmolive (18,5 milliards de francs de chiffre d'affaires), un des quatre plus grands fabricants mondiaux de produits détergents, a, en effet, décidé de céder le contrôle intégral de la société à l'entreprise japonaise Kao Soap (2,5 milliards de francs de chiffre d'affaires), après avoir manifestement échoué dans la gestion de l'affaire et aussi dans ses négociations avec l'Oréal, candidat français au rachat des deux mois plus tôt.

En 1978, les comptes d'Helena Rubinstein se sont soldés par un déficit de 2,5 millions de dollars (10,8 millions de francs), dû, en grande partie, à des pertes subies sur le marché américain. La transaction a porté sur 75 millions de dollars (323 millions de francs, ce qui peut apparaître surprenant et fort bon marché quand on sait que Colgate pour devenir propriétaire d'Helena Rubinstein en 1973 et dater ainsi le plan à son concurrent Procter and Gamble, avait payé 142,3 millions de dollars (612 millions de francs). Colgate, il est vrai, est associé au Japon depuis janvier 1973, avec Kao Soap, dans une entreprise dénommée Kao Colgate Oral Products. Ceci explique cela.

### Après un embargo de huit mois

### LES ÉTATS-UNIS AUTORISENT LA VENTE D'UN ORDINATEUR A L'AGENCE TASS

L'administration Carter vient de lever l'embargo que le président des États-Unis avait personnellement mis sur la vente d'un ordinateur perfectionné à l'agence de presse soviétique Tass pour protester contre l'emprisonnement de dissidents. Cet équipement informatique devait servir pour la transmission des informations lors des Jeux olympiques de Moscou aux grandes agences nouvelles et aussi, par la suite, aux besoins propres de Tass.

Ni la Maison Blanche ni le département du commerce n'ont voulu préciser les raisons pour lesquelles la licence d'exportation restait retenue depuis le mois d'août 1978 venant d'être délivrée. Un porte-parole officiel du groupe américain a toutefois précisé : « Nous avons la licence, mais nous ne savons pas si nous aurons la vente ». Depuis l'embargo américain, en effet, l'U.R.S.S., scindant sa commande en deux parties, devait confier l'édition des textes pour les Jeux olympiques à une firme britannique et l'équipement permanent de l'agence Tass à la firme française CII-Honeywell-Bull.

## PRÉVU POUR JUILLET 1981

### Le congrès eucharistique de Lourdes pourrait attirer cinq millions de pèlerins

De notre correspondant

Lourdes. — Le congrès eucharistique international de 1981 se tiendra à Lourdes pendant la deuxième quinzaine de juillet, vraisemblablement du 18 au 25. Cette précision a été donnée le 6 avril par Mgr Henri Donze, évêque de Tarbes et de Lourdes, lors d'une conférence de presse. Cet événement, auquel doit assister Jean Paul II, présentera par son ampleur un véritable casse-tête aux organisateurs.


En 1958, année du centenaire des apparitions, quatre millions et demi de pèlerins — un record absolu — avaient visité la cité mariale. Selon le Père Mingan, responsable du comité d'organisation du congrès eucharistique, ils seront près de cinq millions en 1981.

Accueillement, avec ses quatre cent cinquante hôtels et pensions de famille, Lourdes ne peut pas accueillir plus de trente-cinq mille personnes.

Mgr Paul Poupard, recteur de l'Institut catholique de Paris, a été nommé évêque par le cardinal François-Marie de Ségur, évêque de Paris, le 6 avril en l'église Saint-Germain-des-Près. L'archevêque de Paris était assisté de Mgr André Pallier, archevêque de Rouen, et de Mgr Jean Orsatti, évêque d'Angers.

Nommé évêque auxiliaire de l'archevêque de Paris avec le titre d'évêque titulaire d'Ussula en février dernier par Jean-Paul II (le Monde du 7 février), Mgr Poupard doit exercer son ministère épiscopal dans sa charge de recteur de l'Institut catholique.

**crans-montana**  
VALAIS SUISSE



à 20 km de Sion  
à 1 500 m d'alt.  
Passée de 1935 à 1938  
SÉRIEUSE : Ensemble de 2  
réalis. de 10 appart. de  
cadre de verdure à l'est de  
Sion et à l'ouest de la gare  
de Sion, sur la plaine de  
Sion et les Alpes. Appart. de 2  
pièces, avec terr. pavé.  
Châtaigniers, arbres et pr.  
de l'habitat.

75 % de crédit hypothécaire  
à disposition, à des taux  
intermédiaires. Autres  
promesses à : Orsini,  
Les Collines, Mont-Salève,  
Les Bains de St. Julien,  
Champex, Verbier.  
Demandez les renseignements  
supplémentaires.

Constructeur-promoteur  
**projet**

PROJET 10  
CH 1500 SION  
P. H. Collins SA  
P. H. Collins SA  
37, de la Gare 28  
Tél. 027.23.40.23